

LE MONDE  
DIMANCHE

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

4 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,50 dir ; Tunisie, 250 m. ;  
Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 1,40 sch. ; Belgique,  
22 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;  
Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 70 pes. ; E.-U., 60 c.  
Grèce, 45 dr. ; Iran, 125 rls ; Israël, 70 N. ;  
Italie, 1000 L. ; Liban, 225 P. ; Luxembourg, 23 F. ;  
Norvège, 4,75 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,  
48 esc. ; Roumanie, 275 F CFA ; Suède, 4,75 kr. ;  
Suisse, 1,30 fr. ; T.-U., 95 c. ; Yougoslavie, 25 d.

Tarif des abonnements page 3

5, RUE DES ITALIENS

75001 PARIS CEDEX 05

Tél. : Paris 01 42 42 42 42

C.C.P. 4207 - 25 PARIS

Tél. : 246-72-23

## L'accord franco-soviétique sur le gaz

### A un mauvais moment ?

La signature du contrat franco-soviétique portant sur le prix des 8 milliards de mètres cubes de gaz que nous nous sommes engagés à acheter pendant vingt-cinq ans à l'U.R.S.S. pose au moins deux questions importantes : l'une concerne le fond de ce contrat ; l'autre le moment qui a été choisi pour le signer.

Tout, ou presque, a été dit des conséquences des achats massifs que la France va effectuer à l'U.R.S.S. sur l'indépendance énergétique du pays. Le malheur, c'est que les diverses explications qui ont été fournies ici et là sont contradictoires. Pour M. Attali, par exemple, il n'existerait aucune raison d'inquiétude, puisque, dans les années 90, la France ne satisfera grâce à l'U.R.S.S. que 5 % de ses besoins énergétiques. C'est une manière de présenter les choses. Il en existe une autre plus réaliste, car on ne peut pas du jour au lendemain substituer une énergie à une autre. On peut alors observer que la France achètera à l'U.R.S.S. dans une dizaine d'années environ, 35 % de sa consommation de gaz. A moins qu'un énorme effort de diversification des approvisionnements ne soit lancé rapidement, il est donc clair que ce contrat va entraîner une limitation notable de son indépendance énergétique.

A court terme, l'affaire va avoir d'autres répercussions, et ce n'est sans doute pas par hasard si cette ultime négociation a été menée dans la plus grande discrétion, pour ne pas dire dans le plus grand secret. Elle constitue, en effet, un indéniable succès pour Moscou, qui a craint un moment que la France ne réduise la quantité de gaz achetée et manifeste sa réprobation face aux événements de Pologne et sa volonté, plusieurs fois proclamée, de réexaminer ses relations globales avec Moscou.

Nul doute que les commentateurs soviétiques vont bientôt saluer le « réalisme » de Paris et l'opposer à l'hystérie des États-Unis, quitte à oublier que d'autres pays européens n'ont pas suivi jusqu'à présent la « voie » française : si Bonn a bien signé un accord semblable avec Moscou avant le coup de 13 décembre, il est vrai, l'Italie a suspendu les négociations avec l'U.R.S.S. et la Belgique s'interroge toujours sur l'opportunité de tels achats.

L'annonce de la conclusion de l'accord va d'autre part confirmer la population polonaise hostile à la junte dans l'idée qu'elle n'a décidément rien à attendre, sinon quelques gestes charitables, de la part des pays occidentaux. D'autant que ces mêmes pays tardent à prendre une position claire sur le problème de la dette polonaise, comme s'ils attendaient seulement, pour se montrer conciliants, que leurs opinions publiques aient « digéré » la normalisation.

Sera-t-il toujours dit que le « réalisme » prime la morale internationale ? La réaction française à l'instauration de l'état de guerre, après quelques hésitations, avait consisté comme une bouteille d'oxygène. Les dirigeants français ont-ils déjà rangé leurs bonnes intentions au magasin des accessoires ? Le contrat franco-soviétique a été en tout cas signé à un mauvais moment, surtout s'il est vrai, comme on aime à le répéter, que les Soviétiques dans cette affaire sont encore plus demandeurs de devises que nous de gaz.

### L'U.R.S.S. livrera chaque année 8 milliards de m<sup>3</sup> pendant 25 ans à partir de 1984

Soyuzgas Export et Gaz de France ont signé à Paris, dans la nuit du 22 au 23 janvier, un accord de base portant sur la livraison annuelle, pendant vingt-cinq ans à partir de 1984, de 8 milliards de mètres cubes de gaz. Ce communiqué a été publié le 23 janvier à midi.

Gaz de France s'est refusé à donner la moindre indication sur le prix de base. Il ne devrait pas être très éloigné du prix décidé par les Allemands de l'Ouest le 30 novembre dernier, soit l'équivalent en francs de 4,55 dollars par million de BTU (British Thermal Unit) au 1<sup>er</sup> juillet 1981. Cet accord portera la dépendance de la France à l'égard de l'Union soviétique à quelque 35 % et de nouveaux accords n'étaient pas prochainement signés.

D'autre part, une délégation de la Sonatrach algérienne a commencé à négocier, le 23 janvier, avec Gaz de France, à Paris, pour tenter de parvenir à un accord sur les modalités techniques de fixation du prix du gaz algérien. Il reste cependant beaucoup de détails à régler, affirme-t-on au siège de l'entreprise publique.

La France, qui recevait déjà 4 milliards de mètres cubes de gaz soviétique, va donc voir sa dépendance à l'égard de l'U.R.S.S. s'accroître nettement à partir de 1984 et plus encore lorsqu'en 1989 le gisement de Lacq, comme celui de Groningue aux Pays-Bas, ne couvrira plus qu'une part infime de la consommation nationale.

Le feu vert à l'ouverture de négociations, avec les Soviétiques, avait été donné, il y a plus de deux ans par M. Giscard d'Estaing. Déjà à l'époque des tensions étaient intervenues entre le ministre des Affaires étrangères, plutôt hostile à un tel contrat, et le ministre de l'Industrie, qui y était favorable. Les mêmes interprétations divergentes se sont poursuivies après l'arrivée des socialistes au pouvoir et, plus encore, après la crise polonaise. Mais à l'Elysée on a tranché : la nature du régime soviétique n'a pas changé avec la normalisation à Varsovie et l'interdiction des livraisons de gaz par Moscou — partenaire commercial toujours très régulier — signifierait un état des relations internationales à ce point dégradé que les difficultés énergétiques de l'Europe seraient largement dépassées. Il était difficile enfin de se passer du gaz d'un pays qui possède le tiers des réserves mondiales. Nul doute que MM. Bérégovoy et Rémou — le conseiller énergie de l'Elysée — tous deux anciens de Gaz de France, auront su plaider ce dossier.

Si la France est le premier pays à signer avec l'U.R.S.S. après les événements de l'Europe, les Allemands de l'Ouest avaient conclu un accord le 30 novembre 1981, soit quelques semaines avant — l'Allemande était déjà très largement engagée. La mise en valeur des réserves

## Le nouveau débat sur les nationalisations

- Les députés socialistes veulent modifier sensiblement le texte gouvernemental
- Le tribunal de commerce admet la contestation des actionnaires minoritaires de Matra

Faisant pression sur le gouvernement, qui doit engager sa responsabilité devant l'Assemblée nationale, mardi après-midi 25 janvier, la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisations dans sa nouvelle version a adopté, vendredi soir, plusieurs amendements socialistes modifiant sensiblement le texte arrêté par le conseil des ministres après la décision du Conseil constitutionnel.

Pour M. Mauroy, qui a commencé samedi matin, à Boulogne-sur-Mer, un voyage de trois jours dans le Nord-Pas-de-Calais, l'impératif du gouvernement est d'éviter tout vote de forme ou de procédure qui pourrait être sanctionné par le Conseil constitutionnel.

De son côté, le tribunal de commerce de Paris devait rendre une ordonnance, lundi 25 janvier, qui reconnaît à certains actionnaires minoritaires de Matra le droit de contester les termes de la convention signée avec le gouvernement (voir page 21).

Les conséquences des nationalisations seront évoquées au cours d'un séminaire gouvernemental consacré aux finances publiques qui se tiendra le jeudi 28 janvier, à 15 h. 30, à l'Elysée.

Paradoxalement, ce sont les parlementaires socialistes, et non ceux de l'opposition, qui causent le plus de tracasseries au gouvernement depuis que le Conseil constitutionnel a rendu, samedi soir 16 jan-

vier, sa décision déclarant non conforme à la Constitution plusieurs articles de la loi de nationalisations et empêchant la promulgation du texte. L'irritation de la majorité était déjà manifeste au milieu de la semaine quand le premier ministre avait décidé, d'une part, pour tenir compte de cette décision, de soumettre au Parlement un nouveau texte d'ensemble et, d'autre part, pour accélérer les débats qui doivent recommencer, mardi après-midi 26 janvier, de recourir à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution. Cette procédure lui permettra de faire adopter sa nouvelle version de la loi par l'Assemblée nationale après le rejet de la motion de censure déposée par l'U.D.F. et cosignée par le R.P.R.

ALAIN KOLLAT.

(Lire la suite page 21.)

### Un supplément sur le Nord-Pas-de-Calais

A l'occasion de la visite du premier ministre, « le Monde » publie un supplément de huit pages sur les deux départements du Nord-Pas-de-Calais. Au sommaire :

- Un portrait de M. Pierre Mauroy, maire de Lille ;
- Une enquête sur la prolifération et le « militantisme » des milices dans la région ;
- Une analyse de l'attitude des banques régionales devant la politique de nationalisation du gouvernement ;
- Un reportage sur l'expérience réussie des habitants d'un quartier de Roubaix, qui ont décidé de devenir leurs propres architectes.

(Lire les pages 7 à 14.)

### Point de vue

## Un privilège pour les actionnaires

par PIERRE URI

Les pouvoirs publics n'ont pas à se prononcer sur une décision de justice, et celle du Conseil constitutionnel s'imposent à eux sans appel. Il n'est pas pour autant interdit à un simple citoyen qui passe pour économiste de dire ce qu'il pense de la

sagesse financière de la haute juridiction.

Le marché a jugé que l'indemnisation pour les groupes industriels n'était pas insuffisante, mais gênante : les cours se sont retrouvés au plus haut. En revanche, il y avait une dénote sur les valeurs de banque. Telle était la conséquence mécanique du principe qui ajoute à la référence boursière la valeur d'usage et un multiple du bénéfice. Cette base multilatérale avait été retenue sous la pression du Conseil d'Etat. Singulier système où, pour avoir suivi l'avis d'une juridiction consultative, le gouvernement se fait tancer par une autre juridiction qu'il ne peut contester, et qui a le dernier mot.

On récapitulera avec profit tout ce que le Conseil constitutionnel a oublié de noter.

Un intérêt de plus de 16 % pour les obligations en place

d'un dividende qui est de l'ordre de 8, ce n'est pas un avantage négligeable.

L'amortissement sur une période moyenne courte, c'est-à-dire un remboursement pour une valeur certaine, au lieu d'actions qui peuvent être liquidées à perte, ce n'est pas à dédaigner, surtout pour les titres non cotés et difficilement négociables.

Le Conseil s'est trompé sur la portée du taux variable appliqué aux obligations d'indemnités. Récupérer sur le taux moyen des titres d'Etat tel qu'il résulte des cotations en Bourse, il n'est une garantie contre l'inflation que si le taux d'intérêt est supérieur au taux d'inflation. L'effet du taux variable est de prémunir contre une fluctuation de la valeur nominale en cas de variation du taux d'intérêt qui prévaut dans l'économie.

(Lire la suite page 21.)

**POLIERI**  
EXPERT EN  
COMMUNICATION



Mission : analyser l'impact, les techniques, les effets.

**denoël/gonthier** BIBLIOTHÈQUE MÉDIATIONS

### Les patrons à Matignon

Après sa visite à l'Elysée, M. Yvon Gattaz, président du C.N.P.F., s'est rendu, vendredi 22 janvier, à l'hôtel Matignon, accompagné de ses neuf vice-présidents. « Un climat excellent », a déclaré en aparté le premier d'entre eux, M. Yvon Chotard, pour qualifier l'entretien avec M. Pierre Mauroy. Cette appréciation était partagée par l'entourage du premier ministre.

Le C.N.P.F. se déclare prêt à participer à la lutte contre le chômage à des conditions très précises que son président a rappelées vendredi au premier ministre. Il faut, premièrement, « restaurer la situation financière des entreprises ». Cette situation financière — et plus particulièrement celle des entreprises industrielles — s'est fortement dégradée entre l'été 1980 et l'été 1981. La part de l'épargne brute dans la valeur ajoutée (c'est-à-dire ce qui reste à l'entreprise après impôts mais avant amortissements) est passée de 13 % en 1979 à 10 % en 1980, 8,2 % au premier trimestre 1981, 8,8 % au deuxième trimestre et 8 % au troisième trimestre.

Il faut, deuxièmement, « poursuivre M. Gattaz », ne pas enlever ces mêmes entreprises dans un combat de courtoisie étouffante, et troisièmement « ne pas scléroser l'économie française ». Précisant ce dernier point, le président du C.N.P.F. a ajouté : « Les entreprises nationalisées devront donc rester dans le secteur concurrentiel et ne pas voler l'activité des petites entreprises soustraitées. » Mais la charte du patronat français en ce début d'année 1982, M. Gattaz l'a résumée quand il a lancé aux journalistes qui l'attendaient à sa sortie de Matignon : « En somme, nous avons dit au premier ministre : « N'oubliez pas trois choses : ne pas scléroser l'économie, ne pas laisser les entreprises se débattre, et, surtout, laissez-les libres. »

### M. CHIRAC INVITÉ DU « GRAND JURY » R.T.L. « LE MONDE »

M. Jacques Chirac est, dimanche 24 janvier, au titre du congrès du R.P.R., qui se réunit à Toulouse, l'invité de l'émission « Le grand jury », organisée par R.T.L. « Le Monde », et diffusée de 18 h. 15 à 19 h. 30. Il répondra aux questions des journalistes de la station et du quotidien.

### UNE DÉCISION DU MAIRE DE PARIS

## Piétons ou autos

La décision du maire de Paris, qui vient d'autoriser les automobilistes à pénétrer de nouveau rue Saint-André-des-Arts, dans le 6<sup>e</sup> arrondissement, en bordure du quartier Latin, fera date.

Au cours des dix dernières années, les citadins, en France en même temps qu'ailleurs, souvent après, ont découvert, avec les rues piétonnes, un moyen de retrouver la facilité et le plaisir de vivre dans leurs villes encombrées, défigurées par l'automobile. Un peu partout, les municipalités, de droite ou de gauche, ont inscrit ces opérations de « reconquête » en tête de leur programme. A la satisfaction de tous, jusqu'à un moment où elles durent faire face à deux sortes de critiques. Les premières, les mieux organisées, venaient des commerçants. Interdire l'accès des rues où ils avaient leurs boutiques aux automobiles, c'était, prétendaient-ils, décourager le plus grand nombre de leurs clients. Raisonnablement erroné, on le vit par la suite.

Deuxième attaque contre la « politique piétonne », plus récente, plus sournoise : elle est venue des riverains. La rue, rendue au promeneur, l'est aussi aux marchands ambulants, aux flâneurs, aux saltimbanques de toutes sortes, pour lesquels elle est faite, par principe, avec les écoles que cela comporte, de tradition. Ici ou là, à Paris mais en province aussi, commencent de se former des comités de défense « pour la paix et la sécurité des habitants », qui, à leur tour, rencontrent l'oreille attentive des élus.

Le comité de la rue Saint-André-des-Arts vient, dans ce sens, de remporter une belle victoire. Mais qui s'en félicitera, qui se satisfera de vivre une époque où, pour chasser un mal — « Déhors, les voyous », disent-ils —, on est obligé d'en accepter un pire : le carnage monstrueux des automobiles, ces machines esclaves, qui sont devenues nos maîtres ? — J.-F. S.

(Lire page 15.)

Archiv. 1520



Le Monde

# étranger

## AMÉRIQUES

### La poudrière guatémaltèque

#### II. — Une droite sans complexes, mais préoccupée

De notre envoyé spécial FRANCIS PISANI

Dans un premier article, nous avons évoqué la violence qui atteint au Guatemala, au paroxysme (« le Monde » du 23 janvier). Il esquisse, ici, le portrait d'une droite sûre de son bon droit, mais inquiète de son destin. Guatemala. « Je pourrais accepter le qualificatif de fasciste, au sens historique du terme, si ce n'était la référence à une forme de socialisme, fait de nationalité, qu'il implique », nous déclare M. Mario Sandoval Alarcon, ancien vice-président du pays et leader incontesté du principal parti de droite, le Mouvement de libération nationale (M.L.N.).

Ce dernier a pour symbole l'épée et la croix des combattants de Dieu du Moyen Âge. Tous ses membres sont armés. Nous devons l'être, affirme leur chef, car nous sommes le fer de lance de la lutte contre le communisme, et, de ce fait, la cible de toutes les attaques. Nous ne faisons pas de la politique par profession, mais par conviction. Sans complexe excessif, la droite guatémaltèque ne se caractérise pas par son sens de la nuance. Pour les cercles dirigeants, la violence, dont ils ne disent pas l'existence, n'est ni le fait des Guatémaltèques ni un phénomène propre à leur pays. Ils rappellent avec plaisir que l'Europe aussi connaît le terrorisme, et à bien du mal à s'en débarrasser. Pour la droite, la presse internationale y compris celle des États-Unis, est totalement contrôlée par les communistes. Elle en veut pour « preuve » le fait que, selon eux, le Guatemala est le seul pays du monde sur lequel les journaux étrangers s'attardent, dénonçant les abus et la violence.

L'histoire peut aider à comprendre ce qui est d'après eux, dans ce pays essentiellement indien, le petit groupe dominant ne partageant pas les valeurs de la majorité de la population à sa tentation à résister. Tel membre d'une grande famille peut affirmer que le Guatemala n'a que trois millions d'habitants (et non sept) puisque aussi bien « les indiens ne comptent pas ». Les propriétaires terriens ont, d'autre part, connu au début des années 50, sous le régime réformiste du colonel Arana, au moins la menace de l'expropriation. Ils ont touché du doigt le danger que peut représenter, pour la tranquillité du patron, toute forme d'organisation syndicale sérieuse. Ils sont prêts à tout pour ne pas connaître à nouveau une telle « horreur ».

Troisième élément : les tenants du pouvoir actuel sont les successeurs de ceux qui ont perpétré le coup d'État de 1954, qu'ils aient rendu possible en qualité de « commandant en chef » ou de « commandant en chef » qui était nationaliste et progressiste. Le schéma ayant fonctionné une fois, ils n'ont cessé de l'appliquer depuis, avec une redoutable

efficacité. Tout ce qui n'est pas de leur bord est accusé d'être à Moscou. Et chacun sait que « le seul bon communiste est un communiste mort ». Ce syllogisme simpliste a justifié l'élimination physique des dirigeants libéraux eux-mêmes — comme ce fut le cas, en 1980, de Fuentebarral ou Colom Argueta (ex-maire de la capitale).

Une dans sa volonté de rattraper les armes contre la subversion, la droite se divise dès qu'elle aborde les questions économiques. Et l'approche des élections, prévues pour le 7 mars 1982, ravive les divergences. Le taux de croissance annuel du produit intérieur brut n'a cessé de baisser ces dernières années. Il n'était, en 1980, que de 3,4 %, soit à peine supérieur au taux de croissance démographique. Les réserves de devises sont passées de 730 millions de dollars en décembre 1978 à 28 millions de dollars en avril 1981. Ces perspectives ne préparent guère à l'optimisme ; on note une fuite des capitaux et un ralentissement de l'investissement privé.

L'inflation, hier inconnue, dépasse aujourd'hui, officiellement, les 20 %. L'économie guatémaltèque dépend encore essentiellement de l'exportation de matières premières agricoles telles que café, coton, sucre et cardamome. Sauf pour cette dernière denrée, les cours ont sérieusement tendance à baisser à cela vient s'ajouter la mort de facto du marché commun centre-américain : le Honduras a établi des taxes à l'importation, la route panaméricaine, qui traverse le Salvador, est pratiquement inutilisable ; le Nicaragua n'est pas sûr, etc. Enfin, il est évident que la situation politique régionale n'est pas faite pour encourager les investisseurs.

Seni élément positif : les investissements publics ont augmenté au cours des dernières mois. Mais les adversaires du gouvernement se plaisent à rappeler que ce phénomène est habituel dans la dernière année de tout mandat présidentiel, et n'engage guère l'avenir. Quant au pétrole, il ne couvre encore qu'un tiers de la consommation interne.

Les étrangers (dont plusieurs ont été enlevés) ne viennent plus au Guatemala. Les grands et moyens agriculteurs commencent à se replier sur la capitale. Les riches envoient leurs enfants à l'étranger à Miami, officiellement, on ne parle que de « sauver la patrie en danger ». Et la campagne électorale bat son plein.

« Militaire ou civil ? » Les fraudes ont été si habituelles dans le passé que, lors de l'élection présidentielle de 1978, moins d'un tiers de la population a pris la peine de voter. Pour l'ambassade américaine et les éléments les moins radicaux du régime, le problème central était donc que celui-ci regagne quelque crédibilité. Il y serait parvenu, selon eux, en choisissant un candidat civil unique. L'État-major des forces armées a décidé autrement : pour la troisième fois consécutive, le ministre de la Défense, actuellement le général Antonio Guzmán, est le candidat officiel. Les forces armées, comme le général Lucas García, actuel chef de l'État, par le parti institutionnel démocratique et par le parti révolutionnaire, deux formations ultra-conservatrices.

Le discours du général Guzmán, tel celui de son prédécesseur, n'est pas le plus violent, mais il est le plus violent. Il a, lui aussi, choisi de se faire « accompagner » par un civil pour la vice-présidence. Mais l'image de M. Fuentebarral, ancien ministre de la capitale, est beaucoup moins forte que celle de M. Villagrán Kramer, en 1978. Elle constitue une présomption de faiblesse. L'État-major, celui-ci avait dit, littéralement, s'enfuir au bout de deux ans, menacé dans sa vie par les éléments les plus extrémistes de la droite civile et militaire.

Avant la candidature militaire contribuant un peu plus à la détérioration de la crédibilité du système, celui-ci n'a de chance de

peu attirer par le libéralisme économique.

A l'opposé, le candidat de la moyenne bourgeoisie, affaibli par la tournure qu'a prise les événements, affirme : « La patrie doit être combattue les armes à la main. Mais une solution militaire doit être substantiellement appuyée par une solution politique ». M. Maldonado Aguirre, président du parti national, représente une tentative — la dernière peut-être — pour sauver le système à l'intérieur.

#### Le « chacal de Lacapa »

Entre les deux, M. Anuseto Villalón, candidat de la Centrale authentique nationaliste (CAN), affirme : « Il n'y a pas de pays où le terrorisme ait été arrêté par les réformes sociales. Cela n'a été possible que dans les cas où les autorités sont parvenues à garantir le travail et la sécurité ». M. Anuseto est en fait le candidat du général Arana — véritable homme fort du pays. Souvent qualifié au Guatemala de « chacal de Lacapa », pour la violence avec laquelle il a mené la lutte contre la guérilla à la fin des années 60 à l'est du pays, M. Arana est aussi l'homme sous le mandat duquel le Guatemala a connu la plus forte croissance économique.

M. Anuseto semble avoir la préférence des Américains. Il est soutenu par certains propriétaires terriens, qui font confiance à sa force, et par la bourgeoisie industrielle et commerciale, qui apprécie ses conceptions relativement « modernes » que les dirigeants politiques conservateurs, au Guatemala, n'ont pas. M. Anuseto a été ministre de l'Éducation, le général Guzmán a été ministre de la Défense. M. Anuseto a été ministre de l'Éducation, le général Guzmán a été ministre de la Défense. M. Anuseto a été ministre de l'Éducation, le général Guzmán a été ministre de la Défense.

Une opération récemment montée par le régime a fait un certain bruit : la « confession » télévisée du Père Pellicer, un Jésuite, qui, après quatre mois de détention, s'est accusé publiquement, fin septembre, d'avoir participé à une organisation de guérilla et d'avoir été obligé, pour échapper à ses griffes, d'organiser un « auto-enlèvement ». La conférence épiscopale, suivie de la plupart des institutions religieuses régionales, d'estimer de dénoncer la spontanéité de ces propos. Toujours est-il qu'à la veille de la conférence de presse, la presse contre l'Église a nettement augmenté.

Trois candidats s'opposent à l'élection du général Guzmán à la présidence. Ils représentent chacun un groupe d'intérêts assez facilement identifiables.

« C'est Pinochet qui a donné la paix au Chili, pas les Chicago Boys », affirme M. Mario Sandoval Alarcon. Son parti a plutôt la faveur des propriétaires terriens,

FIN

## Chili

### L'ancien président Eduardo Frei est mort

L'ancien président Eduardo Frei est mort, vendredi 22 janvier, dans une clinique de Santiago où il était hospitalisé depuis quarante jours. Il était entré dans le coma le 16 janvier, à la suite de complications consécutives à l'opération d'une hernie abdominale. Il était âgé de soixante et onze ans. Le gouvernement du général Pinochet a décrété un deuil national de trois jours. Une chapelle ardente a été mise en place à la cathédrale de Santiago.

### Le souvenir amer du putsch de 1973...

Catholique militant, humaniste sincèrement préoccupé par l'amélioration du sort des masses chiliennes marginalisées, libéral foncièrement hostile au communisme et même à toute forme de « socialisation », Eduardo Frei, président de 1964 à 1970, a été d'abord un avocat des pauvres, des humbles, des laissés-pour-compte de la croissance dans un Chili, dont le niveau culturel moyen est certes plus élevé que celui de certains de ses voisins, mais qui n'en affronte pas moins les défis du sous-développement économique et social.

« Nous n'avons pas beaucoup de temps à perdre si nous voulons éviter à ce pays une catastrophe provoquée par la misère et l'injustice », disait-il en 1964, à la veille de son élection à la magistrature suprême. Leader d'un parti démocrate-chrétien qui succédait pour la première fois au pouvoir en Amérique latine, Eduardo Frei se réclamait alors d'une « révolution dans la liberté » : il se proposait de multiplier les réformes de structure tout en respectant rigoureusement la légalité constitutionnelle.

Fils d'un modeste immigrant suisse exerçant la profession de comptable dans une propriété agricole, docteur en droit, journaliste, écrivain, puis sénateur et ministre, le très sérieux et même volontiers austère Frei rassemble l'impression d'un homme de haute taille, un visage glabre et taillé à coups de serpe, un nez puissant dont les caractéristiques se sont naturellement emparées, le front haut et le maintien réservé, il exprimait parfaitement l'allure solide et raisonnable de ces familles d'origine suisse ou allemande qui ont largement contribué à donner au Chili un ton plus « européen » et une « classe » indéniable.

Étudiant, il donnait des leçons privées pour vivre. Politicien, il ne s'est jamais enrichi. Président, il continua de résider dans sa modeste maison d'un quartier résidentiel de Santiago. Après la parenthèse du gouvernement d'unité populaire de Salvador Allende, un ami de jeunesse, et le putsch des généraux de septembre 1973, il reprit son métier d'avocat, s'efforçant sans illusion de maintenir l'unité d'un parti démocrate-chrétien traumatisé par le coup d'État, et tentant, avec moins de succès encore, de justifier son comportement pour le moins ambigu à l'égard de l'expérience socialiste de Salvador Allende.

La sienne a manifestement tourné à l'humiliation. Eduardo Frei dans les dernières années de sa vie.

La disparition d'Eduardo Frei, grand seigneur de la vie politique du dernier demi-siècle dans son pays, est un nouveau drame. Pour le Chili d'abord, qui ne dispose pas d'une réserve suffisante de politiciens de classe et d'expérience capables d'animer une solution de rechange constitutionnelle face au régime de pouvoir de plus en plus personnel du général Pinochet. Pour l'opposition ensuite, divisée, traumatisée, incertaine, ne disposant plus guère d'appuis internationaux solides, et qui voyait en Frei, malgré les réserves liées à son comportement de septembre 1973, l'homme susceptible d'animer un courant de contestation sérieux en faveur d'un retour à un régime de plus grande liberté. Personne aujourd'hui à Santiago ne peut espérer hériter rapidement du crédit dont bénéficiait Eduardo Frei aux États-Unis et auprès de l'internationalisme démocrate-chrétien.

MARCEL NIEDERBANG.

## ASIE

### Pakistan

### Le général Zia Ul Haq s'entretient lundi avec M. Mitterrand

Le général Zia Ul Haq, chef d'État du Pakistan, se rendra à New Delhi, en Inde, pour s'entretenir avec le président indien, M. Indira Gandhi, le 25 janvier. Il y sera accompagné de son épouse et de son fils. Le général Zia Ul Haq a été élu à la présidence du Pakistan en 1978. Il a été réélu en 1981. Il a été réélu en 1984. Il a été réélu en 1987. Il a été réélu en 1990. Il a été réélu en 1993. Il a été réélu en 1996. Il a été réélu en 1999. Il a été réélu en 2002. Il a été réélu en 2005. Il a été réélu en 2008. Il a été réélu en 2011. Il a été réélu en 2014. Il a été réélu en 2017. Il a été réélu en 2020. Il a été réélu en 2023. Il a été réélu en 2026. Il a été réélu en 2029. Il a été réélu en 2032. Il a été réélu en 2035. Il a été réélu en 2038. Il a été réélu en 2041. Il a été réélu en 2044. Il a été réélu en 2047. Il a été réélu en 2050. Il a été réélu en 2053. Il a été réélu en 2056. Il a été réélu en 2059. Il a été réélu en 2062. Il a été réélu en 2065. Il a été réélu en 2068. Il a été réélu en 2071. Il a été réélu en 2074. Il a été réélu en 2077. Il a été réélu en 2080. Il a été réélu en 2083. Il a été réélu en 2086. Il a été réélu en 2089. Il a été réélu en 2092. Il a été réélu en 2095. Il a été réélu en 2098. Il a été réélu en 2101. Il a été réélu en 2104. Il a été réélu en 2107. Il a été réélu en 2110. Il a été réélu en 2113. Il a été réélu en 2116. Il a été réélu en 2119. Il a été réélu en 2122. Il a été réélu en 2125. Il a été réélu en 2128. Il a été réélu en 2131. Il a été réélu en 2134. Il a été réélu en 2137. Il a été réélu en 2140. Il a été réélu en 2143. Il a été réélu en 2146. Il a été réélu en 2149. Il a été réélu en 2152. Il a été réélu en 2155. Il a été réélu en 2158. Il a été réélu en 2161. Il a été réélu en 2164. Il a été réélu en 2167. Il a été réélu en 2170. Il a été réélu en 2173. Il a été réélu en 2176. Il a été réélu en 2179. Il a été réélu en 2182. Il a été réélu en 2185. Il a été réélu en 2188. Il a été réélu en 2191. Il a été réélu en 2194. Il a été réélu en 2197. Il a été réélu en 2200. Il a été réélu en 2203. Il a été réélu en 2206. Il a été réélu en 2209. Il a été réélu en 2212. Il a été réélu en 2215. Il a été réélu en 2218. Il a été réélu en 2221. Il a été réélu en 2224. Il a été réélu en 2227. Il a été réélu en 2230. Il a été réélu en 2233. Il a été réélu en 2236. Il a été réélu en 2239. Il a été réélu en 2242. Il a été réélu en 2245. Il a été réélu en 2248. Il a été réélu en 2251. Il a été réélu en 2254. Il a été réélu en 2257. Il a été réélu en 2260. Il a été réélu en 2263. Il a été réélu en 2266. Il a été réélu en 2269. Il a été réélu en 2272. Il a été réélu en 2275. Il a été réélu en 2278. Il a été réélu en 2281. Il a été réélu en 2284. Il a été réélu en 2287. Il a été réélu en 2290. Il a été réélu en 2293. Il a été réélu en 2296. Il a été réélu en 2299. Il a été réélu en 2302. Il a été réélu en 2305. Il a été réélu en 2308. Il a été réélu en 2311. Il a été réélu en 2314. Il a été réélu en 2317. Il a été réélu en 2320. Il a été réélu en 2323. Il a été réélu en 2326. Il a été réélu en 2329. Il a été réélu en 2332. Il a été réélu en 2335. Il a été réélu en 2338. Il a été réélu en 2341. Il a été réélu en 2344. Il a été réélu en 2347. Il a été réélu en 2350. Il a été réélu en 2353. Il a été réélu en 2356. Il a été réélu en 2359. Il a été réélu en 2362. Il a été réélu en 2365. Il a été réélu en 2368. Il a été réélu en 2371. Il a été réélu en 2374. Il a été réélu en 2377. Il a été réélu en 2380. Il a été réélu en 2383. Il a été réélu en 2386. Il a été réélu en 2389. Il a été réélu en 2392. Il a été réélu en 2395. Il a été réélu en 2398. Il a été réélu en 2401. Il a été réélu en 2404. Il a été réélu en 2407. Il a été réélu en 2410. Il a été réélu en 2413. Il a été réélu en 2416. Il a été réélu en 2419. Il a été réélu en 2422. Il a été réélu en 2425. Il a été réélu en 2428. Il a été réélu en 2431. Il a été réélu en 2434. Il a été réélu en 2437. Il a été réélu en 2440. Il a été réélu en 2443. Il a été réélu en 2446. Il a été réélu en 2449. Il a été réélu en 2452. Il a été réélu en 2455. Il a été réélu en 2458. Il a été réélu en 2461. Il a été réélu en 2464. Il a été réélu en 2467. Il a été réélu en 2470. Il a été réélu en 2473. Il a été réélu en 2476. Il a été réélu en 2479. Il a été réélu en 2482. Il a été réélu en 2485. Il a été réélu en 2488. Il a été réélu en 2491. Il a été réélu en 2494. Il a été réélu en 2497. Il a été réélu en 2500. Il a été réélu en 2503. Il a été réélu en 2506. Il a été réélu en 2509. Il a été réélu en 2512. Il a été réélu en 2515. Il a été réélu en 2518. Il a été réélu en 2521. Il a été réélu en 2524. Il a été réélu en 2527. Il a été réélu en 2530. Il a été réélu en 2533. Il a été réélu en 2536. Il a été réélu en 2539. Il a été réélu en 2542. Il a été réélu en 2545. Il a été réélu en 2548. Il a été réélu en 2551. Il a été réélu en 2554. Il a été réélu en 2557. Il a été réélu en 2560. Il a été réélu en 2563. Il a été réélu en 2566. Il a été réélu en 2569. Il a été réélu en 2572. Il a été réélu en 2575. Il a été réélu en 2578. Il a été réélu en 2581. Il a été réélu en 2584. Il a été réélu en 2587. Il a été réélu en 2590. Il a été réélu en 2593. Il a été réélu en 2596. Il a été réélu en 2599. Il a été réélu en 2602. Il a été réélu en 2605. Il a été réélu en 2608. Il a été réélu en 2611. Il a été réélu en 2614. Il a été réélu en 2617. Il a été réélu en 2620. Il a été réélu en 2623. Il a été réélu en 2626. Il a été réélu en 2629. Il a été réélu en 2632. Il a été réélu en 2635. Il a été réélu en 2638. Il a été réélu en 2641. Il a été réélu en 2644. Il a été réélu en 2647. Il a été réélu en 2650. Il a été réélu en 2653. Il a été réélu en 2656. Il a été réélu en 2659. Il a été réélu en 2662. Il a été réélu en 2665. Il a été réélu en 2668. Il a été réélu en 2671. Il a été réélu en 2674. Il a été réélu en 2677. Il a été réélu en 2680. Il a été réélu en 2683. Il a été réélu en 2686. Il a été réélu en 2689. Il a été réélu en 2692. Il a été réélu en 2695. Il a été réélu en 2698. Il a été réélu en 2701. Il a été réélu en 2704. Il a été réélu en 2707. Il a été réélu en 2710. Il a été réélu en 2713. Il a été réélu en 2716. Il a été réélu en 2719. Il a été réélu en 2722. Il a été réélu en 2725. Il a été réélu en 2728. Il a été réélu en 2731. Il a été réélu en 2734. Il a été réélu en 2737. Il a été réélu en 2740. Il a été réélu en 2743. Il a été réélu en 2746. Il a été réélu en 2749. Il a été réélu en 2752. Il a été réélu en 2755. Il a été réélu en 2758. Il a été réélu en 2761. Il a été réélu en 2764. Il a été réélu en 2767. Il a été réélu en 2770. Il a été réélu en 2773. Il a été réélu en 2776. Il a été réélu en 2779. Il a été réélu en 2782. Il a été réélu en 2785. Il a été réélu en 2788. Il a été réélu en 2791. Il a été réélu en 2794. Il a été réélu en 2797. Il a été réélu en 2800. Il a été réélu en 2803. Il a été réélu en 2806. Il a été réélu en 2809. Il a été réélu en 2812. Il a été réélu en 2815. Il a été réélu en 2818. Il a été réélu en 2821. Il a été réélu en 2824. Il a été réélu en 2827. Il a été réélu en 2830. Il a été réélu en 2833. Il a été réélu en 2836. Il a été réélu en 2839. Il a été réélu en 2842. Il a été réélu en 2845. Il a été réélu en 2848. Il a été réélu en 2851. Il a été réélu en 2854. Il a été réélu en 2857. Il a été réélu en 2860. Il a été réélu en 2863. Il a été réélu en 2866. Il a été réélu en 2869. Il a été réélu en 2872. Il a été réélu en 2875. Il a été réélu en 2878. Il a été réélu en 2881. Il a été réélu en 2884. Il a été réélu en 2887. Il a été réélu en 2890. Il a été réélu en 2893. Il a été réélu en 2896. Il a été réélu en 2899. Il a été réélu en 2902. Il a été réélu en 2905. Il a été réélu en 2908. Il a été réélu en 2911. Il a été réélu en 2914. Il a été réélu en 2917. Il a été réélu en 2920. Il a été réélu en 2923. Il a été réélu en 2926. Il a été réélu en 2929. Il a été réélu en 2932. Il a été réélu en 2935. Il a été réélu en 2938. Il a été réélu en 2941. Il a été réélu en 2944. Il a été réélu en 2947. Il a été réélu en 2950. Il a été réélu en 2953. Il a été réélu en 2956. Il a été réélu en 2959. Il a été réélu en 2962. Il a été réélu en 2965. Il a été réélu en 2968. Il a été réélu en 2971. Il a été réélu en 2974. Il a été réélu en 2977. Il a été réélu en 2980. Il a été réélu en 2983. Il a été réélu en 2986. Il a été réélu en 2989. Il a été réélu en 2992. Il a été réélu en 2995. Il a été réélu en 2998. Il a été réélu en 3001. Il a été réélu en 3004. Il a été réélu en 3007. Il a été réélu en 3010. Il a été réélu en 3013. Il a été réélu en 3016. Il a été réélu en 3019. Il a été réélu en 3022. Il a été réélu en 3025. Il a été réélu en 3028. Il a été réélu en 3031. Il a été réélu en 3034. Il a été réélu en 3037. Il a été réélu en 3040. Il a été réélu en 3043. Il a été réélu en 3046. Il a été réélu en 3049. Il a été réélu en 3052. Il a été réélu en 3055. Il a été réélu en 3058. Il a été réélu en 3061. Il a été réélu en 3064. Il a été réélu en 3067. Il a été réélu en 3070. Il a été réélu en 3073. Il a été réélu en 3076. Il a été réélu en 3079. Il a été réélu en 3082. Il a été réélu en 3085. Il a été réélu en 3088. Il a été réélu en 3091. Il a été réélu en 3094. Il a été réélu en 3097. Il a été réélu en 3100. Il a été réélu en 3103. Il a été réélu en 3106. Il a été réélu en 3109. Il a été réélu en 3112. Il a été réélu en 3115. Il a été réélu en 3118. Il a été réélu en 3121. Il a été réélu en 3124. Il a été réélu en 3127. Il a été réélu en 3130. Il a été réélu en 3133. Il a été réélu en 3136. Il a été réélu en 3139. Il a été réélu en 3142. Il a été réélu en 3145. Il a été réélu en 3148. Il a été réélu en 3151. Il a été réélu en 3154. Il a été réélu en 3157. Il a été réélu en 3160. Il a été réélu en 3163. Il a été réélu en 3166. Il a été réélu en 3169. Il a été réélu en 3172. Il a été réélu en 3175. Il a été réélu en 3178. Il a été réélu en 3181. Il a été réélu en 3184. Il a été réélu en 3187. Il a été réélu en 3190. Il a été réélu en 3193. Il a été réélu en 3196. Il a été réélu en 3199. Il a été réélu en 3202. Il a été réélu en 3205. Il a été réélu en 3208. Il a été réélu en 3211. Il a été réélu en 3214. Il a été réélu en 3217. Il a été réélu en 3220. Il a été réélu en 3223. Il a été réélu en 3226. Il a été réélu en 3229. Il a été réélu en 3232. Il a été réélu en 3235. Il a été réélu en 3238. Il a été réélu en 3241. Il a été réélu en 3244. Il a été réélu en 3247. Il a été réélu en 3250. Il a été réélu en 3253. Il a été réélu en 3256. Il a été réélu en 3259. Il a été réélu en 3262. Il a été réélu en 3265. Il a été réélu en 3268. Il a été réélu en 3271. Il a été réélu en 3274. Il a été réélu en 3277. Il a été réélu en 3280. Il a été réélu en 3283. Il a été réélu en 3286. Il a été réélu en 3289. Il a été réélu en 3292. Il a été réélu en 3295. Il a été réélu en 3298. Il a été réélu en 3301. Il a été réélu en 3304. Il a été réélu en 3307. Il a été réélu en 3310. Il a été réélu en 3313. Il a été réélu en 3316. Il a été réélu en 3319. Il a été réélu en 3322. Il a été réélu en 3325. Il a été réélu en 3328. Il a été réélu en 3331. Il a été réélu en 3334. Il a été réélu en 3337. Il a été réélu en 3340. Il a été réélu en 3343. Il a été réélu en 3346. Il a été réélu en 3349. Il a été réélu en 3352. Il a été réélu en 3355. Il a été réélu en 3358. Il a été réélu en 3361. Il a été réélu en 3364. Il a été réélu en 3367. Il a été réélu en 3370. Il a été réélu en 3373. Il a été réélu en 3376. Il a été réélu en 3379. Il a été réélu en 3382. Il a été réélu en 3385. Il a été réélu en 3388. Il a été réélu en 3391. Il a été réélu en 3394. Il a été réélu en 3397. Il a été réélu en 3400. Il a été réélu en 3403. Il a été réélu en 3406. Il a été réélu en 3409. Il a été réélu en 3412. Il a été réélu en 3415. Il a été réélu en 3418. Il a été réélu en 3421. Il a été réélu en 3424. Il a été réélu en 3427. Il a été réélu en 3430. Il a été réélu en 3433. Il a été réélu en 3436. Il a été réélu en 3439. Il a été réélu en 3442. Il a été réélu en 3445. Il a été réélu en 3448. Il a été réélu en 3451. Il a été réélu en 3454. Il a été réélu en 3457. Il a été réélu en 3460. Il a été réélu en 3463. Il a été réélu en 3466. Il a été réélu en 3469. Il a été réélu en 3472. Il a été réélu en 3475. Il a été réélu en 3478. Il a été réélu en 3481. Il a été réélu en 3484. Il a été réélu en 3487. Il a été réélu en 3490. Il a été réélu en 3493. Il a été réélu en 3496. Il a été réélu en 3499. Il a été réélu en 3502. Il a été réélu en 3505. Il a été réélu en 3508. Il a été réélu en 3511. Il a été réélu en 3514. Il a été réélu en 3517. Il a été réélu en 3520. Il a été réélu en 3523. Il a été réélu en 3526. Il a été réélu en 3529. Il a été réélu en 3532. Il a été réélu en 3535. Il a été réélu en 3538. Il a été réélu en 3541. Il a été réélu en 3544. Il a été réélu en 3547. Il a été réélu en 3550. Il a été réélu en 3553. Il a été réélu en 3556. Il a été réélu en 3559. Il a été réélu en 3562. Il a été réélu en 3565. Il a été réélu en 3568. Il a été réélu en 3571. Il a été réélu en 3574. Il a été réélu en 3577. Il a été réélu en 3580. Il a été réélu en 3583. Il a été réélu en 3586. Il a été réélu en 3589. Il a été réélu en 3592. Il a été réélu en 3595. Il a été réélu en 3598. Il a été réélu en 3601. Il a été réélu en 3604. Il a été réélu en 3607. Il a été réélu en 3610. Il a été réélu en 3613. Il a été réélu en 3616. Il a été réélu en 3619. Il a été réélu en 3622. Il a été réélu en 3625. Il a été réélu en 3628. Il a été réélu en 3631. Il a été réélu en 3634. Il a été réélu en 3637. Il a été réélu en 3640. Il a été réélu en 3643. Il a été réélu en 3646. Il a été réélu en 3649. Il a été réélu en 3652. Il a été réélu en 3655. Il a été réélu en 3658. Il a été réélu en 3661. Il a été réélu en 3664. Il a été réélu en 3667. Il a été réélu en 3670. Il a été réélu en 3673. Il a été réélu en 3676. Il a été réélu en 3679. Il a été réélu en 3682. Il a été réélu en 3685. Il a été réélu en 3688. Il a été réélu en 3691. Il a été réélu en 3694. Il a été réélu en 3697. Il a été réélu en 3700. Il a été réélu en 3703. Il a été réélu en 3706. Il a été réélu en 3709. Il a été réélu en 3712. Il a été réélu en 371







# EUROPE

## LA « NORMALISATION » EN POLOGNE ET SES RÉPERCUSSIONS

### LE SOUCI DES FORMES DU RÉGIME MILITAIRE

#### Les constitutionnalistes à la rescousse des généraux

De notre correspondant

Varsovie. — L'une au moins des caractéristiques du socialisme réel — le souci des formes — a survécu en Pologne à l'instauration du régime militaire. Sous d'autres couleurs, des généraux s'efforcent de préserver l'essentiel de ce qui a fait le succès de la Constitution. Ici, l'état-major de l'armée populaire d'un pays socialiste, allié de l'Union soviétique, ne saurait laisser penser qu'il a simplement fait un coup d'État pour briser un mouvement ouvrier que l'ancien régime (du prolétariat) ne pouvait plus contenir.

Dans la nuit du 12 au 13 décembre, on avait donc sorti un à un de leur lit les membres de la présidence collective de la république (le Conseil d'État), pour leur faire signer le décret instituant l'état de guerre. Un seul d'entre eux, M. Różycki, président du groupe catholique Pax, avait refusé. On avait officiellement tué la chose et tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles lorsque vint l'objection formelle : la Diète s'étant réunie en session à la date du 13 décembre, c'était à elle et à elle seule qu'il aurait dû revenir, d'après la Constitution, de proclamer ou non l'état de guerre.

Les constitutionnalistes furent appelés à la rescousse, et l'on vit bientôt qu'il fallait faire la différence entre l'état de belligérance (avec une puissance étrangère) et l'état de guerre (contre la subversion intérieure). Seule, assure-t-on, la proclamation de l'état de belligérance aurait exigé un vote des députés. La machine répressive continue donc à faire son œuvre en toute légalité, quand on applique que le Parlement s'est réuni lundi 25 janvier pour voter les textes législatifs réglant l'état de guerre.

Pourquoi donc, puisque chacun avait été convaincu que les parlementaires n'étaient pas la leur, mettaient-ils à jour l'ombre du coup d'État planifié à nouveau qu'il fallait au plus vite dissiper. Vendredi 22 janvier, le président de la Diète, solidement épaulé par le service de presse du ministère des affaires étrangères, invite les journalistes à l'entendre. Le président de la commission des lois, le professeur Zakrzewski, expose la teneur du mystère. Le Conseil d'État avait illégalement le droit de proclamer

l'état de guerre, mais ne pouvait pas, en revanche (et là, les phrases commencent à s'entortiller), promulguer des décrets suspendant ou modifiant la loi, alors que le Parlement était en session et avait donc le pouvoir d'adopter de nouveaux textes législatifs.

Problème ? Du tout, vous laissez l'on comprend, puis les députés vont voter et que l'erreur sera réparée. L'annul, si l'on se soucie des formes et que l'on est encore dans un état de droit, est que des lois, de cette importance surtout, ne sauraient être rétroactives. La conclusion s'impose d'elle-même : la Pologne vit, depuis cinq semaines, sous un régime d'illégalité totale. Les personnes qui ont pris et surtout fait appliquer les décrets de l'état de guerre devraient avoir à répondre du crime de forfaiture. Les jugements prononcés en vertu de ces décrets devraient être cassés. Les milliers de militants syndicaux internés, arrêtés ou condamnés devraient être libérés sur-le-champ et pouvoir demander à la justice compensation du préjudice qui leur a été ainsi illégalement causé.

Ne rêvons pas : l'état d'exception est là et bien là, et s'il se précipite des formes, il ne s'embarrasse guère de légalisme. A trop vouloir prouver, le pouvoir s'est enfoncé dans une inconfortable situation. « Quel est, demandent les journalistes, le statut juridique du conseil militaire de salut national ? » Réponse : le « Wron » est une « organisation socio-politique (...) qui n'a pas le caractère d'un organe d'État ». Autrement dit, l'existence du comité qui dirige la Pologne est un fait, mais n'a pas de fondement juridique. Et peut-on savoir en vertu de quel texte — même contestable — M. Walesa est-il placé en résidence surveillée, alors qu'il n'est officiellement ni interné, ni arrêté, ni a fortiori condamné ? Flottement général, balbutiements... Enfin la réponse vient : « Il y a divers degrés d'internement ».

La différence, entend-on encore, entre une dictature militaire et l'état de guerre polonais est que, en Pologne, tous les organes constitutionnels de l'administration et du pouvoir sont en fonction. La preuve : le Parlement se réunit lundi et mardi prochains.

BERNARD GUETTA.

### La presse soviétique multiplie ses attaques contre les États-Unis

De notre correspondant

Moscou. — Le projet de « show télévisé » sur la Pologne envisagé par le président Reagan est dénoncé avec vivacité par la presse soviétique (1). Les Izvestia estiment que « le département des communications internationales des États-Unis, de concert avec la C.I.A., n'appréhende ni forces ni moyens pour mener une guerre idéologique contre les conquêtes socialistes en Pologne ». Le correspondant du journal soviétique à Washington rappelle le rôle joué, selon lui, par les radios la Voix de l'Amérique, Radio-Liberté et Radio-Europe, libre au bénéfice de « ceux qui rêvent de faire renaitre pour les Polonais l'époque de la domination des seigneurs et des exploiteurs capitalistes », et référant au titre projeté que la Pologne reste la Pologne, affirme : « La Pologne est et restera la Pologne, mais non pas celle que la volonté des milieux réactionnaires qui se prétendent les amis des travailleurs... »

De son côté, l'agence Tass s'en prend à « l'hypothèse anti-polonaise et anti-soviétique des États-Unis » qu'elle accuse d'être « l'ingérence brutale dans les affaires intérieures de la Pologne ». Reprenant un commentaire de l'agence polonaise PAP, elle qualifie de « provocation » la préparation de cette émission.

#### Une brochure sur l'équilibre des forces

Cette nouvelle polémique fait suite à une série d'attaques particulièrement virulentes menées ces derniers jours par la presse soviétique contre les États-Unis. Financiers articles décrivent « la tradition de violence et de terreur » de l'Amérique. Un mensuel va jusqu'à écrire que le régime politique des États-Unis « ne le cède en rien par sa cruauté et sa perversité, par son mépris des vies humaines aux tyrannies du genre de celles de Staline et de Pol Pot ». L'Étoile rouge, journal de l'armée, dénonce « le terrorisme érigé en politique officielle » et Tass souligne que « la suite de la force est devenue le noyau de la

vie intérieure » des États-Unis. La propagande soviétique s'appuie également sur une brochure publiée à Moscou par le ministère de la défense à quelques jours de la prochaine rencontre entre MM. Haig et Gromyko, sous le titre « Qui menace la paix ? ». Accusant les États-Unis de chercher à « assurer la supériorité militaire sur l'U.R.S.S. sous prétexte d'un rééquilibre des forces », ce texte qui répond à celui du Pentagone sur « La puissance militaire soviétique (2) » s'efforce d'établir qu'une « parité approximative » existe entre les deux blocs et que son maintien concourt à préserver la paix.

Les experts soviétiques y font valoir que, dans tous les domaines, ceux des systèmes nucléaires et des armes nucléaires à moyenne portée en Europe, des forces classiques (nombre de divisions, de chars, d'artillerie) et des forces navales « il n'existe aucun retard des États-Unis et de l'O.T.A.N. ». En revanche, selon eux, l'installation de nouvelles fusées américaines en Europe rompt non seulement la parité des armes intermédiaires, mais surtout l'équilibre des forces stratégiques. Car, selon Moscou, les fusées américaines « destinées à des attaques préventives contre les forces intercontinentales soviétiques et d'autres objectifs vitaux » sont à combiner dans le potentiel stratégique américain. La brochure, qui cite toute une série d'interviews militaires américaines dans des pays étrangers, affirme enfin que « la grossière ingérence des États-Unis dans les affaires d'États souverains ne pourrait certainement aujourd'hui encore » et conclut que « partout où, sur la planète, on se trouve des points chauds, on ne manque pas d'y découvrir les forces agressives des États-Unis ».

THOMAS FERENCZI.

(1) Le président Reagan fait préparer une émission télévisée mêlant reportages, témoignages et variétés et commentant la Pologne (troisième édition du 22 janvier).

(2) Le Monde daté 4-5 octobre 1981.

## LA DETTE POLONAISE

### Varsovie paiera d'ici la mi-février les intérêts dus pour 1981

annonce le « Financial Times »

La Pologne a averti ses banquiers occidentaux qu'elle versera d'ici la mi-février les intérêts qu'elle devait pour 1981, rapporte le samedi le « Financial Times ». Cette promesse, selon laquelle 250 millions de dollars environ, « a été interprétée avec optimisme par les banquiers occidentaux, qui y voient une indication du sérieux de l'intention des Polonais », ajoute le quotidien britannique.

Cependant, M. Szlachetka, ministre polonais de la dette et des constructions mécaniques, a démenti, selon une information diffusée vendredi par l'agence soviétique Novosti, le « siège du crédit » des deux pays. Selon lui, les anciens dirigeants de Varsovie : « Le danger de relations aussi étreintes se voit aujourd'hui, pour la première fois, clairement », précise le ministre.

Pour sa part, le Japon a annoncé par la voix de son ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Nakasone, qu'il avait décidé de « suspendre ou de bloquer » tout nouvel accord de crédit avec la Pologne, en raison des pressions soviétiques sur Varsovie. Les contacts en cours ne seraient pas réalisés.

Plusieurs hauts fonctionnaires et officiers polonais ont trouvé asile dans des ambassades américaines, en dehors des deux ambassades de Pologne à Washington et à Tokyo, affirme vendredi 22 janvier, la chaîne de télévision américaine A.B.C.

Après le départ des transfuges, A.B.C. cite un général spécialiste de la Pologne. M. Bernard Ravenel, membre du bureau politique du P.S.U., démissionnaire du bureau national du Mouvement de la paix à la suite d'un désaccord sur la Pologne (le Monde du 23 janvier), nous prie de préciser qu'il avait voté contre la résolution adoptée par le bureau le 9 janvier.

Plusieurs députés U.D.F., dont MM. Bernard Sial, Georges Ménil et Jean-Marie Daillet, ont apporté leur soutien, le vendredi 22 janvier, à la grève de la faim entreprise à Paris par trois réfugiés roumains pour que leurs proches soient autorisés à rejoindre en France. Il s'agit de M. Sergueï Pop, et de Mmes Emilia Bossi et Emilia Bulet qui font la grève de la faim depuis le 20 janvier devant l'ambassade de Roumanie à Paris. — (A.F.P.)

## Finlande

### Moscou se félicite de la victoire des « forces de la gauche »

De notre correspondant

Helsinki. — Considérant comme un fait acquis l'élection de M. Mauno Koivisto à la présidence de la République, les principaux commentateurs soviétiques analysent en termes positifs le résultat du scrutin du 17 et 18 janvier, qui a assuré, d'ores et déjà, au candidat social-démocrate le soutien de la majorité requise du collège des trois cent un grands électeurs, qui se réuniront, le mardi 22 janvier, pour élire le successeur de M. Kekkonen.

Pour Radio-Moscou, ce scrutin a marqué « un net glissement vers la gauche » et la victoire de M. Koivisto témoigne de « l'échec des tentatives faites par les partis bourgeois pour barrer la route au candidat social-démocrate ». Rappelant que « pour la première fois ce n'est pas un candidat bourgeois mais celui des forces de la gauche qui a gagné l'élection présidentielle », le radio souligne « l'importance du fait que certains partis aient échoué dans leur tentative de modifier le cours de la politique étrangère de la Finlande ».

L'attitude de l'U.R.S.S. s'explique aisément : le grand voisin de la Finlande ne peut ignorer que M. Koivisto a été directement réélu par près de la moitié du peuple finlandais, dont bon nombre d'électeurs communistes ; ni que le parti du centre a perdu, et pour longtemps, sans doute, le droit d'être qualifié de « parti de la gauche ».

Que l'U.R.S.S. interprète la victoire de M. Koivisto comme celle des forces de la gauche comme les partis bourgeois, dominant ainsi à l'élection un caractère idéologique qu'elle n'a pas eu, n'est pas tout à fait fortuit. Le parti social-démocrate, sans faire pour autant d'états de siège, a su nouer des liens étroits avec le P.C. soviétique. Cette orientation est due à M. Sorsa, président du parti, qui l'un des déjà plusieurs membres du gouvernement de M. Vayrynen (centriste) à la tête de la diplomatie finlandaise. En tant que président du groupe de l'opposition socialiste chargé des questions de désarmement, M. Sorsa est attendu à Moscou au début du mois de février. C'est pour préparer ce voyage que deux membres du P.C. soviétique sont attendus à Helsinki.

M. Vitali Chapodimov, chef adjoint du département international du comité central, et M. Stefan Smirnov, un de ses subordonnés, profiteront sans doute de ce séjour pour tenter de relancer l'unité du P.C. finlandais dont la fraction minoritaire pro-soviétique, dirigée par M. Sini-salo, continue à s'opposer brutalement au président du parti, M. Saarinen. Il s'agit d'éviter que lors de la session plénière du comité central du P.C. finlandais celui-ci n'éclate en deux formations rivales.

PAUL PARANT.

## Union soviétique

### UNE CAMPAGNE INTERNATIONALE DE TÉLÉGRAMMES À M. BREJNEV EST LANCÉE EN FAVEUR DE Mme LAVROVA.

Un certain nombre de personnalités du monde du théâtre et du cinéma, dont MM. Yves Montand, Claude Lelouch, Philippe Noiret, Mmes Suzanne Ron, Delphine Seyrig, Isabelle Adjani, se sont associées à la requête présentée par la Commission des droits de l'homme de Genève en faveur de Mme Inna Lavrova.

Mme Lavrova poursuit depuis trente-quatre jours une grève de la faim à Moscou, pour obtenir le droit d'épouser un ingénieur français, M. Guy Tarrant (le Monde du 5 et du 23 janvier). De nombreuses personnalités politiques européennes, parmi lesquelles M. Claude Chapeyron, s'étaient déjà associées à cette requête.

Les organisateurs des actions de soutien en faveur de Mme Lavrova ont d'autre part lancé un appel pour que chacun adresse à M. Brejnev un télégramme rédigé comme suit : « Prière de donner visa à Inna Lavrova. » Ils indiquent que Mme Lavrova, très malade, a été hospitalisée le 20 janvier. « Cependant, soulignent-ils, elle est résolue à aller jusqu'au bout, à savoir : le visa très vite ou la mort. Une campagne internationale de télégrammes pourrait avoir un effet sur la décision de M. Brejnev. »

## Portugal

### Deux diplomates soviétiques sont expulsés

Le gouvernement de Lisbonne a déclaré le vendredi 22 janvier que deux diplomates soviétiques, M. Youri Babalantz, conseiller pour les affaires de presse, et M. Mikhail Morozov, attaché, ont été expulsés de Portugal. Cette décision a été prise par le ministre des affaires étrangères, M. Arnold Kallinin, qui a été convoqué au ministère des affaires étrangères.

Les deux diplomates sont accusés d'être impliqués dans la violation de l'OTAN.

leur statut diplomatique ». Ils ont reçu un délai de cinq jours pour quitter le pays. Le 12 janvier, le ministre portugais des affaires étrangères, M. André Gonçalves Pereira, avait déclaré, après avoir assisté à Bruxelles à la réunion de l'OTAN sur la Pologne, que son gouvernement était favorable à des sanctions contre l'U.R.S.S.

Déjà, il y a quelques jours, les autorités de Lisbonne avaient refusé le visa à M. Ivan Kaikonen, membre du secrétariat du comité central du P.C.U.S. En 1980, quatre diplomates soviétiques avaient déjà été expulsés de Portugal. Les dernières mesures peuvent affecter les relations entre les deux pays. Actuellement, plus de 8 % du pétrole importé par le Portugal proviennent de l'Union soviétique, qui est le premier fournisseur de concentrés de tomates produits au Portugal. L'U.R.S.S. achète en outre des chaussures, des textiles, du liège et du vin.

## Le Monde

Service des Abonnements  
2, rue des Halles  
75471 Paris 13  
C.C.P. Paris 6287-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
203 F. 430 F. 517 F. 738 F.

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE POSTALE

463 F. 562 F. 1241 F. 1524 F.

ÉTRANGER  
(par mandats)

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
313 F. 528 F. 731 F. 948 F.

II. — SUISSE, TUNISIE  
386 F. 607 F. 842 F. 1238 F.

Par voie aérienne  
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) ont droit à une réduction de 10 % sur le montant de leur abonnement.

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de relayer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## EUROPE

## Turquie

### Le Parlement européen suspend ses relations avec Ankara

Les responsables européens

Les relations se tendent au Parlement européen entre les nationalistes modérés et les radicaux de l'ETA

47/1/10/15/20



## EUROPE

## Turquie

## Le Parlement européen suspend ses relations avec Ankara

Le Parlement européen a suspendu, le 22 janvier, ses relations avec Ankara et condamné le régime militaire turc, en votant par 56 voix contre 33 et 9 abstentions une résolution présentée par le groupe communiste. La plupart des quatre cent huit parlementaires étaient absents. Ce texte comporte la décision de « ne pas renouveler le mandat de ses membres à la commission parlementaire mixte de l'association C.E.E.-Turquie, jusqu'à l'organisation d'élections au suffrage universel ».

Ce scrutin est intervenu cinq jours avant que, de son côté, le Conseil de l'Europe se prononce sur le maintien ou l'expulsion de la Turquie de cette organisation.

## Les « regrettables erreurs » se multiplient

Ankara (A.F.P.). — Soixante-douze personnes sont mortes en prison depuis le coup d'Etat, le 12 septembre 1980, des militaires en Turquie, selon des « sources bien informées ». Mais officiellement, selon les statistiques de l'état de siège, seules dix-huit personnes ont été décodées en prison « pour raisons diverses ». Les autorités, pressées de s'expliquer, notamment par les membres de la dernière délégation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui a séjourné à Ankara en janvier, ont avoué quelques « regrettables erreurs » mais non, comme l'affirmait Amnesty International dans son rapport 1981, que « la torture est si larvée et si systématiquement utilisée qu'il est devenu clair qu'elle est officielle ».

Les autorités turques ont admis que « trois cent soixante-dix dossiers ont été ouverts à la suite de plaintes pour tortures ». Cent dix ont été rejetés par les tribunaux militaires. Quarante-trois cas ont donné lieu à des actions en justice, qui suivent leur cours. Vingt-huit officiers de police sont actuellement jugés. Soixante-neuf autres ont été relâchés.

En plus de seize mois, un seul policier, l'officier Mustafa Haskir, a été reconnu coupable de torture ayant entraîné la mort (du militant d'extrême gauche Zeynel Abidin). Condamné à onze ans de prison, il n'a pu être incarcéré : la justice avait décidé sa libération provisoire quelques jours avant la sentence. Il a disparu.

Les journaux ne peuvent publier d'informations sur ces faits sans que des réactions immédiates n'interviennent sous divers prétextes. Le décret 52, qui ne concerne pas précisément la publication de ce genre d'informa-

tions, mais interdit toute polémique politique quelle qu'elle soit, oblige la presse à pratiquer systématiquement l'autocensure. Bien que rares soient les journalistes actuellement arrêtés pour avoir violé cet article, aucun d'eux ne peut oublier que cinquante-huit de ses collègues ont été condamnés ou font l'objet d'une enquête pour avoir publié, avant le coup d'Etat de septembre 1980, des articles considérés comme « propagande communiste ». Il en va de même pour divers autres intellectuels turcs, écrivains, poètes et comédiens, qui font l'objet d'enquêtes.

Face à la poursuite indéniable de la pratique de la torture et à la condamnation d'un seul coupable aujourd'hui en fuite, des mouvements de protestation ont éclaté dans les prisons : grèves de la faim dans les centres de Manisa à Ankara, Mersin à Istanbul, à Diyarbakir et Elazir, dans l'Est.

Cinquante prisonniers ont été envoyés à l'hôpital le 5 octobre dernier suite à un de ces mouvements à Istanbul, et la police a arrêté cinq des parents de ces prisonniers, cependant que quinze autres étaient blessés — comme le confirment les certificats médicaux — lors d'une démarche officielle faite auprès du commandant de l'état de siège de la ville, qui a ordonné la dissolution de cette manifestation. Un présumé de la faim est mort à la prison de Diyarbakir.

Les autorités turques, face aux pressions de leurs partenaires européens, ne peuvent que raporter les déclarations réitérées du premier ministre, M. Turgut Özal, qui admet que l'usage « barbare » mais affirme : « La pratique de la torture n'est pas tolérée par notre administration. »

## Espagne

## Les relations se tendent au Pays basque entre les nationalistes modérés et les radicaux de l'ETA

L'organisation séparatiste basque ETA militaire aurait réclamé une rançon de 10 millions de dollars contre la libération de l'industriel José Lipperheide, qu'elle séquestre depuis dix-huit jours. C'est ce qu'a annoncé le quotidien madrilène « Pueblo », qui estime que cette rançon pourrait être réduite de moitié.

A Bilbao, le président du gouvernement autonome basque, M. Carlos Garaikoetxea, a lancé un nouvel appel à la radio pour inciter ses compatriotes à « ne pas se laisser intimider par le chantage de l'ETA militaire », allusion au racket que pratique cette organisation en réclamant un « impôt révolutionnaire » aux industriels de la région. Plusieurs déclarations dans ce sens ont été faites par des dirigeants du P.N.V. (Parti nationaliste basque), creusant un peu plus le fossé entre les nationalistes modérés et les radicaux de l'ETA, dont la branche politico-militaire se demande si, après un an de trêve, elle ne va pas reprendre la lutte armée.

De notre correspondant

Madrid. — Les relations se tendent au Pays basque entre les nationalistes modérés du P.N.V. (parti nationaliste basque) et les radicaux de l'ETA militaire. L'enlèvement, le 5 janvier, d'un important industriel, M. José Lipperheide, qui possède en Biscaye une douzaine d'entreprises, a été condamné dans des termes particulièrement durs par le P.N.V., l'organisme majoritaire dans la région, et par le gouvernement basque autonome dominé par les nationalistes modérés.

On s'attend que l'ETA militaire demande une forte rançon en échange de la libération de l'industriel. Agé de soixante-seize ans et dont l'état de santé est précaire, le gouvernement basque a dénoncé « l'affaiblissement moral et économique qu'infligeait à la société basque ceux qui semblent chercher sa ruine par le recours à la violence et au chantage ».

Cette prise de position survient après les déclarations du président du P.N.V., M. Arzalluis, et du président du gouvernement autonome, M. Garaikoetxea, incitant les hommes d'affaires de la région à résister aux demandes de versement d'« impôts révolutionnaires » formulées par l'ETA militaire. Cette attitude du P.N.V., qui dispose d'une grande influence au sein de la bourgeoisie basque, pourrait mettre en difficulté l'ETA qui tire de cet « impôt » une grande partie de ses ressources.

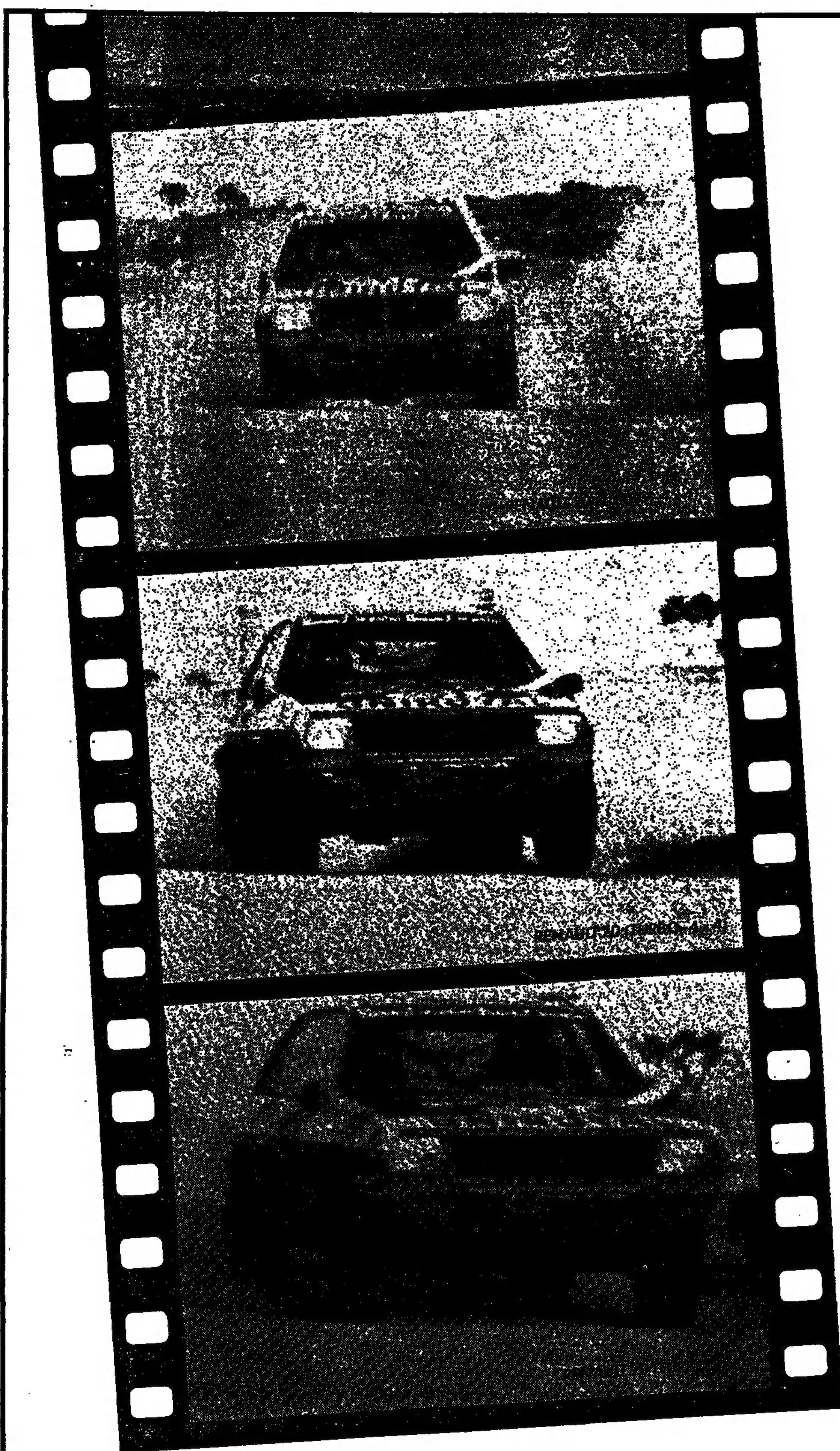
On observe avec espoir dans les milieux officiels de Madrid l'attitude comportement du P.N.V. Chacun est conscient que ce parti est le seul qui dispose de la force suffisante pour pouvoir isoler les nationalistes les plus radicaux.

Les motivations qui animent M. Arzalluis et ses compagnons sont à la fois économiques et politiques. Le climat de violence latente qui règne au Pays basque est certainement l'un des facteurs qui ont le plus contribué à la crise économique que connaît cette région. Ainsi la Biscaye, qui occupait jusqu'en 1976 le premier rang des provinces espagnoles pour le revenu par habitant, ne se trouvait plus en 1981, qu'au dix-huitième rang. Le Guipúzcoa, est revenu, dans le même laps de temps, de la deuxième à la vingtième position.

Au plan politique, le P.N.V. n'a pas perdu espoir de parvenir à une entente avec le gouvernement central sur la politique à suivre au Pays basque en matière d'autonomie. Un accord a été conclu en décembre sur le mode de financement de la police basque, une des principales revendications des nationalistes. D'autre part, de discrets contacts ont eu lieu entre les gouvernements de Madrid et de Victoria pour discuter les répercussions au Pays basque de l'accord conclu en juillet 1981 entre le gouvernement de Madrid et les socialistes sur le processus d'autonomie.

THIERRY MALINIAK.

● Le dernier membre en exil du gouvernement basque de la République, M. Juan Asigarraia, vient de rentrer à Madrid après avoir passé quarante et un ans à Panama et à Cuba. Agé de quatre-vingt ans, M. Asigarraia, qui fut ministre des transports du gouvernement basque, prônait déjà, à l'époque de la guerre civile, la fusion du parti communiste basque avec les nationalistes de Euzkadi Bakarra.



# PARIS-DAKAR: VICTOIRE RENAULT 20 LE GRAND SOUFFLE.

La Renault 20 pilotée par les frères Marreau remporte le Rallye Paris-Dakar.

Magnifiquement préparée par deux mécaniciens hors pair, la Renault 20 équipée d'un turbo et de quatre roues motrices s'est jouée des vents du désert et des pistes défoncées, tout au long des 10.000 km d'une épreuve infernale.

C'est une nouvelle victoire de Renault et de Elf, une nouvelle preuve de la fiabilité du turbo.

Bernard et Claude Marreau possèdent une grande expérience des pistes africaines.

Renault a mis sa technique au service de leur talent. Bravo les frères Marreau ! Bravo la Renault 20 !

CLASSEMENT :	
1. RENAULT 20 Turbo	Claude & Bernard Marreau
2. LADA	Briavoine / Delaire
3. MERCEDES 280 GE	Jausaud / Brière
4. RANGE-ROVER	Larigue / Destaillets
5. MERCEDES 280 GE	Idex / Brasseur

Avec le concours de Uniroyal et Europcar.



## RENAULT elf

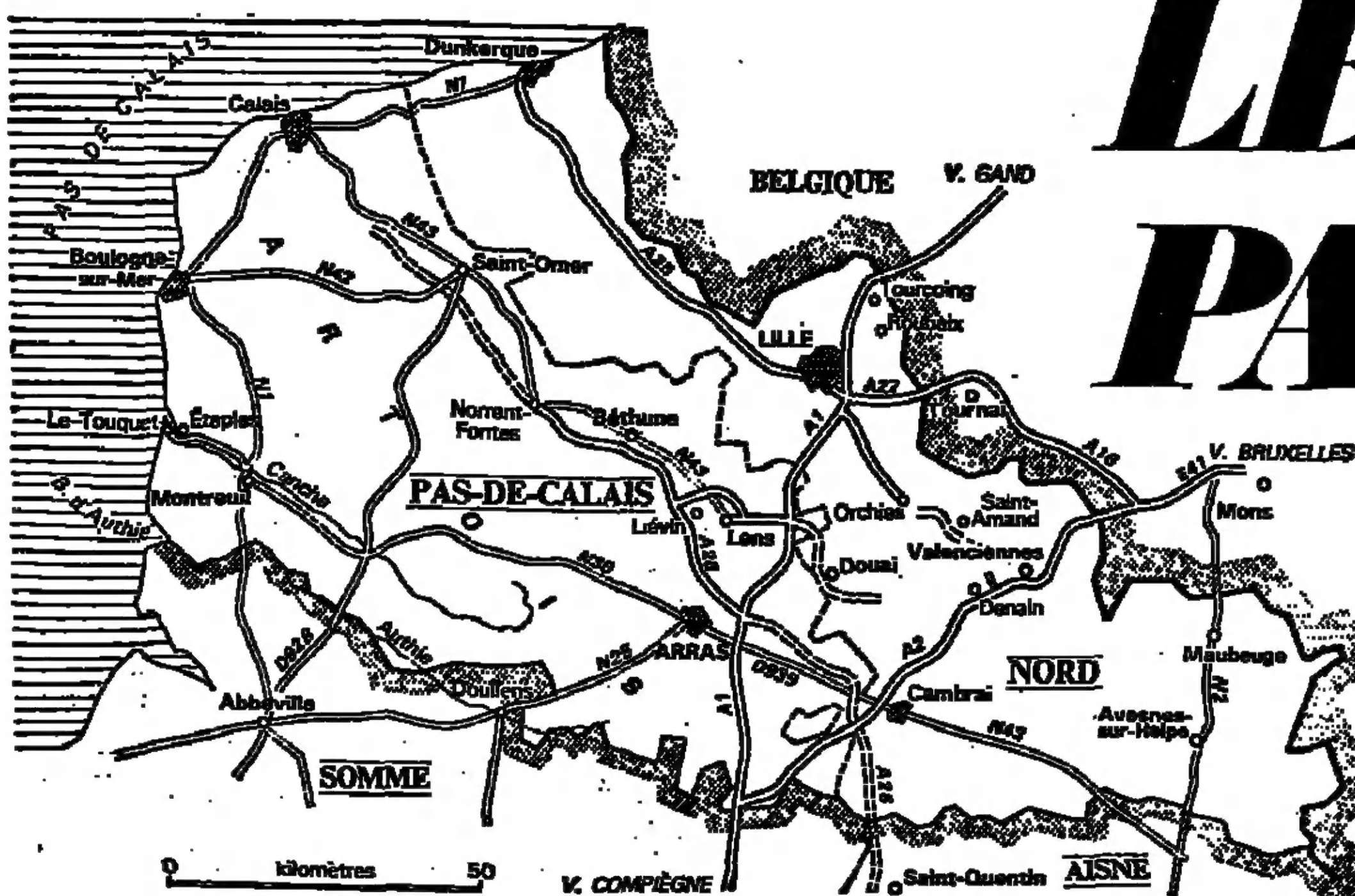
Je t'aime 150







# LE NORD-PAS-DE-CALAIS



Le voyage de M. Pierre Mauroy

## Premier à Paris, chez lui à Lille

L'homme de tradition, attaché viscéralement à sa terre : « C'est sans doute parce que son grand-père était bûcheron qu'il aime beaucoup la forêt », dit son épouse. Et, de fait, la solitude toute relative qu'il cherche parfois il la trouve dans cette grande et belle forêt de Mormal (à quelques kilomètres de la petite ville du Cateau, dans le Cambrésis, où il réside encore il y a dix ans) qu'il parcourt avec des parents ou des amis. Une démarche est constante chez lui : ne point rompre les amarres qui le relient au passé. Traditionnelles aussi, ces assemblées de famille chez les Mauroy. Aîné de sept enfants, M. Pierre Mauroy considère qu'il lui appartient de les réunir tous chaque année autour de sa mère qui a maintenant soixante-quinze ans. Et cela se fait toujours à la Toussaint car, ce jour-là, on va ensemble vénérer les morts et il importe que les enfants, petits-enfants, neveux et nièces n'oublient pas cela. De même, pour les fêtes de fin d'année, on se réunit à tour de rôle chez un frère ou une sœur. C'est ainsi qu'il a passé l'été dernier à Valenciennes, près de Valenciennes.

Pourquoi tout d'abord cet éclatage familial sur le portrait du premier ministre ? Parce que pour lui tout vient de là. Boutons.

En sept mois de présence à Matignon, M. Pierre Mauroy a présidé sept cent soixante-sept réunions. On doit cette précision aux statistiques établies par le secrétaire général du gouvernement, M. Marcel Lenoir, qui ajoute que le premier ministre

a, dans le même temps, effectué vingt-sept voyages et prononcé soixante-seize discours. Comment dans ces conditions assurer encore la responsabilité de maire d'une capitale régionale ? Car il faut encore gonfler les chiffres cités de maintes réunions et manifestations municipales. Et cela fait bien sept jours de travail sur sept pour le promoteur de la semaine de trente-cinq heures !

Et pourtant : « C'est ma façon à moi de me défendre de cette action musclée », dit M. Mauroy. « J'aime me retrouver ici à Lille avec tous mes familiers. » Aux vacances de Noël, les membres du gouvernement se sont également réunis quelques jours loin de Lille, non, il est venu se requinquer dans le Nord, dans sa ville, dans sa famille. Il ne se

retire pas en quelque endroit paisible et rustique, à l'abri des visiteurs et des indiscrets. Il a besoin d'être parmi les siens... et, au-delà des proches, il est région. « Tandis que ma mère suit les offices avec moi, mon père pratiquait un autre culte. Intérieur, il vivait pour l'école et la République. Il m'entraîne encore de cheminer à côté de mon enfance. Elle est mon repère, ma mémoire politique... » Il ajoute : « Quand j'ai adhéré aux Jeunes socialistes, j'ai pris en compte naturellement, sans le vouloir et sans le savoir, toutes les traditions ancrées dans notre sol. » L'homme au pouvoir n'a rien oublié de cela. Il n'a rien remis, ni la foi de sa mère, ni celle de son père, ni l'histoire tumultueuse et parfois navrante de son parti, qu'il sait porter d'épave pour le monde ouvrier.

### Le parti et les copains d'abord

Quand, prévoyant sa succession, M. Augustin Laurent le fit venir à Lille, M. Pierre Mauroy et sa famille s'installèrent dans un immeuble près du beffroi, dans un 73. Il vint de quitter cet appartement pour une maison plus vaste, dans une rue du Vieux Lille — curieuse maison en deux parties, l'une du dix-huitième siècle en front de rue et une autre de 1920 qui s'ouvre sur un jardin. Pour l'acquiescer, il a vendu la maison familiale du Cateau où tout de son enfance les attachait. Lui et son épouse, le maire du militant « dont les camarades avaient la clé car le

res-de-chaussée était réservé à la permanence et aux réunions du parti ». Mais, à Lille, on retrouve au premier étage les meubles du Cateau, le fauteuil qui fut celui de Guy Mollet à la cité Malabert, des chaises du bureau de Léon Blum, une affiche vieillotte du groupe parlementaire socialiste de 1906 où, parmi les soixante parlementaires, on voit les médaillons de Jean Jaurès et de Jules Guesde. Aîné, dans son bureau personnel où tout semble bien loin des tentures de la mairie de Lille ou de Matignon, le premier ministre se replonge dans cette ambiance

univers du militant. « Sa famille, dit Mme Mauroy, c'est le parti, c'est les copains. » Quand ils se sont connus, il préparait une licence d'histoire, elle était à l'école normale d'institutrices. Mais il fallait une situation pour se marier et les parents étaient fermes là-dessus à cette époque. C'est ce qui explique que, abandonnant l'histoire, M. Pierre Mauroy se soit orienté vers l'école normale nationale qu'il préparait au professorat de l'enseignement technique. Il a débüté professeur à Colombes. Il n'a d'ailleurs jamais été un permanent du parti avant son élection au Parlement en 1978.

Son épouse, qui ne discute pas les options de son mari, assure près de lui une présence discrète et efficace. Enseignante, elle n'a quitté sa profession que pour s'installer, et non sans quelques appréhensions, en juin dernier à Matignon. Doucement, sans éclats, elle a modifié quelques habitudes. C'est ainsi que les associations viennent régulièrement pour visiter les lieux. Elle a reçu, c'était une première, toutes les épouses des ministres ; elle reçoit aussi de nombreuses délégations du Nord dans le plus grande simplicité. Car, à Matignon, on n'a pas d'hôtes illustres défilent, on fait venir aussi les amis, individuellement ou en délégation. Les membres des conseils de quartier de Lille, témoins et acteurs de la décentralisation sont accueillis tour à tour, étonnés et ravis de découvrir la grande demeure.

De sa haute stature, d'un timbre sonore et chaleureux, M. Pierre Mauroy domine vite

la défense avec deux catégories socio-professionnelles qui comptent particulièrement aujourd'hui : les agriculteurs et les patrons.

Accompagné de onze ministres, M. Mauroy devait prononcer dimanche et lundi deux importants discours. Samedi soir, il assista au match de football Lille-Nantes.

La série de voyages en province du premier ministre se terminera le 1<sup>er</sup> février par un déplacement en Haute-Normandie.

un auditoire. Le style du tribun lui plaît, même s'il lui arrive d'achever la semaine avec une voix cassée. Il s'agit, incontestablement. Certains pensent qu'il pourrait jouer le rôle du bon social, démocrate très accommodant, parce qu'il cultive l'affabilité. Ils se trompent. Si M. François Mitterrand se fit élire sur un slogan, « La force tranquille », Pierre Mauroy, lui, vit une conviction tranquille. C'était en 1979, dans un salon de la préfecture, au cours d'une conversation de cocktail. Une personnalité lui dit : « Vous parlez de supprimer les préfets, mais si vous étiez au pouvoir, vous ne le feriez pas... » La réponse vint tout de suite : « Mais parfaitement... » et avec beaucoup d'explications. De même, il n'a guère apprécié les traces que lui ont laissées quel-

### Éclats de voix à la mairie

Dans ses relations avec le parti communiste, il garde aussi une attitude constante. Il sait, lui, à l'inverse de beaucoup de théoriciens du P.S., ce qu'est la lutte sur le terrain avec, sans ou contre le P.C. L'union de la gauche est nécessaire, c'est sa conviction. Et il ne dérogera pas à cette conviction. Ce qui ne l'empêchait pas en 1971, époque où le P.C. dominait, de souhaiter que l'alternance joue aussi à gauche. Ce vœu est aujourd'hui exaucé. A la mairie de Lille, il a connu de rudes moments avec ses adjoints

et conseillers P.C. qui l'ont attaqué très vivement pendant des mois. C'était à la limite du supportable et pourtant il n'a pas bronché. A-t-il retiré leur défection au conseil d'administration de la municipalité ? Il a parlé haut et ferme : « Cela suffit ! » Les communistes ont compris ce jour-là qu'il était temps de ne plus aller trop loin.

GEORGES SUEUR.

(Lire la suite page 9.)

## LE PARI DE L'OPPOSITION

### Comment tirer les bienfaits de la défaite ?

Le 1<sup>er</sup> février 1981, disparaitait à Lille celui qui, à juste titre, pouvait se dire « le leader de la majorité dans le Nord » : Norbert Ségard. Le 10 mai, M. Valéry Giscard d'Estaing arrivait dans ce département, derrière M. François Mitterrand qui totalisait 73,3 % des suffrages exprimés. Les 14 et 21 juin, le R.P.R. perdait, au profit du P.S., deux sièges à l'Assemblée nationale : Mme Jacqueline Cosselin l'emportait sur M. Claude Dhinin, maire de La Madeleine, dans la troisième circonscription, et M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, sur M. Jacques Legendre, maire de Cambrai, dans la sixième circonscription.

Ainsi, en quelques mois, dans le Nord, gaullistes et giscardiens se voyaient privés d'un leader, de deux députés et, en quelque sorte, d'un président de la République.

De régionale, leur qualité d'opposants était devenue nationale. Il leur fallait toutefois continuer à affirmer leur présence dans les débats, tant au conseil général qu'au conseil

régional et s'efforcer d'accueillir ceux qui depuis le 10 mai entendaient réagir. Il leur fallait aussi préparer les prochaines échéances, les cantonales bien sûr, mais surtout les municipales et les régionales.

Parce qu'il ne s'était jamais senti à l'aise dans une formation politique et ne s'était jamais laissé ligoter par un parti, Norbert Ségard, député en 1974, secrétaire d'Etat au commerce extérieur quelques mois plus tard, puis aux P.T.T. en 1976, a pris dans la région une

place considérable. S'il reste la référence, on ne voit pas très bien qui pourrait prendre sa succession. M. Maurice Schumann, à soixante-dix ans, se pose davantage en caution morale qu'en leader. M. Jacques Legendre, qui fut secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, peut remonter des difficultés pour s'imposer, après avoir été battu aux dernières législatives. Il a cependant succédé à Norbert Ségard à la présidence de l'intergroupe du conseil général.

### Les héritiers de Norbert Ségard

Quant à l'entourage de Norbert Ségard, ceux qui ont fait partie des Aînés de Norbert ou de l'Association pour Lille, ceux qui avaient pris l'habitude de travailler avec et pour lui, ceux-là ne se sentent pas encore prêts. On les retrouve cependant à des postes-clés. C'est notamment M. Bruno Charvèret, édité départementale du R.P.R., M. Marc-Philippe Dabresse, son homologue à l'U.D.F., ou Mme Colette Codaccioni, présidente de la Convention républicaine pour une alternative régionale. Convention qui, le 13 janvier à Maro-en-Barœul, tenait sa première réunion, avec, comme invité d'honneur et principal intervenant, M. Alain Juppé, secrétaire général du Club 89. La filiation était marquée ! Mme Denise Ségard s'est, elle, contentée de succéder à son mari dans le canton de Lille-centre sans s'engager dans une formation politique.

Dans le Nord, on pense toutefois que la question du leader n'est pas prioritaire et qu'elle ne doit en aucun cas bloquer toute initiative. Si elle était abordée plus ouvertement, elle conduirait les partis à s'affronter. C'est un luxe qu'ils ne peuvent s'offrir. Que la présidence du groupe U.D.F. soit assurée par M. Georges Delfosse, député C.D.S. et maire de Lambresart, qui fut le suppléant de Norbert Ségard, n'a déjà pas été bien accueilli par le P.R. qui aurait préféré imposer l'un des siens. C'est un exemple de cette difficulté à faire l'unité sur un nom.

Le R.P.R. qui revendique sept mille adhérents, s'efforce de former une nouvelle génération d'hommes politiques capables, à la faveur des municipales, de prendre le relais. Mais, s'il recroise beaucoup dans les milieux populaires, il souffre d'un manque d'encadrement. « Profondément marqué par le gaullisme, il ne

peut pas, précise M. Jacques Legendre, faire du fétisme. » Cette volonté d'ouverture, le maire de Cambrai l'a concrétisée en créant une association interdépartementale de documentation des élus (AIDDE) et un groupe de réflexion Alternative Nord, ouvert à tous et qui entend préparer le dossier de la région.

De son côté, l'U.D.F. estime rassembler quelque cinq mille adhérents. Trois mille se répartissent également au P.R. et au C.D.S. tandis que les deux mille restants pour moitié seraient au parti radical, au M.D.S. ou dans les clubs Perspectives et Réalités, pour moitié seraient des adhérents directs.

Au P.R. comme au C.D.S., on aime à dire que les rapports sont « cordiaux », tout en s'efforçant de démontrer que le parti dominant au sein de l'U.D.F. est bien le P.R. ou le C.D.S. suivant l'interlocuteur.

A l'U.D.F., on reconnaît qu'après le 10 mai certains militants, plus à l'aise au sein d'une force de soutien, se sont égarés. Mais, précise-t-on rapidement, c'est pour laisser la place à de nouveaux militants, des « trente-quarante ans », bien décidés à s'opposer à l'actuelle politique gouvernementale.

Si les deux formations de l'opposition, U.D.F. et R.P.R., manifestent leur volonté d'unité, et se retrouvent régulièrement au sein de l'inter-groupe du conseil régional, chacune travaille de son côté.

CHRISTINE FAUVET-MYCLA.

(Lire la suite page 11.)

### DANS CE NUMÉRO

- Avec les militants des radicaux (page 11).
- Le patron du Conservatoire parle des rivages du Nord (page 13).
- Les bourgeois jouent la carte régionale (page 13).
- Les citoyens héritiers de Roubaix (page 14).

A Roubaix, Tourcoing  
Wattrelos, Hem, Croix, Leers

## « L'USINE A DROIT DE CITÉ »

vous y trouverez

### DES LOCAUX SUIVANT VOS BESOINS

Industriels ou tertiaires, à vendre ou à louer, neuf ou anciens, de plain-pied ou à étages, en ville ou en zone d'activité.

### DES PRIX COMPÉTITIFS

DES MONTAGES JURIDIQUES ET FINANCIERS ORIGINAUX.

LE CONSEIL D'ARCHITECTES, DE FINANCIERS, DE JURISTES.

NOTRE ÉQUIPE VOUS ATTEND

AU (16-20) 73-58-20

ASSOCIATION POUR LA PROMOTION

DU VERSANT NORD-EST

DE LA MÉTROPOLE NORD

HOTEL DE VILLE — ROUBAIX



# RÉGIONALISATION

## DÉJÀ NOTRE RÉGION EXISTE

### AMÉNAGEMENT RURAL

97 millions de F consacrés à conforter une des activités de base de notre région, l'agriculture.

### TÉLÉCOMMUNICATIONS ET TRANSPORT

401 millions de F principale réalisation : Le TCR, 6 millions d'heures économisées par les usagers, 10 axes ferroviaires réorganisés, 800 000 heures de travail pour le valenciennois, Rocade minière - autoroute Lille/Valenciennes - valorisation des voies navigables.

### FORMATION

40 millions de F un résultat : 15 000 adultes formés de 1974 à 1979, Université pour tous.

### HABITAT-LOGEMENT

117 millions de F pour le logement social : 270 000 logements neufs, 40 000 réhabilitations, 14 000 emplois directs assurés, 1 000 travailleurs spécialement formés, 1980 : démarrage du programme habitat-logement.

### ACTION SOCIALE ET SANITAIRE

165 millions de F ont été nécessaires pour donner sa place à notre région : suppression de salles communes - 24 nouveaux établissements médicalisés (2 500 lits), Réseau renforcé pour les maternités, création de maternités à risques, 2 scanners au CHR - efforts spécifiques pour les handicapés et le 3<sup>e</sup> âge.

### RECHERCHE

49 millions de F pour faire de la région le 3<sup>e</sup> pôle français de recherche. Création du comité régional consultatif de la Recherche.

### AIDE À LA CRÉATION D'ENTREPRISES-EMPLOIS

66 millions de F un effort limité dans un domaine où les moyens de la Région étaient de par la loi antérieure, trop restreints. Une priorité pour l'avenir.

### CULTURE

125 millions de F Pour ouvrir notre Région au monde de la musique, du théâtre, des arts plastiques. Pour animer nos villes et préserver leur patrimoine. Festivals - musées - centres dramatiques - orchestre philharmonique - opéra.

### LOISIRS ET ENVIRONNEMENT

81 millions de F pour aménager le bassin minier, créer des bases de loisirs, aider le tourisme social, bref pour faire droit au besoin de nature et d'espace de 4 millions d'habitants.

### ACTION FONCIÈRE

108 millions de F pour constituer des réserves foncières, forestières et d'espaces verts, pour aider les collectivités locales à mieux maîtriser leur développement dans une région qui compte 300 habitants/km<sup>2</sup>.

### INFORMATION

34 millions de F afin que chacun soit informé sur le devenir de la région. Pour mieux la faire connaître de tous et partout.

Depuis 1974, la Région a permis au Nord - Pas-de-Calais de mieux se défendre et de mieux assumer son destin. Santé, équipements sociaux, logements, transports, formation, aides au développement industriel et à l'emploi, tourisme, loisirs, culture, recherche, protection de l'environnement, aménagement rural : en 7 années plus d'un milliard de francs ont été consacrés au mieux être de notre région. Par ses initiatives, et dans les limites restrictives de la loi de 1972, la Région a démontré combien, dans tous ces

domaines, son rôle est aujourd'hui déterminant. Combien sa liberté de décision et d'action est devenue nécessaire. La loi sur la décentralisation sera votée en 1982 : désormais la politique de la Région sera largement décidée par ses habitants. En 1983 ils éliront l'Assemblée régionale au suffrage universel. Une assemblée qui disposera du pouvoir exécutif régional. C'est un droit nouveau. Une liberté nouvelle, une liberté qui se construira cette année : 1982 sera un nouveau départ pour la Région, pour notre région.

**RÉGION NORD PAS-DE-CALAIS\***  
1982. Faisons de la région notre région.

LE PAYS FRANC

\* Conseil Régional, Comité Économique et Social.



OPN Lille

Le pr

DOSSIER NOIR  
Roubaix-Tourcoing  
dans les oubliettes

47/10/1982



## LE NORD-PAS-DE-CALAIS

# Le premier ministre chez lui

(Suite de la page 7.)

Cette conviction tranquille joue dans tous les domaines. C'est ainsi que, venu de sa petite ville du Cateau, il s'est installé à la mairie de Lille sans aucune appréhension ; il est allé à Mâtignon avec la même sérénité. Peu après, il confessa d'ailleurs : « Au fond, Mâtignon, c'est une grande mairie ! » Et demain ? Il avait confié à quelques intimes qu'il pourrait être de retour complètement à Lille après les municipales de 1983. Et puis, maintenant, le propos change quelque peu : « Il se pourrait... » L'avenir et François Mitterrand en décideront.

Il restera maître de Lille, le mandat auquel il tient le plus ; si ne siègera plus à la région, c'est décidé. Sans aucune amertume. Ambitieux, il l'est, certes, mais il est profondément et avant tout un militant et il saurait effacer le cas échéant les circonstances l'exigeant, comme il saurait de même prendre de nouvelles responsabilités. « Tout naturellement... », selon la formule qu'il emploie très souvent.

Conviction tranquille aussi au sein du parti socialiste en dépit de tous les aléas. Avant le congrès de Metz — un mauvais congrès, dirait-il — il a toujours plaidé pour la synthèse des motions. C'est toujours par fidélité au passé qu'il a ramené son compte des Jeunes socialistes. Michel Rocard, au sein du P.S. Il lui arrive parfois de s'interroger sur les résultats, mais sa ligne d'action est claire : l'unité du parti d'abord. Il a, nécessité oblige, créé lui aussi un courant, mais les « maurroyistes » existent-ils ? Au terme des épreuves périodiques qui ont secoué le P.S. avant la victoire, en toute hypothèse il devait arriver à Mâtignon. Cela, c'est aussi de l'habileté et du sens politique.

Et si la gauche perdait ? Alors, disait-il : « Il faudrait bien ce hublot lundi matin, qui suit l'effacement de la déroute, repartir aussitôt. » Il a vu cela et il aurait été, on peut en

être sûr, le premier à battre le rappel.

Sa conviction se fonde sur une expérience et une pratique politiques incontestables. Depuis les Jeunes socialistes, vers les années 60, il a su, tous comptes faits, naviguer admirablement parmi les écueils. Et bien qu'il soit reconnu souvent à la première place, Guy Mollet fut l'un de ses maîtres, et il s'en sépara pourtant quand il sentit la nécessité d'une évolution. A Issy-les-Moulineaux, en 1969, il faillit devenir secrétaire général de ce qui était encore la S.F.I.O. Il fut battu d'une voix par Alain Savary, mais, en la circonstance, c'était Guy Mollet qui lui montrait magistralement ce qu'était le « coup du maître ». A Epinay, en 1971, Guy Mollet perdit son autorité et Pierre Mauroy n'y était point étranger. C'est lui, cette fois, qui pratiquait ce fameux coup du maître.

Cette habitude politique assure chaque cependant une profonde sensibilité dans un halo de romantisme. Les attaques récentes de certains hebdomadaires l'ont touché. « On a beau être blindé par les combats politiques, voir écrire de telles ignominies, cela dépasse l'entendement, confie-t-il aux conseillers municipaux réunis pour les vœux du Nouvel An. Cela ne mérite pas d'être relevé. Il faut rester joyeux. Nous avons le pouvoir et nous avons une tâche passionnante à accomplir. Voilà l'essentiel. » Et on n'en parla pas plus.

Cinq jours à Mâtignon, deux jours à Lille. Quand le Mystère-20 du G.I.A.M. arrive le samedi matin sur l'aéroport de Lesquin, M. Pierre Mauroy est accueilli par son chef de cabinet à la mairie de Lille, M. Bernard Roman. « Alors, quoi de neuf ici ? » C'est la formule rituelle. Et M. Bernard Roman, qui a un sens inné de la diplomatie, présente son menu pour les deux jours : le résultat de cent consultations, requêtes, interventions les plus diverses de la semaine. Le maire se tient informé des rumeurs de la ville, mais il change rarement le programme établi.

### L'art et le ton de la confiance

C'est alors le contact direct dans les quartiers. Pétée de dossiers avec ses collaborateurs et la présidence de quelques manifestations. La maison entre Lille et Paris est aussi assurée par M. Michel Delebarre, chargé de mission auprès du premier ministre à Mâtignon (il y est cinq jours sur sept), mais en même temps secrétaire général de la mairie de Lille. « C'est, dit de lui M. Mauroy, un grand commis ici ; il sera aussi un grand commis de l'Etat. » On trouve encore dans l'entourage de M. Pierre Mauroy un personnage affable et très discret, M. Raymond Vaillant, adjoint de la ville, lui aussi chargé de mission à Mâtignon, où il s'occupe des « fonds affectés », autrement dit des fonds secrets. C'est un camarade de toujours. Ils se sont connus jeunes militants ; il lui a confié toutes les questions d'argent qui personnellement ont plutôt tendance à l'ennuyer. Il a bien d'autres collaborateurs, mais ces trois-là, du côté lillois, sont souvent les premiers dans la confiance.

A Lille, on travaille donc. Et

surtout par des rencontres avec des élus, des responsables de toutes sortes ou de simples militants. Car le maire de Lille a besoin de l'expérience constante. Il teste sur un auditoire restreint ses idées, ses arguments ; il écoute ce qu'on lui dit, mais parfois ne semble pas entendre. Un de ses familiers constate : « Je lui fais une suggestion et cela tombe à plat. Par un mot. Et deux mois plus tard, il reprend cette idée et me dit : « Qu'en pensez-vous ? »

Cela n'empêche pas qu'il soit prodigieusement imaginatif. Souvent au cours d'une visite, il extrapole tout à trac. Les exemples foisonnent, mais la réalité ne suit pas toujours le rêve et on lui reproche de dire trop vite ses ambitions municipales. Visite-t-il les sous-sols du Palais des beaux-arts que tout de suite surgit dans son esprit une cafétéria inondée de lumière, fréquentée par une foule heureuse. Il en fait part à ceux qui l'accompagnent. Mais de cela on reparlera peut-être plus tard.

L'orchestre de l'O.R.T.F., en

1973, était exsangue. Au cours d'un concert assez triste, il annonce la création d'une grande formation régionale. Il n'y avait guère de dossier sur ce sujet. L'orchestre existe maintenant, sous la direction de Jean-Claude Casadesu. De même, il lance l'Opéra du Nord ; un palais des congrès et de la musique est en cours de réalisation. Il ramène dans la capitale des Flandres un important Centre national dramatique, avec Gilles Bouvard. Il lance un Festival de Lille, période intense de manifestations culturelles à l'automne, et qu'enlève Maurice Fleuret, aujourd'hui directeur de la musique. Dans cette région fortement atteinte par la crise économique, il donne une impulsion considérable aux affaires culturelles. Il le fait non seulement pour le prestige de la ville, auquel il est extrêmement sensible, mais aussi par nécessité d'une promotion collective de la population, trop souvent dévalorisée dans ce domaine.

« Il phagocyte constamment, dit un chef de service de la mairie. Récemment, au cours d'une visite de quartier, il nous a fait deux propositions précises, et je

me suis dit : « C'est idiot ; faut-rais-je y penser avant ? » M. Pierre Mauroy vit sur quelques grandes idées : la décentralisation en est une. Il a installé des conseils de quartier. Il multiplie les services municipaux auprès des citoyens, non sans affronter certaines réticences des services.

Quand il s'adresse, comme il l'a fait tout récemment, aux chefs de service de la mairie, ce n'est

plus en tribune qu'il parle, mais il sait se confier mezzo voce. Sur le ton de la confiance, il dit pourquoi il ne pouvait accepter les trente-cinq heures du contrat de solidarité de la mairie sans obtenir en même temps une meilleure qualité du service public. Il n'a pas cédé, et des guichets sont ouverts tous les jours : quand les citoyens ont besoin de nous, nous devons être présents.

ment lui font oublier les dossiers : l'été avant la nuit, de Doris Lesnau, et la nuit du décret, de Michel del Castillo. Mais à côté de lui le téléphone (orange) en direct avec la mairie de Lille. Une vie à cent à l'heure ; peu de sommeil, peu de repos et moins encore qu'il pourrait s'en offrir s'il n'avait l'habitude après des réunions de prolonger ou recommencer un débat avec des amis, dans une ambiance où il se sent heureux et en confiance. Cela étonne parfois. Mais il affiche une santé facile de récupération. Son médecin personnel est un condisciple de lycée.

A la vérité il n'est guère possible de l'arracher à la politique. C'est toute sa vie. Dans l'échec comme dans la victoire. A la sortie d'une représentation du Nord quelquefois lui disait : « Quelle soirée, c'est tout de même autre chose qu'une réunion politique... » Et il répondait : « Il ne faut pas dire cela. Une meeting a aussi son rythme, ses temps forts, ses crescendos. Un peu de marche si possible ou de lecture. Deux livres en ce mo-

GEORGES SUEUR.

### La politique comme la musique

Dans la réalité la décentralisation suppose une transformation des mentalités. On est loin d'y être parvenu. Mais M. Pierre Mauroy sait reculer parfois s'il le faut : « La politique, affirme-t-il encore, c'est l'art de la répétition. » Mais il tient à ses idées et veut sur ce point que Lille puisse être un exemple et un témoignage dignes d'être repris ailleurs. Un autre de ses dadas est la reconquête du centre des villes. On a renoué ici deux anciennes usines désaffectées pour des logements et des bureaux d'action sociale. Tout récemment

démolir pour livrer 12 000 mètres carrés à un service hospitalier. Il s'y est opposé. Non, il faut rénover ce bâtiment comme les autres. Il faut avoir vécu son enfance et sa jeunesse dans un village pour comprendre toutes les richesses de la ville.

Autre des deux journées lilloises sont-elles remplies autant que celles de Mâtignon. Et la détente ? Le déjeuner du dimanche avec son épouse et parfois ses enfants et son petit-fils, Alexis. Un peu de marche si possible ou de lecture. Deux livres en ce mo-

### PROJETS DE LA RÉGION

## Deux départements pour un meilleur avenir

M. NOEL JOSEPH, soixante et un ans, inspecteur départemental de l'éducation nationale en retraite, député et maire socialiste de Beuvry (Pas-de-Calais), a succédé à M. Pierre Mauroy, il y a quelques mois, à la présidence du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. En répondant à nos questions, il précise le sens de son action.

« L'établissement public régional vit une période de transition. On ne sait pas encore quels seront ses pouvoirs et ses compétences. Cette incertitude ne peut-elle pas sur l'action régionale ?

— La loi sur la décentralisation ouvre des perspectives qui restent, il est vrai, à préciser, mais nous savons déjà que l'exécutif régional sera plus fort. Nous commencerons donc à préfigurer ce que sera la région de demain, ne serait-ce que dans une modification de nouveaux rapports avec l'administration. Nous envisageons aussi ce que pourrait être une action économique rapide et efficace

pour réduire le chômage. C'est notre priorité. Nous ne sommes pas en période d'attente, mais, au contraire, nous vivons déjà à un nouveau rythme. Et puis nous faisons tout pour réduire les zones conflictuelles qui pourraient exister dans les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais. La loi nous aidera en précisant les compétences de la région et celles du département.

— Il vous a tout de même fallu préparer le budget régional de 1982. Quelle est son importance par rapport au budget précédent ?

— De ce que je vous ai dit découle une approche nouvelle du budget. Nous devons accomplir un effort énorme dans cette région pour la tirer d'affaire. Notre budget était d'environ 450 millions de francs en 1981 ; il passera à environ 600 millions de francs. Cela se traduira par un programme d'investissement considérable : 180 millions pour les transports et communications (routes), 55 millions pour l'aménagement urbain, une réserve de 65 millions pour

l'action économique... Pour l'éducation, nous allons construire les établissements du second degré qui nous manquent et remplacer les plus vétustes. Les besoins sont de l'ordre de 400 millions de francs... Nous agissons, bien sûr, avec l'aide de l'Etat. Nous allons lancer une opération spécifique : remplacer tout le matériel trop âgé des lycées d'enseignement professionnel. 18 millions de crédits y seront consacrés, et nous agissons ainsi en même temps pour améliorer l'industrie de la machine-outil dans la région, pour l'emploi...

— Cela suppose sans doute un recours à l'emprunt ?

— Oui, et c'est important, puisque ces sommes représenteront près de 50 % du budget. Mais entendons-nous bien ; il ne s'agit pas de mobiliser tout de suite ces crédits, ils le seront au fur et à mesure des besoins, selon un calendrier, mais nous devons être prêts à faire face à toute éventualité.

— On reproche précisément à la région de ne pas

utiliser assez vite les crédits qu'elle a votés et de laisser des sommes importantes inutilisées.

— Il y a eu des problèmes, c'est vrai. Les freins ne se trouvaient pas au conseil régional. Mais nous allons, pour l'utilisation correcte des crédits, réviser les procédures. Nous voulons mettre en place une technique de programmation très stricte. Il nous faut maîtriser toutes les opérations lancées, et surtout contrôler leur déroulement. C'est pourquoi d'ailleurs nous mettons sur pied des « commissions du suivi ». Par exemple, pour les constructions scolaires, une commission rassemblera des élus, des représentants du rectorat et de l'administration. Elle fera le point tous les mois des travaux en cours. D'autre part, l'information du budget nous donnera des informations instantanées dans tous les domaines.

— Mais notre volonté est d'avoir un budget de vie, un budget de l'emploi, qui a forcément une dominante économique.

## CHOISISSEZ UNE BANQUE REGIONALE

L'histoire du Nord Pas-de-Calais, de ses entreprises et de ses hommes, c'est aussi notre histoire. Nous comprenons bien les problèmes parce que nous connaissons bien les entreprises et leurs responsables. Notre expérience, c'est leur expérience. Ils savent que nous sommes rapides, pragmatiques et efficaces. Ils savent pouvoir compter sur les 163 directeurs d'agences de la Banque Scalbert Dupont, la banque régionale du Nord Pas-de-Calais.

## PREFEREZ UNE BANQUE CONSEIL

Depuis toujours la Banque Scalbert Dupont s'est attachée à établir et à entretenir avec ses clients des relations privilégiées, fondées sur une volonté de conseil : lettres d'informations, synthèse financière pour les PMI-PME, gestion personnalisée de patrimoine... La Banque Scalbert Dupont, c'est le conseil en plus.

## PROFITEZ D'UNE GRANDE BANQUE

Banque conseil, la Banque Scalbert Dupont est une banque à services complets. A chacun des 24.000 chefs d'entreprises, à chacune des 160.000 familles qui l'ont choisie, elle offre, en plus des services bancaires classiques, les services exclusifs du groupe CIC. En appartenant à la fédération des Banques Régionales qui forment le CIC, la Banque Scalbert Dupont offre une présence nationale et internationale. Pour la région, c'est essentiel.

# BANQUE SCALBERT DUPONT

La Banque régionale du Nord Pas-de-Calais



### DOSSIER NOIR

## Roubaix-Tourcoing dans les oubliettes

Le voyage du premier ministre dans le Nord-Pas-de-Calais apaise-t-il les élus de ce que l'on appelle « le versant nord-est de la métropole nord », c'est-à-dire de l'agglomération de Roubaix-Tourcoing (quatre cent mille habitants) ? Le président de l'Association des communes, M. Pierre Frouvoit, député, maire de Roubaix, vient de dire son indignation devant le refus d'accorder à cette zone les aides en matière d'aménagement du territoire et de développement économique. Que cette décision soit motivée par des considérations d'ordre européen ne satisfait absolument pas le maire de Roubaix : « Ce n'est pas, dit-il, une réponse réaliste et adaptée à la situation dramatique que vit l'agglomération. » En vingt ans, Roubaix-Tourcoing a perdu cinquante mille emplois dans le textile, sou-

gne-t-il. Et il ajoute : « Si l'année 1980 a été une année noire avec quatre mille sept cents emplois perdus, l'année 1981 est encore plus dramatique avec six mille emplois perdus. C'est un Denain ou un Longwy chaque année ! Les chômeurs représentent déjà plus de 13 % de la population active ».

Faut-il attendre que cette agglomération perde tous ses emplois industriels pour remédier à la situation ? Depuis des années, les promesses ministérielles successives n'ont donné aucun résultat. Pas un seul dossier n'a été accepté. L'Etat ne peut pourtant pas se désintéresser d'une agglomération aussi importante où un effort très particulier a été accompli pour la rénovation de quartiers populaires et la résorption des friches industrielles.



NORD-PAS-DE-CALAIS région. LE PAYS FRANÇAIS



# DEPARTEMENT DU NORD

548.697 hectares - 2.510.738 habitants - 6 arrondissements - 653 communes - 2 communautés urbaines

## EQUIPEMENT ET MODERNISATION

RESEAU ROUTIER  
375 MILLIONS DE F.



EQUIPEMENT  
SANITAIRE  
ET SOCIAL  
21 MILLIONS DE F.

EAU  
ASSAINISSEMENT  
ENVIRONNEMENT  
50 MILLIONS DE F.



LE CONSEIL GENERAL  
DU NORD  
POURSUIT  
EN 1982, SA POLITIQUE  
D'EQUIPEMENT  
ET DE MODERNISATION  
DE SES INFRASTRUCTURES  
ET SON ACTION POUR  
L'AMELIORATION  
DES CONDITIONS DE VIE  
DE LA POPULATION.

EQUIPEMENT  
SCOLAIRE, SPORTIF ET CULTUREL  
35 MILLIONS DE F.



URBANISME  
ET LOGEMENT  
25 MILLIONS DE F.



MODERNISATION  
DES INFRASTRUCTURES  
ECONOMIQUES  
30 MILLIONS DE F.



PATRIMOINE  
DEPARTEMENTAL  
32 MILLIONS DE F.

## AIDE A L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DE LA POPULATION.

POUR L'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE  
2.640 MILLIONS DE F.

POUR LES TRANSPORTS SCOLAIRES  
126 MILLIONS DE F.

POUR LES BOURSES D'ENSEIGNEMENT  
26 MILLIONS DE F.

POUR LES TRANSPORTS EN COMMUN  
73 MILLIONS DE F.

LES INTERVENTIONS DU CONSEIL GENERAL REPRESENTENT  
UNE CONTRIBUTION CONSIDERABLE AU DEVELOPPEMENT  
ECONOMIQUE ET AU PROGRES SOCIAL ET PARTICIPENT A L'EFFORT  
NATIONAL EN FAVEUR DE L'EMPLOI

RADIO LIBRES

Des mili

DECENTRALISATION

Bataille de re

Les bienfaits de la dette

Je suis



## LE NORD- PAS-DE-CALAIS

### RADIOS LIBRES

# Des militants au pays du micro pirate

MIS en évidence près du bar, à l'endroit où l'on signale habituellement le tournant de football local on le prochain concours de beauté, une série d'autocollants annonce : Radio-Pévéle, 97 Mhz. Un estiment comme beaucoup d'autres par ici, où la bière ambrée coule généralement. Voilà le patron qui manifeste son mécontentement : une altercation avec sa femme, pour des raisons connues d'eux seuls, se conclut par cet ultimatum sans appel : « Arrête, ou je vais te bruler ! »

Les radios libres seraient-elles sur le point de faire leur entrée dans la France profonde ? De l'autre côté de la Grand-Rue se trouve la mairie de Mons-en-Pévèle, bourgade de deux mille habitants à une vingtaine de kilomètres au sud de Lille, toute proche de la Belgique et pas très loin du croissant minier. C'est la situation particulière de cette terre maraîchère, en core pay-

sanne, même si quelques citadins y ont élu domicile, qui a poussé M. Gilbert Vasseur à lancer Radio-Pévéle pour donner à cette région un support de communication et d'échanges qui lui soit propre. Derrière la mairie, une baraque en bois que l'on pourrait croire sortie d'un western, abrite le minuscule studio. Le projet, qui mûrissait depuis longtemps dans l'esprit de ce jeune chimiste, se réalisera après le 10 mai avec l'aide d'une dizaine de personnes.

Le 25 octobre 1981, la première émission, à laquelle étaient invités tous les maires de la région — qui viendront, — rencontre un franc succès. Avec cinquante-cinq heures de diffusion par semaine, Radio-Pévéle et ses cinquante animateurs bénévoles veulent faire vivre et revivre le pays en allant dans les foyers, en passant les week-ends dans une commune, et même, comme elle l'a déjà fait, en promettant le tiers, et dans l'ordre.

cette grande bâtisse appartenant à la municipalité, que Radio-Lille 80, après une cinquantaine d'autres associations, s'est installée en juin 1980. En pleine période de répression — il n'existe pour ainsi dire plus de radios qui se risquent à émettre sinon Lille-80 que la clandestinité finira par briser, — c'est une véritable gageure que d'affronter officiellement le monopole. Résultat de ce défi : six saisies en moins d'un an qui ont coûté cher mais populariseront considérablement cette initiative, comme en témoignent le succès des collectes de soutien. Le 10 mai, c'est le soula-

gement, du moins provisoire. Radio patchwork, locale, indépendante et non commerciale, ses émissions s'institutionnalisent, mais le pôle principal d'une trentaine de personnes des cent cinquante animateurs que compte aujourd'hui la station voit vite la nécessité de créer une coordination régionale. Celle-ci voit le jour en juin 1981 à la M.N.E., aux côtés de la F.N.R.L. (Fédération nationale des radios libres), considérée comme la plus proche des décisions gouvernementales en matière de publicité et largement majoritaire dans le Nord.

vaies langues, mais ne parlent-on pas d'une radio P.S. en gestation ?

Le problème du financement est une constante que l'on retrouve dans toutes les stations. Mais à cette tradition s'ajoute pour la plupart celle de la mesure dans les ambitions. La militante Radio-Boomerang est de celles-là. Bruno Dal, animateur de la M.J.C. qui abrite son modeste studio, a voulu en faire une radio d'expression populaire, dans ce quartier ouvrier de Roubaix. Radio-Uylenpiegel, l'un des supports de la puissante association de défense de la culture flamande, Menschen Lyk Wyder, continue de diffuser un programme bilingue de deux heures le dimanche, du sonnet du mont Cassel, à l'aide d'un seul magnétophone et d'un petit émetteur installé dans un hôtel désaffecté. Deux radios, près de Secin, qui s'étaient retrouvées sur la même fréquence, ont décidé de partager leur temps d'émission. En revanche, Radio-Wep, établie à Fourmes-en-Weppe, ne manque ni d'argent ni d'ambition.

tion, si l'on en croit son directeur. Un émetteur de 1 kW doit être bientôt installé, et les recettes des fêtes organisées par l'association ajoutées aux subventions municipales accordées à raison de 50 centimes par administré commencent à rentrer. Les maires récalcitrants verront leurs communications refusées, Radios crochets, disques à la demande, jeux. Radio-Wep, populiste avant tout, s'est taillé un joli succès. But avoué : faire un « Europe 1 sans politique ». Ici, on ne parle pas de mairie, de syndicat ou de religion, c'est affiché. Les animateurs doivent signer une déclaration de non-appartenance à un parti politique : être au moins bacheliers s'ils veulent exercer leurs talents après 20 heures, car le soir les émissions deviennent plus culturelles. Seule information susceptible d'interrompre l'entreprise destinée à « remonter le moral des troupes » : la mort du président de la République ou... une déclaration de guerre. Le mythe communautaire en prend un coup.

### Banc d'essai pour les jeunes

Présente sur tous les terrains, chargée d'organiser la répartition des fréquences, de tenir un fichier des associations et d'éventuellement transmettre les dossiers de dérogation, elle regroupe presque la totalité des stations lancées depuis six mois. Mais, comme le constate Philippe Carlier, un « vieux » du mouvement, ce n'est pas pour autant, loin de là, qu'il y a une formation dans toutes ces nouvelles entreprises. « On compte trois genres de radios : celles qui ont une assise associative, un véritable projet. Les radios chistes, de dis-jockeys, de bidouilleurs, bref, en gros les sous-cultures. Et, enfin, les municipales, voire politiques à terme, qui pour le moment jouent la carte unitaire. »

A Marquion-Barcel, l'une de ces communes-halcons qui font de Lille-Roubaix-Tourcoing une métropole de plus d'un million d'habitants, M. Alex Thürk, directeur de cabinet de M. Serge Charles, député, maire R.P.R.,

a monté Radio-Arc-en-Ciel. Avec une subvention municipale de 70 000 francs (ils lui prévoient qu'une telle aide ne peut dépasser 25 % du budget annuel de fonctionnement), Arc-en-Ciel est rapidement soupçonné d'être la radio R.P.R. M. Thürk s'en défend : « Nous jouons la carte des séries. La station a permis à beaucoup de jeunes de la commune de venir s'essayer aux techniques de communication. Les programmes d'Arc-en-Ciel sont essentiellement consacrés à la musique et aux magazines. Seule la chronique de deux minutes diffusée le matin peut laisser apparaître une couleur politique. » Le studio aménagé dans les combles de la mairie est effectivement d'une qualité supérieure à la moyenne. Quelques jeunes gens distingués s'y activent. Tous les soirs un responsable vient vérifier ce qui s'y passe. « Il nous mène, présente que guérir. » Déjà Arc-en-Ciel prévoit de faire plus d'information. Les municipales de 1983 ne sont pas loin, disent certaines man-

### Le poids des « chits »

Diversité : telle est la devise des radios libres du Nord. Au 23 de la rue Goscelin, on l'a compris. Le vent de la concurrence née d'une saine émulation a amené les « militants de la radio » à créer l'Ascom, agence de services pour la communication, qui s'est fixé trois objectifs : diffusion du matériel, formation, et bientôt mise en place d'une agence de presse.

Le poids des « chits » dans les négociations à venir au plan national est à bien des égards énorme. Un récent sondage du

C.E.S.P. (Centre d'études des supports de publicité) laisse 20 % de l'audience instantanée aux radios étrangères, à Fréquence Nord, station régionale de France-Inter, et enfin aux radios libres. Encore marginales, elles sont aux portes pour l'instant entre-bâillées de la France profonde. Mais le choix de celles qui devront s'ouvrir définitivement est d'importance, tant pour ceux qui ont combattu le monopole que pour les pouvoirs publics.

ÉRIC WALTHER.

### Six saisies en moins d'un an

Cette station, qui attend une subvention du comité d'aménagement rural, est le symbole du grand « boom antimonopole » du printemps puis de l'automne dernier dans le Nord-Pas-de-Calais. Il n'y a, en effet, pas moins de soixante-dix « pirates » (ces émissions sont encore officiellement illégales) à avoir envahi la bande FM dans les deux départements.

Une dynamique qui pulse ses ressources dans la riche passé radiophonique de cette région qui fait figure de pionnier à bien des égards. Radio-Campus, première radio libre française, a commencé d'émettre en 1968. Radio-Uylenpiegel, d'expression flamande, eut le triste privilège

d'inaugurer les descentes de police en janvier 1978. Radio-Quinquin, la célèbre entreprise de la C.G.T., c'est aussi le Nord. L'écoute des radios étrangères, notamment les pirates belges, la présence des étudiants de l'École supérieure de journalisme, à Lille, tout heureux de faire leurs premières armes derrière un micro, une large base associative, pierre angulaire de ce mouvement, ont concouru, de toute évidence, à la création d'un environnement favorable pour ce maquis radiophonique.

Le creuset de ce mouvement est situé au 23 de la rue Goscelin, à Lille, siège de la Maison de la nature et de l'environnement (M.N.E.). C'est ici, dans

### DÉCENTRALISATION

# Bataille de régisseurs pour le pouvoir culturel

Qui fera quoi ? La question se pose en bien des domaines dans la perspective d'une décentralisation dont le Parlement n'a tracé seulement que les grandes lignes. Elle se pose singulièrement pour les affaires culturelles. Dans le Nord-Pas-de-Calais, un Office culturel régional (O.C.R.) très actif voit se développer parallèlement une direction régionale à l'action culturelle (DRAC), une administration qui bénéficie aujourd'hui du doublement des crédits accordés au ministère de la culture. Comment ces deux structures vont-elles évoluer ? Quelles seront leurs prérogatives propres ? On vit actuellement une période de transition.

Le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, que M. Pierre Mauroy a présidé pendant sept années, s'est, dès l'origine, en 1974, dressé en opposant résolu au pouvoir. Il a agi avec ardeur dans bien des secteurs, mais surtout en faveur de la culture dans une région que l'on disait sous-scolarisée et même « attardée ». Les élus de gauche ont créé un Office culturel régional qui a développé une action fort efficace, mais qui a été en même temps un levier politique dont on a d'ailleurs payé la juste part. De toutes les régions françaises, celle-ci consacrait de 10 % à 12 % de son budget aux affaires culturelles.

chaque année, alors que la proportion dans le budget de l'État, à l'exception de la région Île-de-France, est de 0,5 % ! Dernier chiffre : en 1981, l'établissement public régional du Nord-Pas-de-Calais a consacré 52 millions de francs à la culture sur un budget de 415 millions. On fera plus encore en 1982.

Les résultats ne se sont pas fait attendre. L'Office n'a pas réifié directement, il a informé, suscité des rencontres, encouragé la création et les initiatives. Grâce à lui, la prise de conscience des élus locaux a été considérable. Et il l'on parle aujourd'hui d'Orchestre de Lille, d'Opéra du Nord, de Festival de la Côte d'Opale, etc., ce ne sont là que quelques beaux fleurons d'une multitude de réalisations disséminées à travers les deux départements.

En 1975, coïncidence voulue ou non, s'installe à Lille la Direction régionale à l'action culturelle (DRAC), dont le premier directeur disposait, à la vérité, de peu de moyens pour occuper le vaste hôtel Scivie, édifice de la fin du dix-huitième siècle. Maintenant, les divers services, jusqu'alors éparpillés dans le ville, s'y trouvent regroupés : antiquités, inventaire, conservation, musique, et même le tout nouveau chargé de mission pour le théâtre. On compte dans cette direction régionale un effectif

de trente-deux personnes, trois fois plus que l'Office régional n'en a jamais employé ! Et si l'on recense l'ensemble du personnel pris en compte par l'État dans les deux départements, on aboutit à une centaine de salariés. Il est vrai que les activités de la DRAC sont multiples. Son directeur, M. Jacques Manoury, a avant tout une compétence administrative, chacune des directions spécialisées gardant ses relations directes avec les services du ministère. L'Office et la direction sont des structures de taille différente. Il est vrai, pour ne prendre qu'un exemple, qu'elles n'ont pas le même rôle pour la préservation des monuments historiques. Mais, dès qu'il s'agit d'action culturelle en général, le risque de chevauchement est certain.

La manne qu'apporte le nouveau budget du ministère de la culture va encore renforcer la DRAC. Si bien que l'on aboutit à cette situation curieuse : l'Office régional était fort important pour les dix quand il était une structure efficace d'opposition ; mais aujourd'hui que l'opposition est au pouvoir, on revient tout naturellement aux voies ministérielles classiques. Et non sans quelque satisfaction. Le budget d'investissement (donc sans compter les salaires) de la DRAC passera de 32 millions en 1981 à 54 millions en 1982, soit une augmentation de 69,1 %. En 1980, la participation de l'État et de la région était équivalente : 40 millions. Mais on doit noter qu'à cette époque les crédits culturels accordés par l'État habitaient le Nord-Pas-de-Calais

à la dernière place des régions françaises ; la subvention en chiffres absolus la situait seulement à la quinzième place. Elle était en quelque sorte pénalisée, en dépit de ses efforts.

Quoi qu'il en soit, un mouvement est en cours. Il reste à savoir quelle direction il prendra. A la région, on a déjà pris une nouvelle orientation : l'Office régional de la culture a vécu. Il a fait place au ministère de la culture, dernier à l'ORCEP, ce qui signifie l'Office régional de la culture et de l'éducation permanente. On l'a enrichi d'une solide organisation, elle aussi créée par le conseil régional en 1975, qui s'occupe surtout de la formation permanente. Cela, affirmant les statuts de l'ORCEP, « irait le socle de la poursuite et du développement de l'action culturelle en tenant compte de l'extrême interdépendance de l'éducation permanente et du développement culturel... ». Vaste programme. En fait, on explore une nouvelle voie. Pour M. Francis Senet, directeur de l'ex-office culturel, et qui assure la responsabilité de la nouvelle structure, il ne s'agit pas y avoir de conflit entre l'Office et la DRAC, mais une action complémentaire. L'Office peut sans doute être plus

prospectif. On cite en exemple le récent colloque de la culture qui a rassemblé six cents personnes venues des quatre coins de France au cœur du bassin minier en novembre dernier. Du côté de la DRAC, on veut soutenir les entreprises culturelles, et cela se fait aujourd'hui avec de nouvelles méthodes. C'est ainsi que l'installation à Lille, il y a quelques mois, d'une première assistance technique pour aider les entreprises culturelles les plus diverses a déjà suscité la création d'une quarantaine d'emplois.

Il n'en reste pas moins qu'à Lille, la région et l'antenne du ministère, face à face, mais aussi côte à côte — car les rapports sont cordiaux, — s'interrogent. En fait, la vraie question est celle-ci : quelle sera la compétence culturelle d'un établissement public régional ? Aura-t-il autorité sur les directions régionales ? Ou sera-ce toujours le ministre qui restera en tout état de cause le Deus ex-machina ? Aucune déclaration de M. Jack Lang ne permet encore de répondre à cela. Pour l'instant, on en est toujours aux crédits « octroyés » pour les entreprises, qui sont loin de porter toutes une estampille régionale. G.S.

### 18, BOULEVARD HAUSSMANN

## Le point de Valenciennes à Paris

La ville de Valenciennes organise, à la Maison de la région Nord-Pas-de-Calais, du 23 janvier au 25 février 1982, une exposition sur le thème :

« Valenciennes - Dentelles et autres richesses »

Les différentes pièces exposées proviennent pour la plupart de collections privées. Leur origine se situe à partir du dix-septième siècle. Une correspondance du dix-huitième siècle, relative au commerce des dentelles les accompagne. La présentation de réalisations contemporaines laisse présager un renouveau de l'art dentellier : une école académique de la dentelle fonctionne actuellement. L'animation de cette exposition sera la suivante :

— tous les mercredis, des élèves de l'École académique de dentelle de Valenciennes réaliseront leurs ouvrages sur place ;

— le jeudi 4 février, journée de la dentelle avec présentation d'ouvrages spécifiques à l'art dentellier ;

— le jeudi 11 février, une journée consacrée aux auteurs valenciennois ;

— « Journées de l'université », du 23 au 25 février, au cours desquelles seront programmées des conférences sur des thèmes de recherches originaux.

\* Maison de la région Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Tél. : 01-53-83. Ouvert du lundi au vendredi, de 10 heures à 18 heures.

### SANTÉ

## L'INFORMATIQUE CHEZ PASTEUR

L'INSTITUT PASTEUR de Lille, imposant bâtiment édifié en 1905 — fait une grande toilette. On garde la façade, classée monument historique, mais on modifie totalement l'intérieur en multipliant les niveaux.

Il s'agit surtout de couper en deux des étages de 6 mètres de haut, ainsi qu'on les concevait au siècle dernier. Opération très bénéfique, puisque la surface utile va passer de 1 500 à 7 000 mètres carrés, ce qui permettra au directeur de l'institut, le docteur Jean Samaille, de réaliser quelques projets qui lui tiennent à cœur. On va notamment regrouper tous les laboratoires de Pasteur, de la ville de Lille, et rapatrier ceux qui étaient installés près de l'université, dans la ville nouvelle. Ces travaux coûteront 18 millions de francs.

Dans cet ensemble moderne, on garde un musée : le laboratoire de Calmette, le disciple de Pasteur, qui fut le premier directeur de cet établissement et y effectua ses recherches sur la microbiologie. On gardera aussi beaucoup de souvenirs de Pasteur, qui fut doyen de la

faculté des sciences de Lille, où, à la demande d'un distillateur, il engagea ses études sur la fermentation.

Autre innovation : le centre d'examen de santé a été radicalement transformé par l'informatique. On peut désormais y effectuer douze mille bilans chaque année. Le consultant, convoqué à 8 heures, quitte l'institut en fin de matinée avec le dossier complet des analyses et examens subis et après avoir eu un entretien avec un médecin. En utilisant toutes les données ainsi recueillies et en sauvegardant absolument l'anonymat des visiteurs, on va aussi progressivement créer un véritable observatoire national des problèmes de santé.

Enfin, le docteur Samaille vient de créer à l'Institut Pasteur un centre d'information et de consultation. Les associations ou même les individus intéressés par les problèmes de santé pourront y retrouver, organiser des rencontres avec des spécialistes ou des praticiens. Un effort sera fait pour l'accueil des personnes âgées, assurément.

## Les bienfaits de la défaite

(Suite de la page 7.)

Au R.P.R., on prépare, avec la participation très active de M. Maurice Cornette, député et maire de Bergues, un livre blanc qui se veut une étude économique et sociale, arrondissement par arrondissement, des différents secteurs d'activité.

A l'U.D.F., un « projet régional » est en cours d'élaboration. Il s'agit d'établir un constat et de dresser un catalogue de propositions pour sauver le Nord de la crise.

Chaque des deux formations entend bien, en mars 1983, obtenir l'adhésion de l'autre sur ce qui deviendra son programme. Elles espèrent, par ailleurs, que l'introduction de la proportionnelle aux élections municipales leur permettra d'avoir plus d'élus

dans les villes importantes et de bénéficier d'un réajustement au sein de la future assemblée régionale.

Ce lent travail d'organisation et de formation pourrait peut-être redonner à l'opposition ce qui semble lui manquer le plus : une âme. Il pourra aussi lui apprendre à ne plus compter sur un appui national mais à se battre à partir des réalités régionales. Il lui faut, toutefois, trouver un angle d'attaque qui ne peut être fait de « négativisme ». Il lui faudra peut-être aussi se faire violence. Dans ce département on a un sens aigu de la discipline qui dicte de ne pas remettre en cause une organisation une fois celle-ci installée. Et installé, le parti socialiste, l'est, pour le moins, dans le Nord.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

de Valenciennes



La C.U.D.L. Une décennie au service de la qualité de la vie.

## Qualité de la vie

10 ANNEES DE VOLONTE COMMUNE  
10 ANNEES D'INITIATIVES COMMUNAUTAIRES

Assurer le mieux être des habitants de 86 communes, c'était faire du quotidien une ambition. Pari tenu, pari gagné.

### HABITAT

Coordonner les programmes. Renover, améliorer le patrimoine immobilier : une politique cohérente, ambitieuse poursuivie avec opiniâtreté. Objectif : ne plus faire du droit au confort un privilège.

### AMENAGEMENT

Définir les besoins, programmer les réalisations, maîtriser les équilibres entre les tissus urbains et agricoles de notre communauté. Urbaine : aménager, c'est un peu assurer l'équilibre de l'homme dans son environnement présent. C'est aussi préparer l'avenir.

### EAU

3.640 km de canalisation, 256.800 branchements pour une consommation annuelle de 51,6 millions de m<sup>3</sup>. Un besoin quotidien qu'il faut préserver pour l'avenir. Le lac d'auto-épuration des Prés-Duham - 44 ha - a été créé pour l'alimentation de notre communauté.

### ASSAINISSEMENT

L'eau nettoyée. Grâce aux quatre stations d'épuration construites depuis 10 ans, la pollution des voies d'eau navigables et du milieu naturel a été réduite de façon significative. On pêche à nouveau dans la Deûle.

### ORDURES MENAGERES

Nos usines d'incinération éliminent 1.400 tonnes par jour. Une tâche qu'il fallait accomplir et qui sera poursuivie demain en récupérant l'énergie.

### TRANSPORTS URBAINS

Un syndicat mixte pour faire des réseaux existants un seul réseau cohérent. Et pour déjà faire face aux besoins de l'avenir : premier métro automatique de France, le VAL sera mis en service et au service de la population début 83. Transports plus rapides : temps gagné.

### VOIRIE

Aménager la voirie communautaire. Les voies rapides données aux automobiles. Plans de circulation, parkings périphériques ou souterrains, signalisations : la ville est plus fonctionnelle, la vie plus agréable.

### INCENDIE/SECOURS

En 8 ans le nombre des interventions a doublé, passant de 14.792 à 29.929. Les moyens ont suivi : matériels classiques, matériels sophistiqués ; aujourd'hui les sapeurs pompiers disposent de l'équipement le plus complet pour assurer la sécurité de chacun d'entre nous.

### SPORT

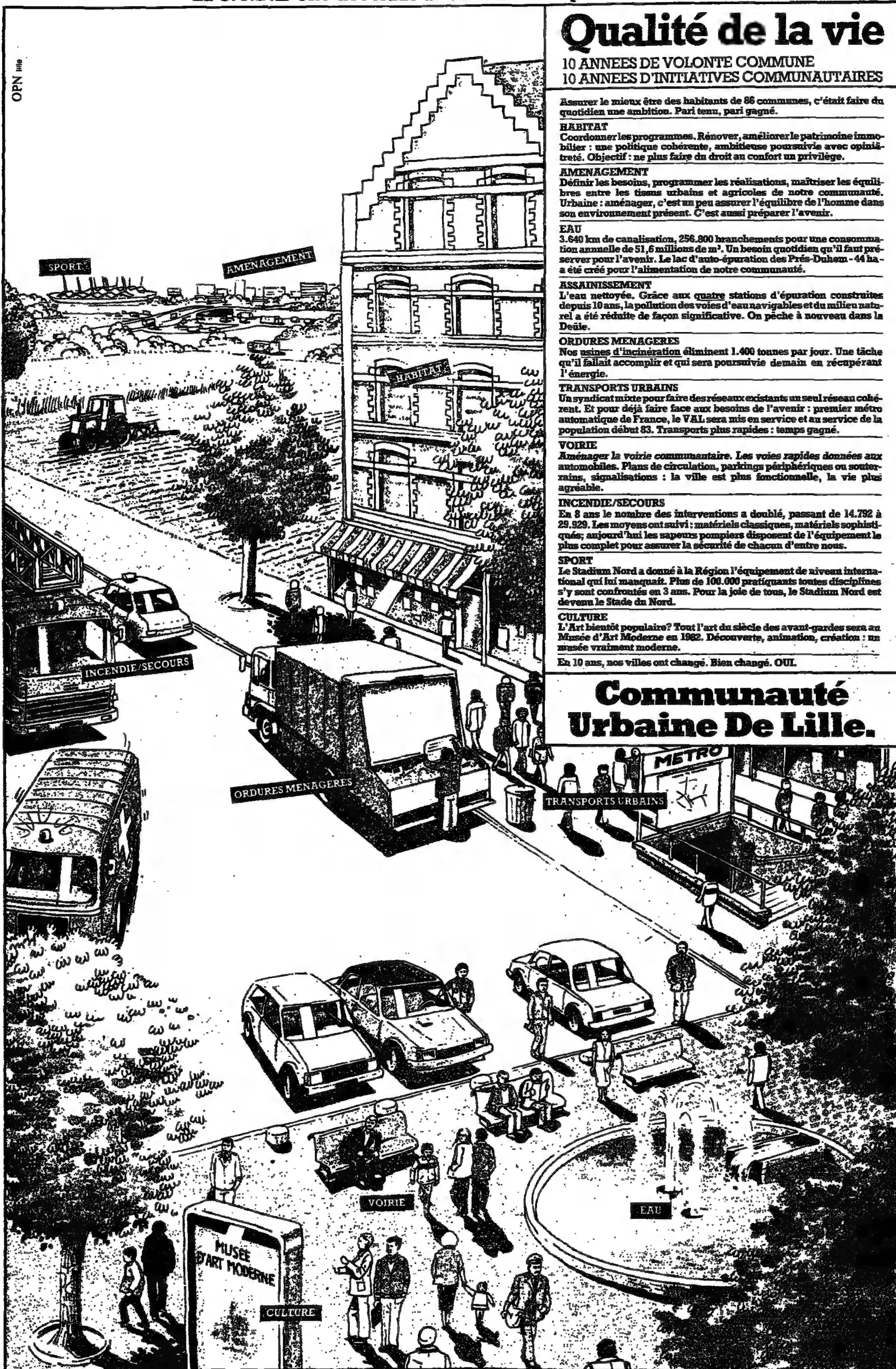
Le Stadium Nord a donné à la Région l'équipement de niveau international qui lui manquait. Plus de 100.000 pratiquants toutes disciplines s'y sont confrontés en 3 ans. Pour la joie de tous, le Stadium Nord est devenu le Stade du Nord.

### CULTURE

L'Art devient populaire ? Tout l'art du siècle des avant-gardes sera au Musée d'Art Moderne en 1982. Découverte, animation, création : un musée vraiment moderne.

En 10 ans, nos villes ont changé. Bien changé. OUL

## Communauté Urbaine De Lille.



NATIONAL...  
Les banquet

EXPENSE DE LITTORAL

Un coup

— RÉGÉNÉRATION  
Poissons d'eau douce  
Gravelines



## LE NORD-PAS-DE-CALAIS

### NATIONALISATIONS

# Les banquiers tirent des traites sur la région

**L**E 6 septembre 1981, à Lille, le premier ministre, M. Pierre Mauroy, fixait un seul but à la nationalisation du secteur bancaire : « Faire que dans les communes, les régions, les banques décentralisées ne soient plus, pour tous les entrepreneurs, des obstacles, mais des partenaires du développement attentifs aux exigences de l'environnement local et régional ».

Les banquiers de la région ont éprouvé quelque amertume à se voir qualifier d'« obstacles », à défaut d'être des « seigneurs ». Ils se disent écartelés entre le souci de protéger les dépôts de leurs clients (en même temps que leurs comptes d'épargne), et celui de ne pas « éteindre la mèche qui fume encore » en coupant les crédits à des entreprises en difficulté. Mais il en est pour lesquels la recommandation d'être « des partenaires du développement attentifs aux exigences de l'environnement local et régional » a semblé à la fois injuste et superflue : il s'agit des dirigeants des banques privées implantées depuis longtemps dans le Nord, à savoir le Crédit du Nord et la banque Scaillet-Dupont.

C'est en 1888, en effet, que fut fondé le Crédit du Nord, avec l'appui, à l'époque, du Crédit Industriel et Commercial (C.I.C.), la création de la banque Dupont, à Valenciennes, remontant à 1819 et celle de la banque Scaillet, à Lille en 1838, les deux établissements entrant dans la constitution du C.I.C. avant de fusionner l'une avec l'autre en 1977.

Leurs dirigeants estiment avoir particulièrement soutenu les

petites et moyennes entreprises, notamment en 1981, où ils ont achevé une grande partie des dossiers d'urgence traités par le Codefi. Ils assurent même, notamment Scaillet-Dupont, et le groupe C.I.C. dans son ensemble, n'avoir suscité que 1 % des lettres de réclamation adressées par les entreprises, au ministère des finances, pendant l'été 1981 pour se plaindre du comportement malhonnête de leurs banquiers.

régionales associées, « tout en respectant leur autonomie », selon les propos mêmes de M. Michel Charzat, secrétaire national du P.S. et rapporteur de la commission spéciale chargée, à l'Assemblée nationale, d'examiner le projet de loi de nationalisation des banques. M. Charzat ajoutait que ce rôle permet (aux banques associées) d'assurer le développement international de leurs activités et d'accroître l'innovation technologique, ce que chaque banque, si elle était isolée, n'aurait pas la possibilité de faire en raison de sa trop petite taille. Il concluait même que « la nationalisation du réseau du C.I.C. paraît indispensable, car il peut servir de modèle à la nécessaire régionalisation de tout le système bancaire ».

La 21 octobre, M. Châtillon, président du C.I.C., en profitait pour développer dans nos colonnes cette notion de « modèle » : « L'expression « modèle » figure dans un document de réflexion sur la modernisation de la profession bancaire qui a fait quelque bruit en son temps (1979) : le rapport Meyoux (pp. 28-29). » L'organisation confédérale du groupe C.I.C. est vieille de

cent vingt ans et plus. Elle a donc fait ses preuves expérimentales à travers les guerres et les crises. Elle est plus vivante que jamais, car elle s'inscrit dans deux courants de la modernisation de notre profession : notamment l'ancrage territorial et l'ouverture internationale.

« Considérant comme essentiel la maintien de banques régionales ou locales, attribuant à ces établissements ban-

caires de taille moyenne ou faible une importance économique croissante, avec trois atouts capitaux :

« La banque régionale fait corps avec son milieu, par son fonds de commerce, le recrutement de son personnel, sa connaissance du tissu local, dans son état actuel et potentiel. Elle est donc un instrument utile, peut-être essentiel, de l'aménagement du territoire et de la promotion régionale.

### Parentes des P.M.E.

« Elle est en relations de « circuit court » avec ce milieu. Ce qui signifie deux choses :

« D'abord, elle est bien placée pour réinvestir localement ses dépôts. Ensuite, c'est une banque à deux échelons de décision : la « guiche » et la « table » (la direction générale). Le client qui a besoin d'un crédit a, en quelques heures, un oui ou un non, peut aller s'expliquer avec l'instance suprême. Parents par sa taille — et sa psychologie — de l'entreprise à faible dimension, la banque régionale ou locale est irremplaçable dans ce qui man-

que le plus aux entreprises à état-major peu étoffé : le conseil en matière de finances, de gestion, voire d'innovation. Elle est donc ce sens un outil irremplaçable de modernisation du tissu P.M.E.-P.M.I. »

Chez Scaillet-Dupont, on fait entièrement sien ce raisonnement, ajoutant : « Puisque, quasi officiellement, nous sommes un « modèle » de régionalisation, pour nous fonder dans un ensemble qui requerra d'être plus bureaucratique et moins décentralisé ? »

FRANÇOIS RENARD.

### DÉFENSE DU LITTORAL

## Un « capital rivage » insoupçonné

**M**AIRE de Boulogne-sur-Mer, député socialiste du Pas-de-Calais, M. Guy Lengagne a été nommé voici quelques mois président du Conservatoire du littoral. Depuis trois ans, il était membre du conseil d'administration de cet organisme. Il a également créé au sein du conseil régional un groupe qui a conçu un schéma d'aménagement du littoral Nord-Pas-de-Calais. Il est donc bien placé pour parler d'abord des rives de la Manche et de la mer du Nord, puis, plus généralement, du littoral français.

La côte du Nord-Pas-de-Calais est d'une variété exceptionnelle. On y rencontre des parties rocheuses, des falaises de craie, des dunes bordées de tourbières d'une grande richesse écologique. Au dire des spécialistes, ces rives sont parmi les plus intéressantes d'Europe. En outre, c'est là que se situent les premiers grands sites classés d'importance nationale : les caps Grand-Nes et Gris-Nes.

Sur les 140 kilomètres de rives de la région, le Conservatoire a déjà acquis en une demi-douzaine de points près de 800 hectares. L'achat des dunes de Camiers, au nord du Touquet, a été d'ailleurs sa première opération.

« Sur l'ensemble de la France, quel est le bilan du Conservatoire après cinq ans d'activité ? Et quels sont vos projets ? »

« Le Conservatoire a acquis 17 500 hectares préservant ainsi près de 200 kilomètres de côtes. Il en achètera 4 000 hectares par an, soit 20 000 hectares au cours des cinq prochaines années. Il y consacrera 125 millions de francs en 1982 et, pour l'avenir, il disposera des moyens financiers de ses ambitions. Nous avons aussi en portefeuille près de 13 000 hectares de zones à acquérir qui nous ont été signalées par les cinq conseils de rivage et dont l'achat a été décidé par le conseil d'administration. Nous disposons donc de réserves pour trois ans. Comme par le passé, le Conservatoire achètera à l'amiable. Dans les cas où le terrain est très menacé ou d'intérêt exceptionnel, le préfet engage une procédure d'expropriation. Cette procédure reste rarissime, et nous avons toujours trouvé finalement un arrangement avec le propriétaire. Nous ne souhaitons pas apparaître comme un organisme de coercition, qui veut tout dévorer. Nous achetons au prix du marché. Ça ne coûte pas cher car ces dunes, ces falaises, ces marais, sont insaisissables.

C'est beau, écologiquement précieux, mais leur valeur marchande est faible.

« Disposez-vous d'un inventaire des 5 500 kilomètres de côtes françaises vous permettant de repérer ce qui est à acheter en priorité ? »

« J'ai demandé que l'on élabore un schéma national d'aménagement du littoral, une synthèse cohérente de schémas régionaux. Ça n'est pas un hasard si le Conservatoire est rattaché au ministère du plan et de l'aménagement du territoire. Il est aussi un outil d'aménagement. Le Conservatoire a déjà acheté ou a l'intention d'acheter les sites les plus précieux, sauf évidemment ceux qui sont déjà protégés. Dans notre portefeuille d'achats futurs, nous pouvons toujours donner la priorité aux secteurs menacés.

« Le rythme de vos achats est-il aussi rapide que la disparition des espèces naturelles ? »

« Grosso modo oui, sauf pour quelques secteurs situés sur la Côte d'Azur, en Bretagne, en Corse, où il faudrait aller encore plus vite. Dans la masse de nos 4 000 hectares d'achats annuels, nous avons un volant de quelques centaines d'hectares pour courir au plus pressé. Les plans d'occupation des sols, la directive sur

le littoral — que je souhaite voir transformer en loi — jouent aussi leur rôle. Le seul reproche qu'on puisse adresser à notre système de protection, c'est qu'il arrive avec dix ans de retard.

« En 1977, M. Giscard d'Estaing avait lancé l'idée de faire payer une taxe à l'É.D.F. pour les espaces naturels littoraux occupés par les centrales nucléaires. Cette taxe aurait alimenté le budget du conservatoire. Qu'en pensez-vous ? »

« L'idée est intéressante. Je souhaite que des taxes soient affectées au Conservatoire, qui aurait ainsi des ressources garanties et une plus grande indépendance. Mais ni l'État ni le ministère des finances n'ont financé les taxes parafiscales.

« M. Michel Rocard, votre ministre de l'énergie, a souligné récemment que le Conservatoire se fasse mieux connaître pour susciter les dons des particuliers. Comment allez-vous procéder ? »

« Le Conservatoire doit en effet se faire mieux connaître, ne serait-ce que pour rendre compte de l'usage qu'il fait des fonds publics. Nous venons d'éditer une brochure. Nous allons faire des montages audio-visuels, des films, des affiches. Deux

millions de francs seront affectés à cette promotion. Il faut également que nos terrains soient clairement signalés et que le public comprenne qu'ils sont sous sa protection. Cela encouragera les donateurs, mais j'ai aussi engagé une négociation avec le ministère du budget pour que des incitations fiscales les favorisent.

« Il a toujours été entendu que la gestion des terrains du Conservatoire serait assurée par les collectivités locales. Mais lesquelles : communes, départements, régions ? Pour y faire quoi ? Et sous quel contrôle ? »

« D'abord, nous aménageons les terrains acquis : destruction de bâtiments inutiles, fixation de dunes, ouverture de « nîlers », etc. Ensuite, nous en faisons la gestion à des autorités locales. Toutes les compétences sont possibles : certaines espèces sont prises totalement en charge par une commune, qui y affecte un employé municipal. Les départements, les syndicats mixtes et même les régions peuvent le faire. En tout état de cause, il est prévu par convention que l'espace doit rester à l'état naturel. Il est interdit d'y installer même un camping. Pour contrôler tout cela, nous embauchons actuellement des gens qui ont

une formation à la fois de juriste, d'aménageur et de naturaliste.

« Devant la réussite du Conservatoire, certains proposent d'étendre sa mission aux rivières des lacs de moins de 1 000 hectares, aux rivières des fleuves et même aux montagnes en montagne. Qu'en pensez-vous ? »

« Le Conservatoire intervient dans les départements d'outre-mer. Peut-être le faire dans les territoires d'outre-mer ? La question reste ouverte. Rendra-t-on sa compétence à l'estran, c'est-à-dire au domaine public maritime qui découpe à marée basse ? Je l'ai demandé. C'est un immense domaine non entretenu où se déposent tous les pollants de la mer. Pour protéger les rives de certains lacs de moins de 1 000 hectares, on nous presse aussi d'intervenir. Par contre ni les rives des fleuves ni la montagne ne sont à l'ordre du jour. Transformer le Conservatoire du littoral en Conservatoire de la nature me paraît bien ambitieux. Restons prudents. Arrondissons petit à petit notre périmètre foncier, clarifions nos compétences, accumons de l'expérience et nous verrons... »

Propos recueillis par MARC AMBROISE-RENDU.

### RÉCUPÉRATION

## Poissons d'eau tiède à Gravelines

**L**A centrale nucléaire de Gravelines au secours de la pêche ? C'est fort possible si l'on utilise judicieusement les eaux tièdes rejetées par cette usine. Cela s'appelle l'aquaculture, mais ce n'est pas nouveau. Le Japon, premier pays du monde à s'intéresser à cette production, compte aujourd'hui un aquaculteur pour trois pêcheurs professionnels : de bons résultats ont été obtenus en Norvège et en Grande-Bretagne.

On veut donc tenter l'expérience près de la centrale de Gravelines, où seront installées des « fermes de la mer ». Récemment, M. Albert Denvers, député (P.S.), maire de Gravelines, président du conseil général du Nord et de la communauté urbaine de Dunkerque, a présenté le projet d'une zone industrielle sur l'eau de 15 hectares, où vingt-deux parcelles seraient proposées aux entreprises ou aux artisans tentant l'aquaculture. L'opération est menée par un syndicat mixte, qui

associe vingt-et-une communes et l'É.D.F.

L'utilisation de l'eau chaude permet un élevage domestique de poissons et de crustacés. On pourrait par exemple obtenir dans cette zone du littoral une grande variété d'espèces, ce qui lui fait parfois défaut. Plus encore, on fait miroiter une production aussi importante que variée : à terme, le lotissement « aquacole de Gravelines » pourra produire chaque année 1 200 tonnes de poisson.

### Ferme pilote au concours

La construction d'une parcelle coûterait 3 millions de francs, soit le prix actuel d'un petit chalet. Les promoteurs sont pourtant optimistes. Un concours international est lancé en vue de sélectionner l'avant-projet de la ferme pilote, ainsi que de la station d'essai qui permettra de tester les procédés et les matériels, mais aussi de former les futurs exploitants.

## Le Crédit National au service des Entreprises

### Quels concours demander au Crédit National ?

- ☐ Des prêts à long terme classiques pour financer les besoins durables des entreprises.
- ☐ Des prêts spéciaux à des taux préférentiels pour favoriser les exportations, les économies de matières premières et d'énergie, les créations d'emplois et la robotique.
- ☐ Des formules de crédit-bail immobilier.
- ☐ Des prêts pour des implantations à l'étranger.
- ☐ Des prêts participatifs.
- ☐ Des crédits d'équipement à moyen terme avec le concours des banques.
- ☐ Des interventions pour le compte de l'État : prêts FDES, primes, aide à l'innovation.

### Qui peut s'adresser au Crédit National ?

Toutes les entreprises du secteur concurrentiel que leur activité soit industrielle ou commerciale. Les entreprises de toutes tailles, quel que soit leur lieu d'implantation en France.



**CREDIT NATIONAL**

45 rue St Dominique 75700 Paris  
tél. : 555.91.10  
Délégation « Nord-Picardie »  
4, avenue Foch, 59000 Lille  
tél. : (20) 57.35.83.

Dep. 1.10.1.20



# LE NORD-PAS-DE-CALAIS

## RÉNOVATION URBAINE

### La belle aventure des citoyens bâtisseurs de Roubaix

MARIE-AGNES a les yeux bleus. Et une sacrée cabochne. Avec son mari, Roger Leman, elle connaît depuis quinze ans la rénovation, l'opéra et les fêtes de nuit. Elle habite des courées de l'Alma-Gare, à Roubaix, qui ont refusé, avec succès, qu'on remplace leurs laides par n'importe quoi.

Elle voulait rester ensemble. Ils y sont parvenus. Ils voulaient un quartier qui permette, comme la courée — ce sympathique entier — des relations de voisinage et, à l'occasion, une vraie solidarité. Ils l'ont eu. Mais, ils l'ont fabriqué eux-mêmes, face aux techniciens, avec les techniciens. Et leur œuvre a reçu le grand prix d'architecture de l'Institut national belge du logement.

L'histoire continue; elle étonne encore. Mais le premier chapitre de cette petite révolution réussie, de ce morceau d'utopie urbaine et sociale, mérite d'être conté. Par ceux qui l'ont faite. Les visiteurs se pressent à Roubaix, ville sinistrée par le déclin du textile, dernier refuge des damnés de la métropole urbaine, pour découvrir la brique neuve, les ruelles et les terrasses du nouveau quartier de l'Alma.

Dans cette ville de cent mille habitants, qui abrite un quart d'étrangers, dans cette cité où les usines se taisent (que faire du château fort crénelé de Motte-Bossut, fermé à l'automne, et de la rue de Crouy, dont le projet de rénovation plénière, on se prendrait facilement à douter si les plus dévoués n'avaient fait une telle démonstration de ténacité).

« Les hommes qui veulent faire quelque chose trouvent des moyens. Ceux qui ne veulent rien faire trouvent des excuses. » C'est un peu la devise des habitants de l'Alma-Gare, qui ont créé, dès 1974, un atelier populaire d'urbanisme (APU) pour discuter de leur avenir, contester le sort que leur réservaient les organismes de rénovation de l'habitat insalubre et obtenir des conditions de vie meilleures, selon leurs propres critères.

Les habitants des courées sordides, d'autant moins entretenues par les propriétaires qu'elles étaient promises à la démolition. Des maisons petites, sans confort. Les w.c. étaient dans la cour; on se lavait dans la cuisine. A l'étage, des chambres sans porte, comme des cabines de bateau.

De 1975 à 1977, deux mille habitants (sur six mille) quittèrent les lieux, découragés par les menaces de démolition, par l'incertitude. Restaient les plus pauvres, les isolés, ou ceux qui tenaient avant tout à cette solidarité.

Chaque semaine, on se réunissait dans une boutique d'occasion, à l'Alma-Gare, sous la houlette de Leman, militants des Associations populaires familiales, et actives dans le Nord, devenues depuis Confédération syndicale du cadre de vie. Ils commencèrent par une critique active et détaillée des « H.L.M. modèles » qu'on prétendait construire sur les sites et qui ne leur semblaient pas meilleures que des « courées verticales, avec un peu de

confort en plus ». D'où la défermée acharnée de leurs chères barriques. Réalistes, et pas seulement vindicatifs, comme sont les associations de défense, les habitants réclamaient des techniques qui les aideraient à comprendre le caractère des organismes d'aménagement et des officiers d'H.L.M. Des inter-prètes pour les aider à formuler leurs vœux dans la langue du dragon administratif. Bonne fête, le plan-construction, groupuscule interministériel de recherche et d'innovation dans l'habitat, leur offrit, en 1978, l'équipe attendue: un sociologue, un architecte et un juriste. Dans le même temps, en 1977, la municipalité avait réuni et se prêtait, bon gré mal gré, à un certain dialogue. Un groupe de travail réunissait les élus (socialistes depuis le début du siècle, mais de la tendance romronnante), les techniciens, et s'ouvrait aux habitants. De son côté, la Société d'aménagement et d'équipement du Nord (SAEN) avait désigné un responsable particulièrement ouvert et attentif, M. Pierre Lecomte, jeune architecte-urbaniste prêt à expérimenter, déjà complice.

remarques de bon sens. Tout se discute et s'améliore.

L'une des raisons du succès de l'Alma-Gare est la présence active d'intellectuels gauchistes qui ont choisi, plutôt que d'élaborer des chèvres, de s'installer en plein milieu urbain. Contrairement à ce qui se passe souvent, le milieu ouvrier ne les a pas rejetés, mais utilisés: « du début, ils nous ont traités comme des chiens », note Gérard Grass.

Les habitants sont restés maîtres de leur affaire. En évitant que des hiérarchies se créent, en refusant toujours la dégradation du pouvoir. Même si quelques personnes sortent du rang, apparemment de l'extérieur comme des notables d'un nouveau genre: il faut voir Marie-Agnès Leman se promener dans le quartier reconstruit, les mains dans les poches, le regard intensément appliqué à discuter un projet « politique » ou à régler

une action concrète, assidue, ininterrompue, accompagnée. Il faut voir Roger Leman, invité dans les colloques d'urbanistes et d'architectes, représenter l'« habitant », le modèle du militant de quartier, issu du peuple et l'incarnant, avec son vocabulaire, et ses notes calligraphiques au crayon...

Fortes de leur « aide technique », les habitants ont défini avec l'aménageur un catalogue précis de leurs désirs: ils voulaient retrouver dans le nouveau quartier les rues et les places nécessaires à la vie sociale, préserver les liens qui existaient entre certaines familles; on fait des courses pour la voisine impotente, les enfants sont gardés à côté; des sous-groupes marginaux de ferrailleurs s'étaient formés, ou des communautés de travailleurs célibataires à la recherche du logement le moins cher...

Pour trouver l'architecte en qui ils auraient confiance, ils ont voyagé, et découvert, dans la banlieue de Bruxelles, un ensemble qui ressemblait à leur rêve. Et on a embauché cette équipe d'architectes belges, Thierry Verbiest et le groupe AUSAP, qui viennent de construire la première tranche (380 logements, dont 80 pour les personnes âgées, une école et divers équipements). Deux concours ont été lancés pour d'autres lots et une salle de sports.

Cette première rue, avec la halle couverte, la place des Tilleuls avec l'école, les maisons qui ouvrent sur des coursives, des passages, des terrasses, des cours, sont une parfaite réussite. La brique retrouvée, claire et chaleureuse, a beaucoup plu aux habitants. Ils n'y croyaient pas vraiment. Elle a permis à l'architecte et à l'entreprise de jouer finement, d'offrir des arcades (Thierry Verbiest affirme qu'elles reviennent moins cher qu'un linteau en béton), de ciserler des corniches, des décrochements, de subtils décrochements, de subtils décrochements. On voit bien que l'architecte-urbaniste simple et familier, de l'ensemble.

Les immeubles ont deux ou trois étages et se présentent souvent comme des maisons superposées. La cour haute, les coursives, assez zigzagantes pour ne pas inquiéter, mais qui violent parfois l'intimité des logements, les ruelles et la place de l'école sont des lieux où l'on a envie de bavarder, de se rencontrer. Et les mêmes de famille s'attardent dans le hall de l'école, cette école très particulière, dont le quartier a édifié qu'elle serve le soir à d'autres activités, et qu'elle ne soit pas gérée uniquement par les enseignants et les parents, « pour rompre le cercle infernal ».

#### Choisir son logement

Car les habitants de l'Alma-Gare ne cessent de faire reculer l'utopie. Ils ont reconstruit leur quartier. Ils veulent aussi l'habiter dans le même esprit. Déjà, pour le relogement, un « atelier » avait été mis en place. Au lieu de se soumettre aux critères aveugles de l'office d'H.L.M., les gens de l'Alma ont voulu discuter tous ensemble les priorités, répartir les logements en tenant compte des liens de voisinage existants, mais sans reconstruire des ghettos soudés, faire visiter les logements, donner le choix.

Cela n'alla pas sans crises et secousses: il y avait, par exemple, douze familles candidates pour les onze premières maisons de l'avenue du Fort-Frazer. On avait cru que les nouveaux logés, et beaux, seraient trop chers. On découvrit que l'« aide personnalisée au logement (A.P.L.) » rendait abordables pour les familles les plus pauvres, mais inaccessibles à celles qui disposaient, par exemple, d'un deuxième salaire. On voulait aussi mêler la population d'origine à des nouveaux venus; il fallut faire un effort de promotion, ouvrir un logement-témoign, redorer l'image de marque du quartier, dont la notoriété nationale ne convainquit pas tous les roublais.

Une école puis comme les autres des logements attribués, un quartier qui va

par un grand vitrail moderne et laque, un peu « arts déco » dans son dessin, ce hall est manifestement un lieu public, un centre pour la vie sociale, un « prolongement de la place ».

En refusant ces écoles horizontales qu'on prête aujourd'hui parce que les escaliers c'est dangereux, en exigeant que l'école soit plus haute que large, et ensermée entre deux immeubles de logements, les habitants et les architectes en ont fait un monument collectif. Et ce qui s'y passe depuis trois mois, dans un quartier où il faut intégrer les étrangers et faire progresser chacun, vaut bien à la hauteur du symbole.

grandir, sans se trahir, cela ne suffisait pas: les habitants de l'Alma ont mis aussi le doigt sur un problème de fond, l'emploi, le développement économique. Là aussi, ils ont des propositions originales à faire, et ils ont préparé un dossier pour la commission Dubedout, nouvel interlocuteur des quartiers déshérités.

Pour commencer, ils ont ouvert un atelier-cuisine, sorte de restaurant collectif autogéré et ils ont remplacé l'« inévitable » gardien-concierge-garde-chiourme » des grands ensembles par une « régie technique » qui répartit l'entretien des cours et des escaliers, la surveillance des lieux communs, les réparations et la maintenance entre vingt-sept employés, qui habitent là, évidemment.

Les gens de l'Alma-Gare ont la tête dure. La preuve, ils ont refusé qu'on colle à l'entrée des boîtes aux lettres collectives, et qu'on les désigne par escalier A, B, C, X. Ils refusent d'être un grand ensemble. Ils forment un quartier de ville. Et, après six mois de négociations, ils ont obtenu que chacun ait sa boîte aux lettres. Rappelons l'adresse: Atelier populaire d'urbanisme, 85 rue de France, à Roubaix.

MICHELLE CHAMPENOIS.  
★ Une exposition sera présentée à Paris, à la fin avril, à l'Institut français d'architecture, rue de Valenciennes.

#### Tout se discute et s'améliore

De haute lutte, l'atelier populaire fit respecter, dans ce travail de concertation, les grands principes: personnes à l'Alma-Gare n'est obligé de « participer » ni de « prendre sa carte à l'APU »; mais tout le monde a le droit d'être partout, de voir comment les décisions se prennent, de mettre son grain de sel. Cette incontestable démocratie directe, avec les difficultés de langage, les heures et les malentendus, les lenteurs et les blocages, a constamment été utilisée: les réunions se font à cinq, ou à cinquante. Les tensions sont entretenues; les mécanismes deviennent, à la longue, transparents.

Au bout du compte, le système sert, selon la formule de Gérard Grass, sociologue parisien qui vit l'aventure depuis cinq ans, à « dissoudre la cornue ». Un programme technocratique ne tient pas, face aux

remarques de bon sens. Tout se discute et s'améliore.

L'une des raisons du succès de l'Alma-Gare est la présence active d'intellectuels gauchistes qui ont choisi, plutôt que d'élaborer des chèvres, de s'installer en plein milieu urbain. Contrairement à ce qui se passe souvent, le milieu ouvrier ne les a pas rejetés, mais utilisés: « du début, ils nous ont traités comme des chiens », note Gérard Grass.

Les habitants sont restés maîtres de leur affaire. En évitant que des hiérarchies se créent, en refusant toujours la dégradation du pouvoir. Même si quelques personnes sortent du rang, apparemment de l'extérieur comme des notables d'un nouveau genre: il faut voir Marie-Agnès Leman se promener dans le quartier reconstruit, les mains dans les poches, le regard intensément appliqué à discuter un projet « politique » ou à régler

## RELANCE SPORTIVE

### Onze hommes avec un ballon qui ne tourne pas rond

AVEC ses treize mille pratiquants licenciés, ses trente-trois salles, ses vingtaine de terrains, ses six piscines et ses deux grands stades, le Sporting Club de Lille est, en apparence, une ville relativement sportive. Pourtant, à y regarder de plus près, rares sont ses équipes ou ses individualités qui évoluent au plus haut niveau national. En dehors du Lille Olympique Sporting Club (LOSC), la vitrine de la municipalité, dont les footballeurs ont remporté la première division après une sombre période, seuls sont dans ce cas, au plan collectif, le Lille Université Sport (LUS) en hand-ball, le Lille Hockey Club ou

encore le LUC en hockey sur gazon. Dernier grand club de la métropole: l'A.S.P.T.T. Lille, à vocation omnisports, et qui, il y a peu, s'illustrait grâce à ses judokas.

Pour le reste, ne subsistent plus que quelques clubs de quartier. Sans doute est-ce pour cette raison que le conseil municipal consacre des efforts importants en faveur du LOSC. Ainsi, en 1981, la subvention allouée au club lillois représentait près des deux tiers du budget de fonctionnement consacré au sport.

M. Mauroy et ses amis ont cependant voulu contrôler l'utilisation des deniers des contribuables en aidant à la création d'une société anonyme d'économie mixte sportive, Ne pas vivre au-dessus de ses moyens.

Né le 23 décembre 1944 de la fusion de l'Olympique lillois et du Sporting Club lillois, deux clubs qui dominaient le football français avant la deuxième guerre mondiale, le Lille Olympique Sporting Club a eu tout fait de se hisser au sommet de la hiérarchie nationale. Deux titres de champion de France et cinq victoires en coupe, remportées en tout juste dix ans, attestent de la valeur de cette formation, dans laquelle opèrent quelques-uns des plus prestigieux joueurs de l'Hexagone: Julien De Ruy, Marcel Somerlinck, Jean Baratte, Jules Bigot et bien d'autres. Gloire et honneurs s'accumulent. Aucun objectif ne paraissait trop élevé pour cette équipe qui bénéficiait en outre d'un réservoir appréciable de joueurs issus des départements du Nord et du Pas-de-Calais.

Lille n'est pas Marseille, mais les premiers rangs sont tout de même arrivés sous forme d'un canular. On est en 1954, et lors de la Coupe du monde, organisée en Suisse, un avant-centre hongrois, répondant au nom de Zacharias, produit une forte impression. Peu après, M. Louis Harno, président du LOSC, obtint sa signature devant toute la presse, spécialement réunie à Paris. Or, au grand dam des dirigeants nordistes, qui croyaient avoir réalisé un joli coup de filet, leur Zacharias n'était

Première sanction: une coupe somnolante dans l'effectif lillois. Les sept joueurs les mieux payés sont remerciés. Deuxième mesure prise sous la pression municipale: la création d'une association pour le développement et la promotion du LOSC (A.D.P.L.). La première année, la ville apportera 1 300 000 francs pour financer essentiellement le centre de formation. Le redressement est immédiat. Il se manifeste sur le terrain, puisque, sous la houlette de son nouvel entraîneur, M. José Arribas, le LOSC retrouve sa place en première division. Financièrement, il est tout aussi tangible, puisqu'une part importante du passif est épongée en un an. M. Jacques Dewailly, le président de l'A.D.P.L., et les deux présidents délégués, M. Jacques Amyot, chargé de la partie financière, et Roger Deschott, qui s'occupe plus spécialement de l'organisation technique, ont mené à bien leur mission.

Pour M. Mauroy, le moment est venu d'aborder le deuxième volet de sa politique d'assainissement. Son objectif est de clarifier, voire de moraliser, la gestion d'un club professionnel. Et, en dépit de l'opposition des élus communistes, le 28 mai 1979, le conseil municipal adopte une résolution engageant la ville à participer à la création d'une société anonyme d'économie mixte sportive (S.A.E.M.).

« A partir du moment, explique M. Mauroy, où les collectivités locales apportent leur concours financier et qu'elles font ainsi usage des fonds publics, il est normal qu'elles en contrôlent l'utilisation afin que les clubs ne vivent pas au-dessus de leurs moyens. » En fait, l'A.D.P.L. préfigurait le S.A.E.M., qui voit officiellement le jour le 3 juillet 1980. 49 % des parts de la nouvelle société sont détenues par la municipalité, 35 % par le LOSC, 16 % par les sponsors, les participants et le club des supporters. Toutefois, pour éviter la malimise d'une société commerciale sur le LOSC, aucun actionnaire privé ne peut détenir plus de 3 % du capital. C'est la première expérience de ce genre effectuée dans le football français (1).

Dix-huit mois après son installation, la formule est-elle positive sous tous ses aspects?

Pour en juger en toute connaissance de cause, il convient de décrire une première évidence: en aucune façon elle ne garantit les succès sportifs. A l'issue du dernier championnat, la place du LOSC en première division n'a d'ailleurs tenu qu'à un fil. Comme toujours en pareil cas, les mauvais résultats ont eu une répercussion directe sur l'affluence aux guichets. Calculée sur une moyenne a priori raisonnable de treize mille spectateurs par match à domicile, elle ne s'est élevée qu'à dix-neuf mille onze mille cinq cents. Force est de constater en outre que la désaffection du public local aurait été encore plus forte sans le bon parcours

du LOSC (quart de finaliste) en Coupe de France.

Des recettes moins importantes que prévu, c'est selon M. Amyot la seule justification du léger déficit (218 592,95 francs) enregistré par le club au 30 juin 1981. Coïncidence ou pas, cette somme correspond à 10 000 francs près au manque à gagner estimé par les services comptables du LOSC, qui, constitué en société d'économie mixte, a perdu les avantages fiscaux — par exemple les quatre demi-taxes par an sur le prix des places, plus éventuellement les exonérations complètes accordées sur décision des conseils municipaux — auxquelles il avait droit, les associations régies par la loi de 1901. Au point de vue strictement fiscal, la S.A.E.M. sportive présente donc dans sa forme actuelle des inconvénients non né-

## MÉTRO

### Quatre stations... et la suite

PARI tenu pour le métro de Lille. La première ligne, lancée à partir de la ville nouvelle de Villeneuve-d'Ascq et qui aboutit au centre hospitalier régional après avoir traversé complètement la ville de Lille, soit 12,500 km, sera prête en 1983. La galerie est déjà creusée sur plus des deux tiers du parcours, et des stations sont en cours d'aménagement. Au début de cette année 1982, on en est à l'exploitation dite « pré-commerciale » sur quatre stations à partir de Villeneuve-d'Ascq. Le public est admis dans les véhicules à l'occasion d'opérations « portes ouvertes » hebdomadaires.

Ainsi va fonctionner le VAL (véhicule automatique léger) conçu par M. Gabilliet, chercheur de l'université de Lille, et réalisé par la société Maba. Ce nouveau système, qu'on espère

exporter, a été mis à l'épreuve en 1975 et 1976 par la création de deux prototypes, qui ont parcouru chacun plus de 30 000 kilomètres sur un polygone d'essai créé à cet effet.

En 1983 le métro sera donc ouvert sur les 12,500 kilomètres de la première ligne, et l'on parle déjà de la seconde. Si le calendrier a été respecté, on le doit à tous les participants mais il faut souligner l'action personnelle et efficace du président de la communauté urbaine, M. Arthur Notebaert (P.S.), qui a suivi ce dossier avec passion. Le coût de l'investissement pour la première ligne est de 1 610 millions de francs (valeur hors taxes 1977). C'est l'opération relative à un équipement de service public la plus importante entreprise par la communauté urbaine de Lille.

gigantesques que dénonce avec force M. Amyot: « On a voulu jouer le jeu de la transparence et on s'est fait piéger. » Des démarches visant à l'amélioration du système ont cependant été entreprises auprès des pouvoirs publics. Devant le caractère exemplaire de l'expérience lilloise, tout porte à croire qu'elles aboutiront. Mais tous les problèmes du LOSC ne seront pas résolus pour autant. A preuve, les dirigeants souhaitent voir passer la subvention municipale de 2 300 000 francs en 1981 à 3 570 000 francs cette année.

Pourquoi cette forte augmentation qui, au cas où la commission des finances de la ville, puis le conseil municipal, donneraient leur aval, profiterait surtout au club professionnel, tandis que le centre de formation se contenterait d'une actualisation? Tout simplement parce que les supporters se lassent de voir leur équipe (huitième actuellement avec un calendrier difficile) jouer un rôle modeste dans le championnat national. Autre explication: l'ensemble des dirigeants lillois ont fini par admettre que d'un centre de formation — si opérationnel soit-il — ne peut sortir une génération capable à elle seule de renouer avec le glorieux passé. C'est si vrai que, pour l'heure, Saint-Flaque, Henry, Driesset et Péan sont les seuls étudiants à part entière à en être issus.

Dans le but de jouer une Coupe d'Europe à court terme et ainsi de donner satisfaction à son exigent public, le LOSC a donc choisi d'investir pour se renforcer. Son budget global pour la saison 1981-1982 de 15 millions de francs, il reste à savoir si les élus locaux accepteront sans rechigner d'accroître leur aide de 1 250 000 francs, tout en sachant que les résultats sportifs sont très incertains et que la politique basée sur l'achat au prix fort de mercenaires n'a jamais réussi au club lillois. Réponses couramment attendues.

JEAN-MARIE SAFRA.

(1) Une expérience identique débute à Mulhouse.

Le Monde

Faits et pro

DE NOUVELLE POLITIQUE LILLOISE

ET VERT POUR NOUVEAU

POUR LA FRANCE

## TRANSPORTS

Rhin-Rhône en 1983

CORRESPONDANT

DES MILIARDS DE FRANCS

Journal de Lille











CINÉMA

«LES FANTASMES DE MADAME JORDAN» de Dusan Makavejev

La revanche des immigrés

Tourné à Stockholm, en 1981, ce film du cinéaste yougoslave Dusan Makavejev, présenté au dernier Festival de Cannes sous pavillon suédois, s'appelle, alors *Montenegro ou les perles et les cochons*. Titre moins « commercial », évidemment, que *Les fantasmes de Madame Jordan*, assorti, sur les placards publicitaires, d'une référence à *Sweet movie*, « chef-d'œuvre du cinéma érotique ». Ces méthodes ne sont pas nouvelles mais enfin, les spectateurs ont le droit d'être mieux informés.

Chez Makavejev, l'érotisme n'est pas une fin en soi. C'est — on l'avait bien vu dans *W.R. les mystères de l'orgasme* et, surtout, dans *Sweet movie*, — un élément de provocation, de révolte politique contre l'ordre bourgeois des pays capitalistes et le puritanisme des pays socialistes. En s'aventurant dans le « paradis suédois », Makavejev n'a pas renoncé à son inspiration habituelle, mais il a traité l'érotisme par l'absurde, et cela change quelque peu les perspectives.

Epouse américaine d'un homme d'affaires suédois, Marilyn Jordan, pour avoir manqué l'avion qui devait l'emmener au Brésil avec son mari, se retrouve en compagnie d'une jeune immigrée yougoslave, Tinka, d'un jeune homme, Montenegro, dont elle avait remarqué, au zoo où il est employé, la virilité fascinante. Elle va vivre, dans un bouill-bouill, une aventure bizarre.

Makavejev a conduit son scénario sur un renversement des valeurs sociales. Sorti du confort feutré, ennuyé, où seul son beau-père, qui se prend pour Buffalo Bill et veut se remarier à quatre-vingt-quatre ans, apporte une note de folie douce, Marilyn Jordan est totalement « livrée » (et ce qu'elle représente avec elle) par la mentalité bohème, les mille et un tours des immigrés et des « métèques », travailleurs ou non.

Des abonnements à prix réduit pour les spectateurs de cinéma

La Fédération nationale du cinéma français, le ministre de la culture, le ministre de l'économie et des finances, ont décidé de signer un accord qui prévoit la mise en place d'ici deux mois d'un système d'abonnements à prix réduit dans les salles de cinéma.

La réduction serait de 30 %, valable tous les jours de la semaine (y compris les samedi et dimanche) et compléterait celle déjà appliquée le lundi et, dans certains cas, en faveur des personnes âgées, des étudiants, des chômeurs, des comités d'entreprise. D'autre part, le rythme d'augmentation du prix des places devrait être ralenti en 1982.

EDITION

Création d'un « observatoire des prix » du livre

Un « observatoire des prix » du livre, placé auprès du directeur du livre, vient d'être créé « pour veiller à la pleine application de la loi sur le prix unique du livre », a annoncé vendredi 22 janvier un communiqué du ministère de la culture.

Cette initiative a été prise par MM. Jack Lang, ministre de la culture, Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, et M<sup>me</sup> Catherine Lalumière, ministre de la consommation.

L'animation de ces travaux sera assurée conjointement par la direction générale de la concurrence et de la consommation et la direction du livre, indique le communiqué, qui précise que les professionnels du livre y seront directement et régulièrement associés.

Cet « observatoire des prix », qui tiendra une réunion mensuelle, aura pour mission d'« assurer le respect des engagements de stabilisation et de modération des prix souscrits par les éditeurs, d'informer l'opinion sur l'évolution des prix des livres et de leurs composantes, d'analyser les marges des distributeurs et d'encourager les efforts entrepris par les éditeurs pour abaisser les prix d'un grand nombre d'ouvrages ».

qui « exploitent », d'une certaine manière, la société de consommation.

Que le bel et ardent Montenegro (Svetozar Cvetkovic) excite M<sup>me</sup> Jordan (Susan Anspach, remarquable en femme frustrée naviguant entre deux univers), cela ne fait pas de doute. Mais le monde des immigrés, des étrangers, prend une revanche évidente, en partie par la sexualité, en partie par les mauvaises manières et les comportements délinquants. L'agression verbale et le burlesque façon Marx Brothers, les gags surréalistes façon Bunuel, dynamisent le parcours de la bourgeoisie heureuse de se dévoyer, et dont l'époux semble, un moment, se consoler... avec son psychiatre. Les perles et les cochons ne sont pas forcément là où l'échelle sociale les place.

Ce film est très drôle, même s'il pêche, dans sa deuxième moitié, par une accumulation trop systématique d'effets saugrenus. Makavejev n'a qu'à moitié réussi dans son propos. Il lui reste le mérite d'avoir traité, avec un humour décapant, le problème d'une certaine immigration.

JACQUES SICLIER.

\* Voir les films nouveaux.

MUSIQUE

« Les Contes d'Hoffmann » à Lyon

UNE RUPTURE DE STYLE

L'Opéra de Lyon avait audacieusement projeté de donner pour la première fois en France la « nouvelle » version des Contes d'Hoffmann, d'Offenbach, réalisée par Fritz Oeser, dont nous avons dit la grande beauté et le prodigieux renouvellement qu'elle opère sur des bases historiques rigoureuses, lors des représentations de Florence (le Monde du 23 décembre 1980), mais l'acte de Giulietta, la courtisane, laissé à l'état d'ébauche par le compositeur, y apparaît d'une telle complexité et d'une telle ampleur que Louis Erlo a dû renoncer pour le moment à intégrer cette partie dans la reconstitution restée d'ailleurs assez problématique. Cependant, le retour à la version habituelle pour cet acte constitue une solution assez bâtarde, tant il fait apparaître une rupture de style avec le travail de Fritz Oeser pour les autres parties.

Les Contes d'Hoffmann étant censés se dérouler en marge d'une représentation de Don Giovanni, le décorateur Roberto Platé a conçu un assez formidable décor à double (et parfois triple) scène, la taverne des amis d'Hoffmann s'ouvrant sur une salle d'opéra vertigineuse et superbe, d'un effet particulièrement saisissant lors de la fin d'Antonio, la cantatrice qui meurt de chœur.

Ce dispositif a l'inconvénient de maintenir l'action dans un cadre très opéra du dix-neuvième siècle, pour une œuvre qui a connu ces derniers temps les prodigieuses « libérations » visuelles de Chéreau-Peduzzi à Paris, et de Ronconi-Champas à Florence. Il est

LES FILMS FANTASTIQUES AU FESTIVAL D'AVORIAZ

Petite semaine

Comme à l'accoutumée, à Avoriaz, les États-Unis sont largement représentés. La *Galaxie de la terreur*, de Bruce Clark, est un essai d'Allen et n'a de terrifiant que son absence de scénario. On peut dire le même chose de la *Forme de la terreur*, sauf que le film de Wes Craven n'a rien de commun avec Allen.

L'un des rares intérêts de *Ghost Story* (le Fantôme de Milburn) est de revoir Douglas Fairbanks Junior. L'ennui est que le réalisateur, John Irvin, le fait mourir très vite. Plus chanceux, Fred Astaire se tire sain et sauf de cette histoire où le personnage central, un revenant, n'en finit pas de revenir, usant sans scrupule des mêmes effets. Sans être de grande facture, *Vidocrome* (Loker), de Michael Crichton, avec James Coburn, est peut-être ce que l'on a vu de mieux pour le moment. La science mise au service de la télévision pour manipuler les masses (projection de la publicité subliminale) n'est pas un thème nouveau, mais il est exploité ici de façon assez réaliste.

La déception, c'est surtout *The Hand of Oliver Stone*. Tranchée dans un accident, la main d'un dessinateur étrange se rapproche. On attendait mieux que ce scénario qui

traîne en longueur et n'épargne pas les clichés sur la schizophrénie.

Au-delà de la propagande un peu simpliste, le film russe *A travers les ronces vers les étoiles*, de Richard Victorov, séduit par son côté désuet et ses effets un peu pauvres qui rappellent les séries de Buck Rogers. De façon générale, ce film suit les mêmes schémas que les autres, repose essentiellement sur la surprise créée par l'environnement sonore et participe du même manque d'imagination.

Le part du rêve est délaissé au profit, du frisson à la petite semaine, et quand on pense au seul film qui revêt un caractère fantastique, *Kagero-Za*, du Japonais Seijun Suzuki, la première chose qui vient à l'esprit c'est qu'il est long. En attendant la *Mad Max II*, on peut se consoler avec les rétrospectives (*La Nuit du chasseur*, le *Récupérateur de cadavres*) tout en ayant une pensée nostalgique pour *Elephant Man* et *Fade to Black*, qui avaient été présentés l'année passée. Il est difficile de ne pas songer que les membres du jury auront du mal à s'écarter du coup du sort.

ALAIN WAIS.

FORMES

« Ici en deux »

La peinture de Geneviève Asse attendait André du Bouchet, le poète d'André du Bouchet attendait Geneviève Asse. La rencontre n'est produite. On ne peut plus parler pour elle d'équivalence, encore moins d'illustration. C'est « identification » qui s'impose devant *Ici en deux*, titre prédestiné. On en peut suivre le déroulement sur les précieux feuillets déployés, trop peu de temps, à la Hanz (1). Chaque mot du poème est suspendu dans un air rareté au possible, liché goutte à goutte et rompu à peine le silence de la page vierge, semble, à la suite d'une involontaire concertation, coller à l'un des aspects des gravures. On lit : « Ce qui en dit separe les choses », on voit les lignes médianes divisant l'espace. L'« intérieur » du poète filtre la lumière, élément vital du poème. « Le bleu l'a dépassé... », n'est-ce pas celui auquel Geneviève Asse voue, ce bleu assourdi qu'on retrouve en ses nuances infinies dans les autres œuvres visibles ?

Ces livres luxueux, publiés par les éditions Quatre, ont été présentés à une exposition aux ambitions justifiées, à une petite rétrospective de gravures dont la plupart sont postérieures au catalogue raisonné de Rainer Michael Mason (1977). Pointes, stiches, burins, aquatintes, ces techniques, souvent mixtes, se succèdent sur les murs et dans les vitrines. *Trajectoire bleue*, *Déclivité bleue*, diagonales, verticales, etc., témoignent de la même rigoureuse exigence à l'assaut de l'insaisissable. Et la peinture n'est pas absente. On rapprochera d'une étonnante lithographie, *Ouverture de la nuit*, au bleu profond grumelet de noir et laqué par l'effet d'une fente horizontale, les brutes sur papier, ces *Distances* que prend Geneviève Asse et où les blancs ont leur mot à chuchoter.

Le silence enveloppe aussi les visions alléguées de Lalan la mysticienne. Vision ? Certes, ce sont des paysages, mais on les dirait surgis des brumes du rêve, comme ces pitons enroulés de nuages (2). Leur fluidité, qui n'achève pas la netteté, empêche l'artiste de renier ses origines chinoises, même si elle s'est acclimatée à notre Occident. Lalan exprime moins qu'elle ne suggère. *Archipel*, *Montagne aux larmes*, *Revers-vos des larmes*, la *Reflex* jeune presque impalpable, ces titres pichés au hasard vous transportent dans une patrie idéale, avec leurs dominantes bleues, ocre pâle, violacées. Tout est invitation au voyage, même les grandes vides que la méditation envahit.

Les deux sculpteurs jumelés à la galerie Pierre Lecoq (3) devraient former un mélange détonnant. Pas du tout. Ils se complètent. Les marbres lisses du Japonais Tezuo Harada, alternance de formes molles pétrifiées et de volumes

d'une dure géométrie (tout est possible à Carrare), expriment non sans beauté un équilibre à peine transposé. En revanche, les constructions de bois qu'Alex Burke peint en noir réduisent tout à l'essence. Burke utilise de vieux barreaux de portes (ou de volets ?) qui ont gardé leurs charnières, on des espaces des déchets de toute sorte, lacerés, morceaux de vêtements, de chaussettes. Mises à l'écart, on ne se dégage de cette ténébreuse évocation une poignante humanité.

Avec la réunion de quatre Brésiliens (4) d'origine ou d'adoption (ce fabuleux pays peut tout digérer), les amateurs de contrastes sont servis. Le dosage du chaud et du froid, du pigment et du blanc, n'a rien de géométrique, au contraire, pour que chacun soit le faire-valoir de son voisin, et c'est le cas. Les tableaux servent d'environnement à Lihua, sculpteur dont il n'est déjà arrivé de vanter les mérites. Ici, pas de créations monumentales, mais leur puissance, leur hardiesse, se reconnaissent dans ses brèches à hauteur d'homme. Les reliques de Daja, souples réseaux froissés, se lèvent et se meuvent sur des toiles peintes. J'ai un faible pour les blancs, mais les couleurs ont aussi leur poésie.

Quelle vivante antithèse (vivante est le mot) avec les créatures surréelles, angéliques, magnifiquement dominées et peuplées, de Flavio-Shiro, comparables métaphoriquement à des frusques, que je mets très haut ! Sans mentir, Flavio-Shiro est le miroir de notre époque, pas le moins du monde déformant, malgré les apparences. Autre antithèse, au moins dans le faire : les machines de Francisco Melo, dont le corps humain est l'un des rouages, minutieusement peintes, schèmes d'une enchevêtrement sur futur.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) 14, rue de l'Abbaye.
- (2) Bellini, 28 bis, boulevard de Sébastopol.
- (3) 28, rue Pierre-Lecoq.
- (4) Galerie Bellechasse, 10, rue de Bellechasse.

ERRATA. — Dans une précédente chronique (le Monde daté 10-11 janvier), en ce qui concerne la disparition de Madeleine Grenier, nous avons écrit que, fille du philosophe Jean Grenier, « elle n'avait jamais cherché à profiter de cette référence », et non, comme on a pu lire : « Elle avait pourtant cherché à profiter... ». D'autre part, un glissement de virgule risque d'induire sur la Guyane (97190) les éventuels amateurs de la revue *Incisions*, domiciliée 9, rue des Fontanelles, 7190 Encassimes.

A Pékin

« CARMEN » SERA PRÉSENTÉ AU GRAND PUBLIC

Le grand public chinois pourra finalement voir *Carmen* à partir du 25 janvier, après trois semaines de représentations réservées à un auditoire choisi et de doute sur l'avenir de cet opéra en Chine, notamment pour des raisons idéologiques (le Monde du 19 janvier).

De son côté, René Terrasson, qui a dirigé la mise en scène à Pékin, a confirmé qu'il y aurait certainement une tournée en province.

Le violoncelliste Xavier Cugat, premier prix du Conservatoire national supérieur de Paris, vient de remporter, à Sao-Paulo, le premier prix du concours international Aldo-Piarrot.

LE GROUPE  
**tse**  
JOUE  
**trio**  
THEATRE MODERNE  
25, RUE BLANCHE 75009 - 250.09.30

TEP  
797 96 06  
17 rue Molière, Paris 6<sup>e</sup> - métro Gambetta  
à partir de mardi 26

GIOVANNA MARINI  
EN TRUCCA WOL AVE  
PATRIZIA NASINI  
MARIA TOMMASO  
MUCILLA GALEAZZI

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
DIRECTION : MARIE-CLAIRE VALENE  
27 ET 28 JANVIER 1982 A 20H30  
ENGLISH BACH FESTIVAL  
DIRECTOR : LINA LALANDI, O.B.E.  
JEAN-PHILIPPE RAMÉAU  
CASTOR ET POLLUX  
VERSION 1764  
ENGLISH BACH FESTIVAL BAROQUE ORCHESTRA  
DIRECTION : CHARLES FARNOUMBE  
ENGLISH BACH FESTIVAL DANCERS  
CHOREGRAPHIE : BELINDA QUIREY  
MISE EN SCÈNE BAROQUE DE TOM HAWKES  
COSTUMES RÉALISÉS D'APRÈS LES ORIGINAUX  
Castor : PETER JEFFES - Pollux : JIAN CADDY  
Télé : JENNIFER SMITH  
LOCATION AUX GUICHETS ET PAR TÉLÉPHONE AU 723.47.77  
TOUS LES JOURS DE 11H À 19H SAUF DIMANCHE - ENAC ET AGENCES

MERCREDI  
MONSIEUR BACH PRÉSENTE  
LINO VENTURA  
MICHEL PICCOLI  
BRUNO CREMER  
YVES BOISSET  
ESPION  
LÈVE-TOI  
MICHEL AUDIARD  
BERNARD FRESSON  
HEINZ BENNETT  
ENNIO MORRICONE  
KRISTYNA JANDA

ASSOCIATION POUR LA COLLABORATION DES INTERPRÈTES ET DES COMPOSITEURS

MARDI 26 JANVIER KURT WEILL PABST ou L'OPÉRA DE QUAT'SOUS	MERCREDI 27 JANVIER PROKOFIEV EISENSTEIN ou ALEXANDRE NEVSKI	JEUDI 28 JANVIER MILHAUD MALRAUX ou L'ESPOIR
--------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------

Les projections seront suivies d'une discussion avec les invités de l'A.C.I.C. : M<sup>me</sup> Madeleine MILHAUD, M<sup>me</sup> Alain LACOMBE et Lionel RICHARD, et d'autres participants éventuels.

A 20 H 30 AU  
CENTRE CULTUREL SUÉDOIS  
11, rue Poyanne, Paris (3<sup>e</sup>)  
Prix des places : 10 F  
Location sur place une demi-heure avant les séances







# RADIO-TÉLÉVISION

APRÈS LA PUBLICATION DES DÉCRETS SUR LES RADIOS PRIVÉES

## OU TROUVER L'ARGENT ?

Alors que la loi du 9 novembre 1981 sur les radios privées locales est désormais applicable et que s'installe la commission consultative chargée de donner des avis sur les dérogations au monopole (le Monde du 22 janvier), la question du financement des radios autorisées reste posée. La publication des décrets concernant les radios privées était attendue avec impatience par l'ensemble des responsables de radios, mais leurs organisations représentatives ne manquent pas aujourd'hui de rappeler leur inquiétude devant l'absence de propositions concrètes du gouvernement sur les ressources dont elles pourraient disposer. Après le SIRTI (Syndicat interprofessionnel des radios et télévisions indépendantes),

qui, par l'intermédiaire de son président, M. Patrick Meyer, s'interroge sur le moyen de rémunérer animateurs, auteurs et compositeurs (le Monde du 23 janvier), l'ALFO (Association pour la libération des ondes) et la F.N.R.T.L.L. (Fédération nationale des radios et télévisions locales et indépendantes) expriment à leur tour leur inquiétude en ce domaine. Quant aux radios libres elles-mêmes, l'interdiction de ressources publicitaires semble avoir nui à l'imaginaire de leurs responsables, obligés cependant — comme c'est le cas à Brest — de recourir à des sources de financement très diverses et parfois de contourner habilement la loi.

### Les fédérations : inquiétude et propositions

Pour l'ALFO (Association pour la libération des ondes), « la publication du cahier des charges et le début des travaux de la commission d'attribution des fréquences ne garantissent en rien l'avenir des radios libres. (...) L'interdiction de la publicité fausse le débat et favorise outremanière les radios politiques ou confessionnelles. La loi actuelle en encourageant que des dérogations ne saurait être que provisoire, dans l'attente d'un débat parlementaire sur l'audiovisuel qui aura, entre autres, pour tâche de consacrer l'existence d'un secteur audiovisuel pleinement indépendant face au service public ».

forces sociales » sur la question du financement et sur la base des propositions de la commission Moynet. Estimant que « des mesures immédiates et concrètes » s'imposent pour 1982, elle propose aux pouvoirs publics « un plan ORSEC pour les radios locales » qui devrait, selon elle, permettre la création de plus de trois cents stations. Parmi les suggestions de la F.N.R.T.L.L. figurent notamment :

- Un ensemble de mesures fiscales exceptionnelles relatives aux associations de radios locales (exonération de T.V.A., de taxes professionnelles...);
- Une priorité accordée aux radios locales dans toutes les aides touchant la création d'emplois;
- L'encouragement fait aux conseils régionaux et aux conseils généraux de créer une ligne budgétaire de subventions aux radios locales en 1982;
- L'autorisation aux collectivités locales d'augmenter la taxe locale sur la publicité en l'affectant aux radios locales;
- La création d'un fonds conjoncturel exceptionnel 1982 alimenté par le supplément de recettes dû à une augmentation de la publicité à la télévision et par la création d'une souscription nationale déduite de l'impôt sur le revenu, allant pour moitié aux radios locales qui la prendraient en charge;
- La création d'une ligne budgétaire spécifique au sein des fonds d'intervention interministériels (FIC, FIAT, Fond de la formation permanente...) permettant d'encourager des activités socioculturelles, socio-éducatives ou socio-économiques utilisant les radios locales. (...)

## L'exemple de Radio-Chrysal

(De notre correspondante)

Brest. — Née de l'initiative des Jeunes socialistes lors du passage du candidat François Mitterrand à Brest au printemps dernier, installée dans les locaux de la municipalité (Union de la gauche), Radio-Brest Atlantique (R.B.A.), après des velléités d'indépendance financière acquies, grâce à la publicité, vivait depuis le vote de la loi sur les radios privées par l'Assemblée nationale. L'absence de moyens avait amené les volontaires du début, parmi lesquels on comptait bon nombre d'étudiants et de chômeurs, à trouver d'autres ressources. La subvention de 392 000 F, accordée pour six mois par la municipalité le 18 janvier, devrait permettre à R.B.A. de payer trois permanents.

Radio-Chrysal, créée en septembre 1981 par « des passionnés de la radio » qui voulaient à tout prix conserver leur indépendance et autofinancer le projet, se définit comme un média dynamique de loisirs, de sports, de cinéma. « Nous ne défendons aucune idée politique », affirme M. Jean-Claude Dumoret, l'un des responsables de Radio-Chrysal. « Nous avons voulu faire une radio musicale » grand public — qui fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre et propose des émissions le soir aux jeunes, et aux moins jeunes dans la journée. »

disco-jockeys qui se succèdent au studio enseignent le bon usage du micro. Anciens démarcheurs publicitaires, les responsables de la station ont su convaincre les commerçants de les aider.

La encore, l'interdiction d'ouvrir les ondes à la publicité a mis la radio en danger. Radio-Chrysal a donc lancé une campagne de soutien. Bilan de l'opération : selon les animateurs, douze mille lettres et 50 000 F en caisse. D'autre part, les responsables ont décidé de publier un journal bimensuel gratuit, financé par la publicité. Les bénéficiaires de la S.A.R.L. de presse (40 000 F par mois) sont versés à la radio. Ainsi, Chrysal Magazine finance Radio-Chrysal. Mais ces fonds ne prêtent pas à la radio locale que pour un mois et demi environ. A Brest, comme ailleurs, les radios attendent le verdict de la commission nationale qui accordera les dérogations.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

### POINT DE VUE

M. JACQUES HÉBERT vient d'être sanctionné pour avoir gravement manqué à la règle de l'objectivité de l'information télévisuelle. Il lui est, en réalité, reproché d'avoir « manipulé » la bande originale de l'enregistrement d'une interview (1).

Ce qui est déjà l'affaire Jacques Hébert montre bien que la télévision a besoin d'un code de déontologie. Beaucoup de gens, invités à participer à une émission, poussés par la perspective de se voir et de se faire voir sur le petit écran, acceptent, sans s'inquiéter de savoir quelle sera la nature et la forme de cette participation ni quel sera le sort de leurs déclarations. Puis, quand leur image et leurs propos « passent » effectivement, combien de fois ne sont-ils pas stupéfaits, voire indignés de la façon dont leur interview a été découpée, amputée ou confrontée artificiellement à d'autres, et, en définitive, déformée ?

## Les pièges

par DANIEL AMSON (\*)

Ne parlons pas de coupures faites dans l'interview ; c'est là monnaie courante. Mais, signaux d'autres procédés plus « sophistiqués », qui sont, hélas, pratiqués de temps à autre.

En 1969, deux réalisateurs de télévision avaient, pour une émission d'histoire contemporaine, recueilli les témoignages de deux anciens ministres de la IV<sup>e</sup> République, MM. Jules Moch et Christian Pineau, et les avaient utilisés sur le petit écran, après les avoir désarticulés, puis remontés, en y intercalant des passages d'interviews d'autres personnes, de façon à faire croire à un dialogue qui, naturellement, n'avait aucune réalité. Les intéressés ayant adressé une vigoureuse contestation à l'O.R.T.F., ce furent les réalisateurs qui, s'estimant diffamés, saisirent la Justice ! Laquelle, en la forme d'un jugement du tribunal de la Seine, condamna fermement les coupures et les « montages » dont MM. Moch et Pineau avaient été victimes.

parait lorsque l'intéressé n'a pas donné un accord au moins tacite sur ce point. De même, les réalisateurs de télévision devraient respecter le principe, également affirmé par les tribunaux, selon lequel la personne interviewée a le droit absolu d'exiger que sa pensée soit rendue telle qu'elle l'a exprimée, et non présentée d'une autre manière.

A l'heure actuelle, la sanction judiciaire est trop académique pour dissuader les auteurs d'émissions de méconnaître ces principes élémentaires. Il est donc à souhaiter que le législateur, qui doit bientôt élaborer un statut de l'audiovisuel, profite de cette occasion pour rédiger un code de déontologie qui empêche les abus qui viennent d'être signalés.

(\*) Avocat à la cour.

(1) Le Monde du 16 janvier.

Un trop grand nombre de producteurs s'assignent pour objectif principal la recherche du pittoresque, de l'insolite, de l'original, et ne sont pas par la perspective du scandale. Alors, pour parvenir à leurs fins, ils tendent des pièges aux inexpérimentés dans lesquels ceux-ci ne manquent pas de tomber.

C'est ainsi qu'il y a quelques années, les auteurs d'une émission bien connue invitaient à participer à un débat sur le thème de la mort un magistrat qui, comme avocat général aux Assises, avait soutenu l'accusation dans des affaires qui avaient fait grand bruit. Ne parvenant pas à être déclaré sur l'identité des autres participants, ce magistrat refusa l'invitation qui lui était adressée. Bien lui en prit, car, quand l'émission fut projetée, il s'aperçut qu'on avait imaginé de le faire dialoguer avec un homme qui, pour cinq minutes successives, avait été, sur ses réquisitions, condamné à mort, puis avait été gracié.

Il semble qu'il y ait encore bien des efforts à accomplir sur le plan de la probité intellectuelle pour mettre le moins bonne télévision au niveau de la meilleure presse écrite.

Et, pour commencer, il est à souhaiter que tous les auteurs d'émissions s'inspirent de ce principe énoncé par les tribunaux dès les premiers jugements rendus en la matière, selon lequel, si un réalisateur a le droit de faire des coupures et de réaliser un « montage », ce droit dis-

● Un remaniement de la direction de la British Broadcasting Corporation (B.B.C.) a été annoncé jeudi soir à Londres.

M. Aubrey Singer, précédemment directeur général de la radio, a été nommé directeur général adjoint de la B.B.C. En tant que numéro deux de la B.B.C., M. Singer sera l'adjoint de M. Alexander Miles, directeur général désigné, qui doit prochainement succéder à Sir Ian Perthowan, l'actuel directeur général.

Édité par la S.A.R.L. le Monde  
Gérants :  
Jacques Favret, directeur de la publication.  
Claude Jéhu.

Imprimé en France  
S. r. l. des Editions  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437

Samedi 23 janvier

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Droit de réponse  
Une émission de Michel Polac.  
Avec M.M. F. Pouillon, R. Beffé et R. Nicolas.  
22 h 5 Série : Dallas.  
La destinée.  
L'actrice engage une détective pour suivre Sue Ellen et apprend des choses bien désagréables.  
22 h 55 Magazine d'actualité : sept sur sept.  
Une émission de J.-L. Burgat, R. Gilbert et F.-L. Bonley.  
La Rhodésie, un an et demi après l'indépendance : images de la semaine ; Les informations télévisées vues par les télévisions étrangères.  
23 h 55 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Variétés : Champs-Élysées.  
De M. Drucker.  
Daniel Balavoine, Hervé Cristiani, Catherine Lera, Roger Egels.

**Philippe CASTELLI**  
"ZIM BOUM"  
926 65 11 6010 429

21 h 40 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret.  
Le voleur de Maigret, de G. Simonon, réal. J.-P. Sassy, Avec J. Richard, E. Szwed, V. Monier.  
Le commissaire Maigret voit et appelle au secours par son voleur : une jeune fille a été assassinée à bout portant.

**il est libre**  
**Max**  
**HERVE CRISTIANI**  
disque et cassette RCA

23 h 15 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 30 La Charrueuse de Parme (5<sup>e</sup> partie).  
D'après Stendhal. Réal. M. Bolognini. Avec M. Keller, A. Occhipinti, G.-M. Volonté, etc.  
La Sansonnette prend conscience de son amour passionnel pour Pabon, qui rencontre Clélia dans la chapelle de la prison.

### Les collectionneurs

Maurice Rheims

un livre publié aux  
Éditions Ramsay

21 h 30 Variétés : 48<sup>e</sup> Gala de l'Union des artistes.  
Réal. G. Folgoas.  
J. Greco, P. Nicoud, R. Anderson, C. Vanel.  
22 h 30 Journal.

### FRANCE-CULTURE

20 h, Koba le grippé, de L. Korymaki.  
21 h 24, Musique enregistrée.  
22 h 55, Adèle, avec M. de Bréville.  
23 h 5, La fugue de Mozart.

**AMÉLIE MORIN**  
J'étais venue pour dire bonjour  
30 cm n° 631370 - MC n° 7200170

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 13 août 1981 au Festival de Lugano). Récital A. Brendel, piano : « Sonate en ut majeur », de Haydn, « Sonate n° 13 en mi bémol majeur » et « Sonate en la mineur », de Beethoven, « Fantaisie », de Schumann, « Saint-François d'Assise prêchant aux oiseaux » et « Saint-François de Paul marchant sur les fleurs », de Liszt.  
23 h, La nuit sur France-Musique : Saint-Saëns, par l'Orchestre national de France ; 23 h, Samedi minuit.

Dimanche 24 janvier

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 30 Orthodoxie.  
10 h Présence protestante.  
10 h 30 Le jour du Seigneur.  
11 h 25 Sports dimanche.  
12 h 10 Télé-foot 1.  
13 h Journal.  
13 h 20 Mise en boîte.  
14 h 10 Toute une vie dans un dimanche.  
Le Festival du film fantastique d'Avoriaz.  
15 h 25 Sports dimanche.  
Ski : selon spécial hommes à Wengen ; judo : finale du tournoi de Paris ; automobile : Grand Prix d'Afrique du Sud.  
17 h 30 Téléfilm : L'express ne répond plus.  
Réalisation : R. Sarafian, avec L. Bridges et R. Barr.  
18 h Magazine : Plaisirs teux.  
de J. Aron.  
Extraits de la Patrouille, de Spaghetti Bolognaise, de l'Os de cœur et du ballet La Belle au bois dormant.  
19 h 30 Les animaux du monde.  
L'oiseau qui ne sait pas voler (Tunisie).  
20 h Journal.  
20 h 35 Cinéma : Goupi mains rouges.  
Film français de Jacques Becker (1942), avec F. Ledoux, G. Rollin, R. Le Vigan, B. Brunoy, A. Duvivier, M. Schatz, G. Kerjean (N.).  
Un jeune Parisien arrive dans sa famille de paysans charbonniers. Le vieillard qui dirigeait la maison est assailli et l'entraîne plus que content, frappé de paralysie et de mépris ne peut plus indiquer la cachette de son trésor. Étude de mœurs et de caractères inspirée d'un roman de Pierre Véry. La vérité d'un clan attaché à la terre et à l'honneur. Un des grands films anticonformistes du cinéma français, sous l'occupation et le régime de Vichy.  
22 h 15 Portrait : Fernand Ledoux.  
Un comédien modeste, qui est maintenant âgé de 85 ans, et fut sociétaire de la Comédie-Française, puis joua dans les films de nos plus grands maîtres en scène. Avec de nombreux extraits de films.  
23 h 10 Sports dimanche.  
23 h 25 A Bible ouverte.  
Le livre de Job, par le rabbin Josy Eisenberg.  
23 h 50 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11 h 15 Dimanche Martin.  
Entrée des artistes.  
12 h 45 Journal.  
13 h 20 Dimanche Martin (suite).  
Jacqueline mais vrai ; 14 h 25, Série : Magnum ; 15 h 20, L'école des fans ; 15 h 55, Les voyages de l'histoire ; 16 h 25, Thé dansant.  
17 h 05 Série : L'île aux trente cercueils.  
Réal. : M. Craven.  
Avec C. Jade, M. Morgy, P. Seller... (rediff.).  
18 h La course autour du monde.  
19 h Stade 2.  
20 h Journal.  
20 h 35 Variétés : Chantons-le moi.  
Par J.-F. Kala.  
L'usage de la femme dans la chanson, avec C. Cler, C. Borel, P. Prépat, etc.  
21 h 55 Série documentaire : Les métiers dangereux et spectaculaires.  
Réal. : J.-F. Vergniaud.  
Consommateur de pétrole géant.  
22 h 50 La grande parade du jazz.  
de J.-C. Averty.  
Les Haricots rouges.  
23 h 20 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR3

10 h Émissions de l'I.C.E.L. destinées aux travailleurs immigrés : Mosaïque.  
14 h La soupière à des oreilles.  
Une émission de Fien et P. Boite.  
15 h 15 Dramatique : le Loup blanc.  
Deuxième épisode : La forêt de Rennes.  
D'après P. Félou, adapté : Decourt et R. de Turenne (rediff.).  
Au château de Trece les loups surgissent au cours d'une fête.

16 h 15 Un comédien lit un auteur.  
G. Wilson la Ch. de Gaulle.  
17 h Théâtre de tousjours : Britannicus.  
Tragédie de Racine, par le Théâtre de la Salmastra.  
Avec B. Chol, G. Ferret, J. Bonaffé, C. Blanc, M. Guéret.  
18 h 15 Prélude à l'après-midi : Stravinski.  
Octave pour l'été, choriste en si bémol, deux basses, deux trompettes, deux trombones, par les Philharmoniques de Châteauroux.  
19 h 40 Spécial DOM-TOM.  
En Martinique, entraînement de l'équipe de France de natation : à l'apnée, contre l'athlétisme.  
20 h Série : Benny Hill.  
20 h 30 Haute curiosité : L'art et le faux.  
Une série de M. Rheims.  
21 h 25 Journal.  
21 h 40 L'invité de FR 3 : R. Lavalette.  
Réal. R. Marica.  
22 h 30 Cinéma de minuit (cycle M. Bolognini) : Agostino.  
Film italien de M. Bolognini (1962), avec I. Thulin, P. Colombo, I. Saxon, M. Bartoletti, O. Bussagli, R. Mancini (v.a. sous-titré N.).  
Un adolescent, orphelin de père, porte à sa mère un amour exalté et passionnel. Lorsque celle-ci s'indigne à son égard, il se lie avec une bande de gamins pauvres.  
C'est l'adaptation du roman d'Alberto Moravia intitulé en France, Bolognini s'y est trouvé à l'aise dans le trouble des situations affectives et des relations amoureuses. Un film à découvrir.

### FRANCE-CULTURE

7 h 7, La nuit ouverte.  
7 h 15, Histoire, magazine religieux : L'Eglise aux risques de l'histoire.  
7 h 40, Chantons de son : Déplacements.  
8 h, Orthodoxie.  
8 h 30, Protestantisme.  
9 h 10, Écoute d'Israël.  
9 h 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : l'Union rationaliste.  
10 h, Messe au Carmel de Saint-Germain-en-Laye.  
11 h, Répertoire sur la musique : Le chant de dépossédé, d'après Mallarmé (S. Nig).  
12 h 5, Allegro.  
12 h 40, Lyrisme : « Lohengrin », de Wagner, à l'Opéra.  
13 h, Son : Film de la signa, à Dijon.  
14 h 5, La Comédie-Française présente : Vingt et une scènes de comédie, d'Alain, et des extraits des « Salons l'après », de 1911.  
16 h 5, Concert donné en l'église Saint-Louis-en-l'Île, le 4 décembre 1981.  
17 h 30, Rencontre avec... M. Mennel, président de la Chambre des députés (Tunisie).  
18 h 30, Mé mo tropes.  
19 h 10, La chaine des châteaux.  
20 h, Allures : La poésie espagnole (André Sanchez Robyran).  
20 h 40, Atelier de création radiophonique : Narcisse : par J. d'Astier.  
23 h, Musique de chambre : Beethoven, Landowski, Marissou.

### FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Concert grandiose, musique viennoise et musique légère : œuvres de Liszt, Brahms, Schubert, Strauss, Mahler, Elgar, Massenet, Rossini, Kallmann, Sandauer, Zerkow et Kabalevsky.  
8 h 2, Cantates, BWV 11 de Bach.  
9 h 7, Magazine international.  
11 h, Concert (en direct de Théâtre de Rond-Point des Champs-Élysées à Paris) : œuvres de Stravinsky, Janáček et Fauré par les solistes de l'Ensemble Intercontinental, dir. D. Cohen.  
12 h 5, Les sept-midi de l'orchestre, les maîtres : B. Walter ; œuvres de Strauss, Mahler, Bruckner, Mozart et Beethoven.  
14 h, D'une oreille l'autre : œuvres d'Albanis, Strauss, Prokofiev, Zemlinsky.  
17 h, Comment Festenka-vous ? : J.-M. Nectoux : œuvres de J.-B. Bach.  
19 h 5, Jazz : Le trompettiste C. Terry et son big band.  
20 h, Concert : donné au Festspielhaus le 22 janvier 1982 : Semaine Mozart-Salzbourg 1982 : « Zaïre, singulier de deux actes », de Mozart par l'Orchestre du Mozarteum de Salzbourg, dir. : L. Häger ; avec J. Blegen, soprano ; W. Hallweg, ténor ; W. Schöner, basse ; T. Moser, alto ; R. Holt, basse ; P. Pidi, récitant.  
22 h 30, La nuit sur France-Musique : Bismale de Vivaldi : « Dopo l'assassina » ; 0 h 5, Rupture, œuvres de Mozart, Rossini et Liszt.



# MÉDECINE

Après la mort d'un adolescent dans une clinique de Genève

## Vingt-quatre psychiatres prennent la défense d'un confrère menacé de sanction

La mort d'un adolescent, Alain U., lors d'une cure de sommeil à la clinique psychiatrique de Bel-Air à Chêne-Bourg (canton de Genève), a provoqué, en juin 1980, une vive émotion dans l'opinion publique et les milieux hospitaliers genevois. Le Conseil d'Etat du canton était amené, le 29 septembre 1980, à mettre sur pied une commission d'experts composée de cinq membres et chargée d'enquêter sur l'ensemble des activités de la clinique et de déterminer si le directeur médical de la clinique universitaire de psychiatrie possédait les qualités requises pour diriger cet établissement. Le rapport de la commission (1) devait mettre en évidence un clivage entre les secteurs hospitalier et extra-hospitalier : « Le principe de la continuité des soins par la mise en pratique d'une sectorisation vraie a été mis en échec, en 1976, par la création de deux postes de directeur (clinique de Bel-Air et C.P.S.U.). Cette bipolarité ne pouvait être dominée par le directeur des Institutions psychiatriques universitaires de Genève (L.U.P.G.) faute d'une autorité clairement définie ». Le rapport reprochait notamment au directeur médical de la clinique de Bel-Air, le professeur R. Tissot, d'avoir contribué à cette scission par une conception de la psychiatrie trop exclusivement centrée sur une thérapie psycho-pharmacologique, et par un souci insuffisant de la prise en charge post-hospitalière. Il préconisait, dans ses conclusions, la disparition des deux directions médicales, la refonte du secteur psychiatrique genevois en trois services médicaux distincts confiés à des professeurs personnellement responsables devant la commission administrative, et la création d'un poste de directeur général administratif des L.U.P.G. Le rapport suggérait aussi de retirer ses responsabilités cliniques et thérapeutiques au professeur Tissot en lui attribuant un service de recherche. Le Conseil d'Etat semble, aujourd'hui, disposé à suivre ces suggestions et une restructuration des institutions psychiatriques genevoises pourrait être décidée en février prochain.

A la suite de cette affaire, vingt-quatre psychiatres français et étrangers nous ont adressé la tribune libre qu'on lira ci-dessous.

## DEUX CONCEPTIONS OPPOSÉES

A publication du rapport de la commission d'enquête constituée par le Conseil d'Etat du canton de Genève, du fait même de cette publication, un événement qui dépasse le cadre du Canton de Genève, parce que ce rapport prend position en faveur d'une certaine orientation de la psychiatrie, en même temps qu'il émet les plus expresses réserves quant à une autre orientation. C'est ce point que voudrions discuter dans cette Tribune libre les signataires de ce texte.

La commission considère en fin de compte, après avoir enquêté, délibéré et statué, que la seule forme d'assistance psychiatrique recommandable est la sectorisation. En d'autres termes, la psychiatrie doit être ambulatoire, insérée dans la communauté et pratiquement détachée de la médecine. A cette forme d'organisation que nous ne contestons pas dans la présente Tribune libre, on oppose une psychiatrie plus médicale, utilisant des médicaments. Cette orientation est décrite de la façon suivante dans le paragraphe 2-32 relatif à la « description des soins donnés à Bel-Air » : « Leur caractéristique réside dans la prévalence excessive donnée aux thérapeutiques symptomatiques visant la disparition des symptômes ».

Notre but n'est pas de faire un exposé de biochimie et de pharmacologie mais nous ne pouvons laisser passer, sans le relever, cette notion d'un traitement purement symptomatique. A l'heure actuelle, grâce au travail conjoint des fondamentalistes et des cliniciens, l'hypothèse d'une perturbation du jeu normal des neuro-médiateurs dans les psychoses apparaît comme un ensemble

vivant qui tient compte du passé et du vécu actuel. Les auteurs du rapport émettent des réserves sur la validité d'un tel concept : il n'a en tout cas jamais été invalidé et il s'enrichit d'années en années, permettant à un nombre croissant de malades de reprendre une vie normale.

La commission paraît conclure à une impossibilité de coexistence de ces deux conceptions de la psychiatrie et, tout en reconnaissant les qualités du professeur R. Tissot, entend le couper désormais de toute activité clinique, le confinant dans un laboratoire. Nous pensons qu'en retirant à un clinicien tel que lui tout accès à la clinique, on ne peut que tarir sa recherche. Nous pensons aussi, sans vouloir nullement interférer dans les affaires d'un pays ami, il nous appartient d'exprimer notre opinion aussi clairement que possible.

Ont signé ce texte les professeurs : P. Bernier (Vienne), Ballus-Pascual (Barcelone), Steven R. Hirsch (Londres), F. Alonso-Fernandez (Madrid), A.M. Ruiz-Mateus (Madrid), Costa E. Silva (Rio-de-Janeiro), D.H. Heiman (Munich), J. Mendelwicz (Bruxelles), P. Deniker, Agr. H. Loo, P. Fichet, D. Widlocher, Th. Lemprière, A. Félus, A. Talonias (Marseille), J.-Cl. Scotto (Id.), H. Lucioni (Id.), J.F. Gaymard (Toulouse), Y. Pélissier, Q. Dubray, C. Kupernik (Collège de médecine), A.F. de Fouca (Lyon), Sir Maria Roth (Cambridge), Ronald Fieve (New-York).

(1) Ce rapport a été publié dans la Tribune de Genève du 15 au 21 septembre 1981.

## Deux cents médicaments de base seront offerts aux pays pauvres à des « conditions favorables »

(De notre correspondante.)

GENÈVE. — Le docteur Haldan Mahler, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), a manifesté sa satisfaction après la décision annoncée par M. Peretz, vice-président de la Fédération internationale de l'industrie du médicament (F.I.I.M.) de fournir à des « conditions favorables » les deux cents médicaments considérés comme essentiels aux populations des pays pauvres. Ces conditions n'ont pas encore été définies par la puissante F.I.I.M. représentée dans quarante-sept pays et réalisant un chiffre d'affaires annuel de près de 100 milliards de dollars. L'O.M.S., a précisé M. Mahler, assurera le rôle d'« honnête courtier » entre l'industrie pharmaceutique et les États membres intéressés. La F.I.I.M.

se déclare disposée à fournir, outre des médicaments, l'assistance voulue pour que la distribution de ceux-ci s'opère rationnellement et pour contribuer à la formation technique nécessaire sur place. Elle entreprendra à cette fin avec l'O.M.S. des pourparlers dont les résultats seront transmis à l'Assemblée mondiale de la santé, autorité suprême de l'O.M.S., qui se réunit en mai prochain à Genève, et décide de la suite à donner à cette nouvelle coopération. On espère à Genève que des problèmes d'une importance aussi évidente occuperont davantage l'Assemblée que les vaines palabres politiques qui ont pris trop de temps ces dernières années.

ISABELLE VICHNIAC.

LE MONDE  
mét chaque jour à la disposition  
des lecteurs des rubriques  
d'annonces immobilières  
Vous y trouverez peut-être  
L'APPELLEMENT  
que vous recherchez

RECTIFICATIF. — M. Philippe Laudat, directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, nous prie de préciser que la lettre de démission qu'il a adressée aux ministres de la santé et de la recherche a été expédiée le mardi 19 janvier et non le lundi 18 janvier comme nous l'avons écrit dans nos éditions du 22 janvier.

# INFORMATIONS « SERVICES »

PARIS EN VISITES

MARDI 26 JANVIER

• Découvrir Saint-Denis, 15 h, métro Saint-Denis-Basilique, M= Allaz.  
• Chopin chez Chatelet, 15 h, 12, place Vendôme, M= Châtelet.  
• Hôtel de Lauzun, 15 h, 17, quai d'Anjou, M= Hôtel.  
• La Sorbonne, 15 h, hall d'honneur, rue des Ecoles, M= Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).  
• Menique d'hier et d'aujourd'hui, 15 h 15, Petit Palais (Approche de l'art).  
• La franc-maçonnerie, 15 h, 16, rue Cadet (Connaissance d'ici et d'ailleurs).  
• Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).  
• De Saint-Merri à la rue Quincampoix, 12 h 30, façade de l'église Saint-Merri, rue Saint-Martin (M. Roman).

CONFÉRENCES

14 h 30, 62, rue Madame : « Le Roi René et les miniatures de Cœur d'Amour Epris » (Arcus).  
17 h 30, 4, place du Louvre, M= Troisième de Diaz : « Emile Olivier portraitiste des hommes de son temps » (Académie du Second Empire).  
20 h 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, M= C. Thibaut : « Thierry Bouts, Petrus Christus, Van der Goes ».  
20 h 30, 3, rue Laffitte, M. F. Schwarz : « L'alchimie au temps des cathédrales » (Nouvelle Acropole).  
20 h 30, ESSEC, avenue de la Grande-Ecole, à Cergy, M. A. Fontaine : « Est-Ouest, la délicate à l'épreuve ».  
21 h 36, rue Jacob, M. O. Germain-Thomé : « La tentation des Indes » (La tisanerie - André Gautier).  
21 h, Centre Huit, 8, rue Porte-de-Bouc, à Versailles, vidéo-débat : « L'Afghanistan ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 23 janvier :

DES ARRÊTÉS

• Fixant les taux des cotisations patronales de sécurité sociale dues pour les voyageurs, les représentants et les placiers à cartes multiples ;  
• Fixant le taux de la répartition de la taxe parafiscale du secteur textile et du secteur de l'habillement (0,44 % et 0,22 %) ;  
• Fixant le nombre de places mises aux concours d'admission à l'école navale et à l'école militaire de la flotte au titre des promotions 1982 de ces écoles ;  
• Purant nomination d'élèves titulaires à l'Ecole nationale supérieure des mines de Paris ;  
• Relatif aux commissions prévues par l'article L.356 du code de la santé publique, complété par l'article premier (II) de la loi du 13 juillet 1972 en vue de l'exercice en France des professions de médecine, de chirurgien-dentiste et de sage-femme ;  
• Modifiant un précédent arrêté relatif aux caractéristiques techniques et aux prix des logements neufs en accession à la propriété financés au moyen des prêts aidés par l'Etat.

UNE LISTE

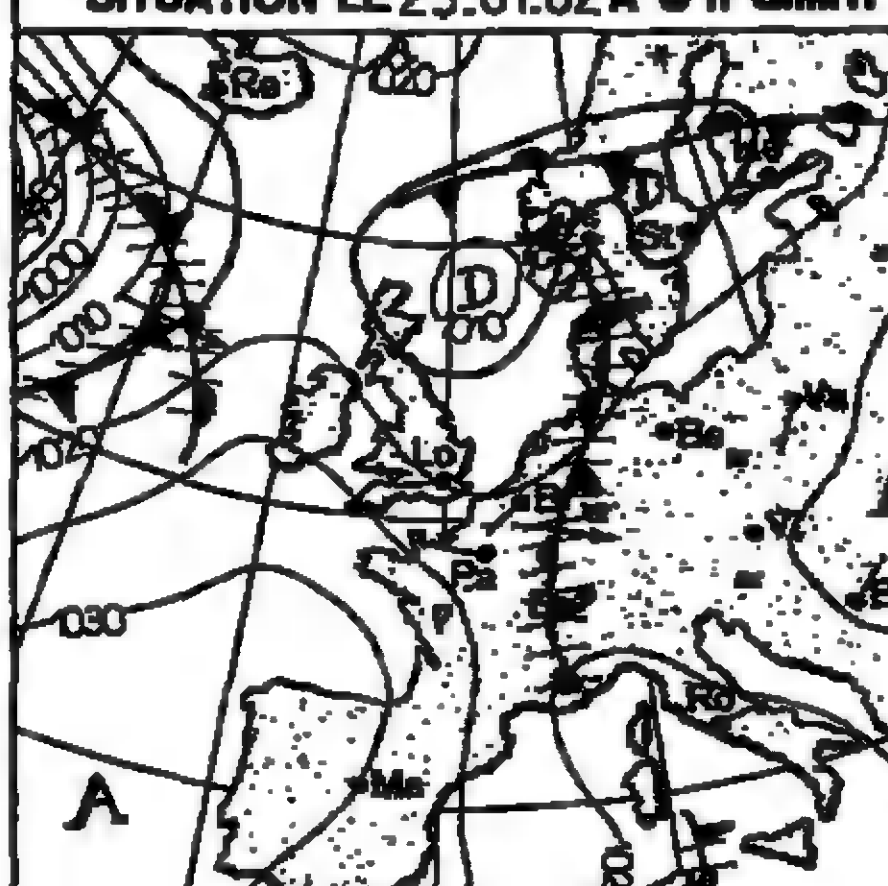
• D'aptitude aux fonctions de directeur des antiquités.

TROISIÈME AGE

RECTIFICATIF. — Bourses sociales du Conseil de l'Europe : Les bourses sociales du Conseil de l'Europe, permettant des séjours d'étude dans les vingt pays membres du Conseil de l'Europe, sont accordées aux fonctionnaires et travailleurs sociaux s'occupant de « personnes âgées », et non à toutes les personnes âgées comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions du 22 janvier. Les candidatures peuvent être adressées, avant le 12 février, au secrétariat d'Etat chargé des personnes âgées, à l'attention de M. Rémy, 61-65, rue Dutoit, 75015 Paris.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23.01.82 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France du jour au samedi 23 janvier à 0 h et le dimanche 24 janvier à 24 heures :

Les discontinuités dans les masses d'air froid, qui affectaient samedi matin le nord et l'est du pays, sont un peu plus actives. Elles se déplacent vers le sud-est. Le champ de pression s'affaiblit sur le golfe de Gênes, et des rabattements d'air humide instable sont probables sur le sud du pays. Des perturbations, alimentées en air plus doux, commencent à affecter le nord-ouest du pays.

Dimanche, il fera assez frais au lever du jour sur la majeure partie des régions de l'intérieur avec des gelées blanches ou des faibles gelées sous abri en dehors des zones de précipitations. Des Vagues et de l'Alouette aux Alpes, sur le Sud-Est et la Corse, le temps sera couvert avec des chutes de neige sur les hauteurs et de pluie près des côtes. Des orages sont probables sur l'extrême Sud-Est. Dans la journée, une atténuation se produira sur le Nord-Est avec développement de quelques éclaircies.

Par contre, des ondes sont probables sur le sud du Massif Central et les Pyrénées orientales. Sur le reste de la France, le temps sera souvent brumeux le matin, puis des éclaircies se développeront localement, favorisant alors une assez bonne amplitude des températures diurnes. La ciel se couvrira sur la Bretagne et le Centre l'après-midi avec le début de faibles pluies. Les vents de nord à nord-est seront forts près de la Méditerranée.

La pression atmosphérique redra au niveau de la mer était à Paris, le 23 janvier 1982 à 7 heures, de 1023,3 millibars, soit 766,8 millibars de mercure. Températures (le premier chiffre indique le minimum enregistré au cours de la journée du 22 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 22 au 23 janvier) : Ajaccio, 14 et 2 degrés ; Biarritz, 13 et 8 ; Bordeaux, 12 et 2 ; Bourges, 8 et 1 ; Brive, 10 et 4 ; Caen, 10 et 3 ; Cherbourg, 9 et 2 ; Clermont-Ferrand, 6 et 1 ; Dijon, 8 et 2 ; Grenoble, 7 et 2 ; Lille, 7 et -1 ; Lyon, 9 et 3 ; Marseille, 12 et 7 ; Nancy, 3 et 1 ; Nantes, 10 et 1 ; Nice, 14 et 6 ; Paris-Le Bourget, 9 et 0 ; Pau, 11 et 5 ; Perpignan, 12 et 6 ; Rennes, 9 et 1 ; Strasbourg, 1 et 0 ; Tours, 11 et 2 ; Toulouse, 10 et 5 ; Poitiers-Itre, 26 et 19.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 14 et 6 degrés ; Amsterdam, 6 et 1 ; Athènes, 11 et 7 ; Berlin, -3 et -3 ; Bonn, 3 et 1 ; Bruxelles, 5 et 1 ; Le Caire, 22 et 11 ; Cas Casarès, 10 et 17 ; Coppenhague, -1 et -2 ; Dakar, 23 et 15 ; Genève, 7 et 1 ; Jérusalem, 14 et 8 ; Lisbonne, 15 et 9 ; Londres, 8 et 1 ; Madrid, 12 et -1 ; Mexico, -6 et -10 ; Nairobi, 29 et 13 ; New-York, -8 et -14 ; Palma-de-Majorque, 15 et 1 ; Rome, 12 et 7 ; Stockholm, -4 et -4.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CRÉATEURS D'ENTREPRISE  
EXPORTATEURS, INVESTISSEURS  
Voire siège  
à Paris, Londres, Jérusalem  
de 150 à 350 F par mois  
Constitution de Sociétés  
G.E.I.C.A. 30 bis, rue de la Loi  
75001 PARIS

## DÉCLARATION DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES SYNDICATS ET ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES DE FRANCE

Les professionnels, mandataires de justice, qui se regroupent dans l'Association nationale des Syndicats et Administrateurs Judiciaires de France, rappellent que le SAMEDJ 16 JANVIER, leur confrère, M. Charles BENES, syndic à Nantes, a été horriblement assassiné alors qu'il venait seul travailler paisiblement à son étude.

Une fois de plus, un homme a cru qu'en prenant la vie d'un autre, il parviendrait à fuir ses responsabilités.

Il faut regretter que personne ne se soit trouvé sur son itinéraire pour lui expliquer que celui qu'il guettait n'accomplissait que sa mission, alors qu'il voulait voir en lui la source de ses ennuis.

Chacun ne peut s'empêcher aussi de penser que les compagnes de dénuement et les critiques continues développées à l'encontre de la profession, trahissant les justiciables, sans protestation aucune des pouvoirs publics, n'ont pu que favoriser un tel projet : cher un esprit faible.

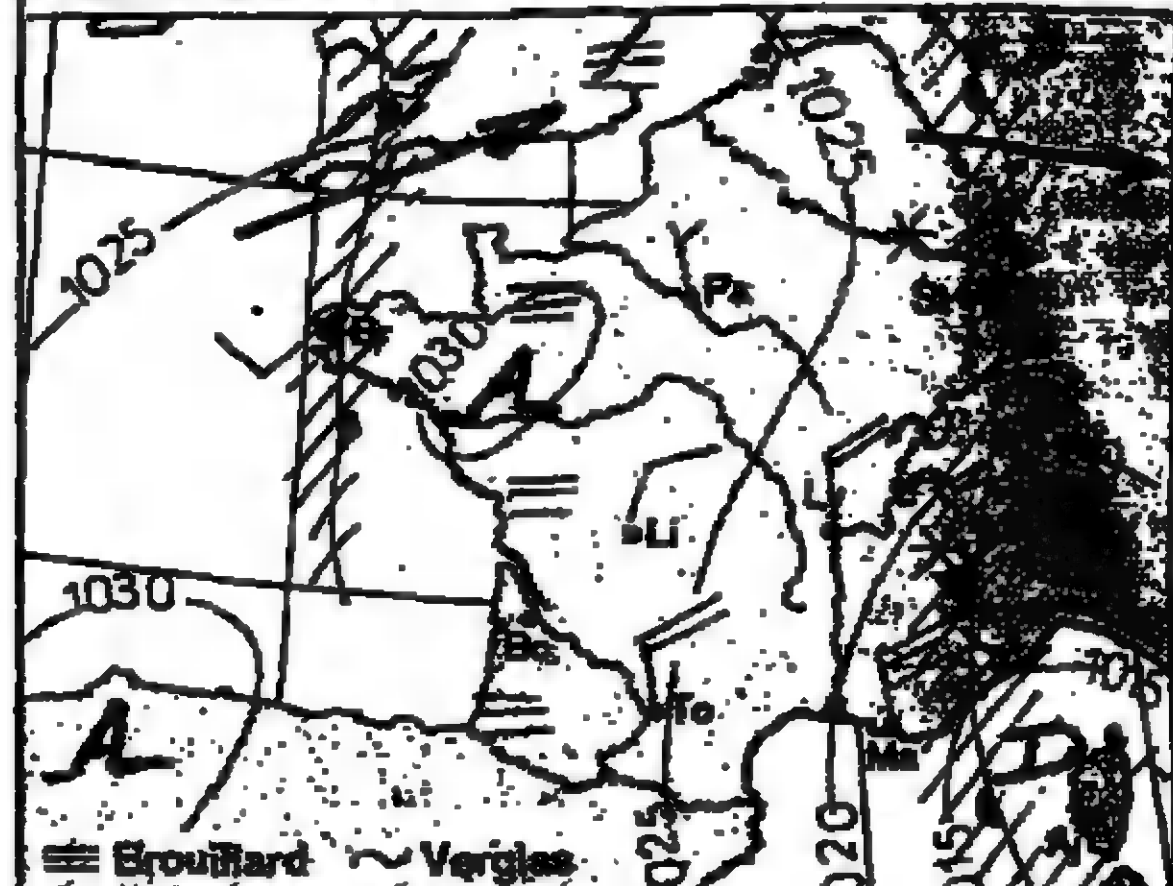
Charles BENES n'a eu que la tort d'accomplir sa mission d'Etat : SERVIR la loi et les Tribunaux dont il était l'auxiliaire. Un devoir sans doute mal compris de nos jours ! Les membres de la profession protestent du plus profond de leur être contre cette situation intolérable et injuste.

Pour l'heure, ils ne peuvent que se recueillir pour accompagner leur confrère et participer à la douleur extrême de sa famille.

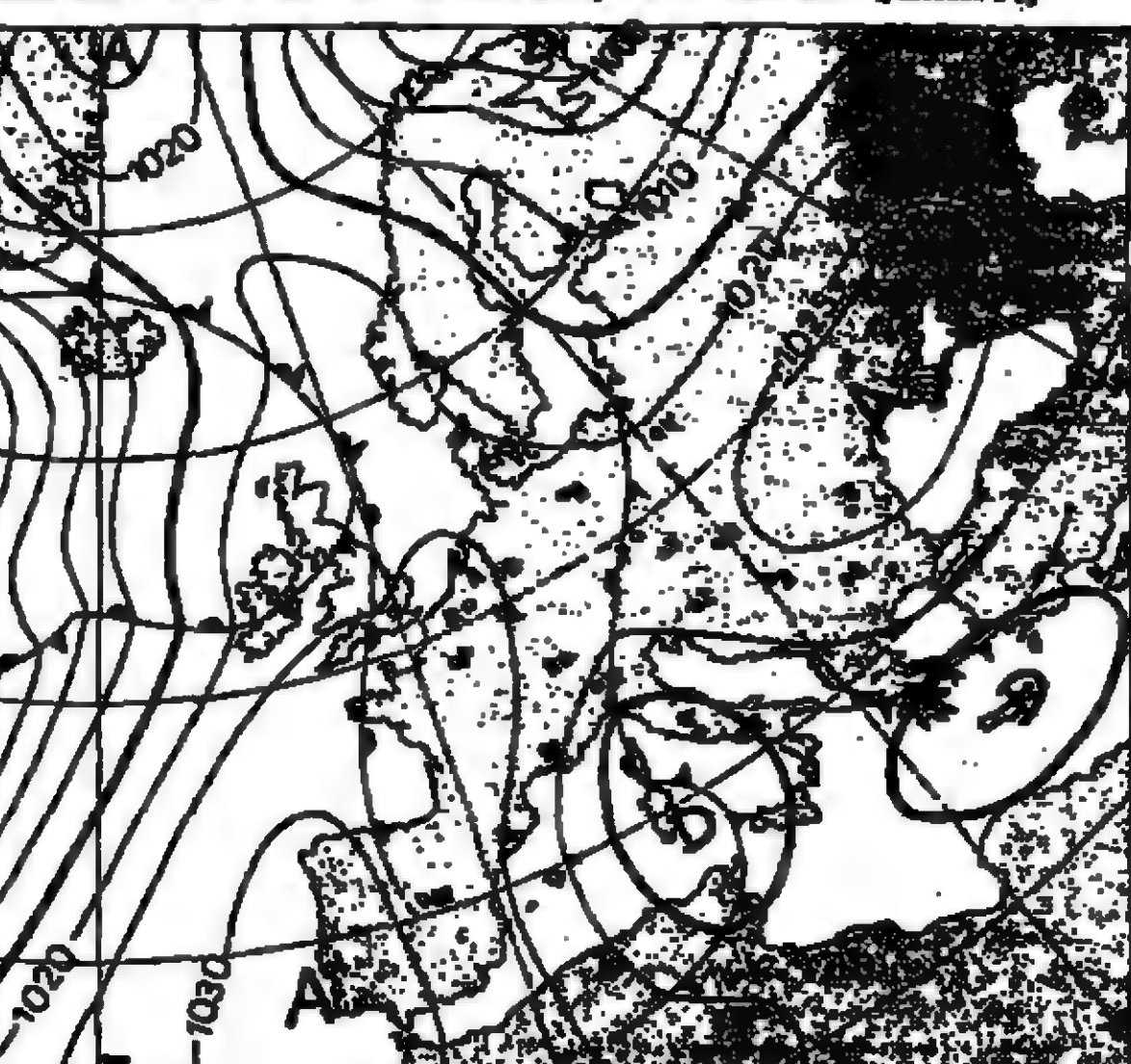
En signe de deuil, ils fermeront leurs études, le lundi 25 janvier.

ASSOCIATION NATIONALE DES SYNDICATS ET ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES DE FRANCE  
13, rue des Pyramides - 75001 PARIS

PRÉVISIONS POUR LE 24-1-82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 24 JANVIER, A 0 HEURE (G.M.T.)



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3110  
HORIZONTALEMENT

1. Homme de contact s'intéressant aux « f.é.m. » comme aux omis. Loup de mer. — II. Boîte à ouvrages. Coqueluche provoquant du délire. — III. La récolte des marrons y est plus abondante que celle des lauriers. Quand elle nous arrive à la cheville, on est vite dépassé. — IV. Traités brillamment. Radoteur brésilien. Ne saurait constituer un secret de polichinelle. — V. Aïné. Cousin du main jaune. Allongé le fil du discours en le rompant sans cesse. — VI. Ville de Bolivie. Qui a peut-être été mal compris la première fois. — VII. Tenu. Copulative. De telles bombes ne sont pas sans provoquer de nombreux cadavres. — VIII. Milieu convenant à un paradeur. Éloquent mutité. Appareils. Préposition. — IX. Problèmes au centre des régions marocaines. Variété parmi les « grosses ». Légumes asiatiques. Régulateur hydraulique. — X. Anglais éponyme d'un État de l'Union. Inconnu au cœur d'une inconnue. Bernal. Personnel. — XI. Étoile filante sur l'écran oléiste. Poil pour pinceau de portraitiste. — XII. Arracher la chair ou faire payer trop cher. Un des leaders des Lédas. — XIII. Objet d'orgueil de la part d'un japonais quelque peu chinois. Bercé et endormi. Palindrome saisonnier. Se rendit doublement à Appomattox. — XIV. Ébauche un ornement ou peut en être le composant. De Bretagne, pour Louis XII ; d'Autriche, pour Louis XIII. Interjection. Eau courante. — XV. Doit être bon pour mériter le saint. Rassemblement des choses de peu d'importance.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I															
II															
III															
IV															
V															
VI															
VII															
VIII															
IX															
X															
XI															
XII															
XIII															
XIV															
XV															

VERTICALEMENT

1. Distribue plus de vestes que d'écharpes. Particule subatomique. — 2. Tourne parfois en rond sur une piste. Travail de carabin ou d'étaillier. — 3. Baba, comme le fut Ali. Nourrisseur des nourrissons. — 4. Témoin que trop de précipitations nuisent. Alimenter un réseau. Unité de charge qui va en s'alourdissant. 5. S'efforce de connaître sur le bout des doigts. En condition d'être blanchi par l'homme en noir. — 6. Forme de rire ou terme de plaisanterie. Ville d'eau germanique spécialisée dans la douche écossaise. Sommet chez les Basques. — 7. Un peu d'espoir. Large arrière à sens unique. Vedette du Capitole. Préposition. — 8. Ne se mouche pas du pied. Homme taillé dans le roc. — 9. Lieu de naissance de célèbres jaunilles. Qualifie le sanglot d'un violon tzigane ou identifie une pianiste bien de chez nous. Quotidien arglais. — 10. Ministre à Matignon. Suscite de nombreux déplacements quand il est fixe. — 11. Mater dolorosa. Ateule des Furies et mère d'une progéniture furieuse. Tel un goût précis, on inappréhend. — 12. Homme de couleurs très sollicité pour l'entretien du blanc. La blonde du pub. — 13. Malheureux qui en a vraiment plein la dose. La vie l'est doublement. — 14. Permet au lit certains épanchements. Simple impression de l'esprit ou grand mouvement du cœur. — 15. Note. Le siège de Troyes vu par Paris. Isolée. Partie d'échecs.

Solution de problème n° 3109

Horizontalement

I. Organiste. — II. Serrurier. — III. Ate ! Ré. — IV. Emmêlé. — V. Soi. SMIC. — VI. Ennuï. Anc. — VII. Ida. Légal. — VIII. Cacao. All. — IX. Hie. Tissu. — X. Enée. Viol. — XI. Estienne.

Verticalement

1. On dé selche. — 2. Ré. Maudane. — 3. Graminacées. — 4. Amie. Et. — 5. Noël. Ilot. — 6. In. Es. Ite. — 7. Sa. Magasin. — 8. Termination. — 9. Ere. Cellule.

GUY BROUTY.

Le Monde

LE NOUVEAU

Les députés socialistes sensiblement le texte

**PHENOMENE**

ÉCONOMIE  
5110 30 km/h  
2210 70 km/h  
2410 100 km/h  
Inclus UTAC  
Assurance 1000 A.C.

LE PLUS  
145 ch  
0 à 100 en 10"

**40800 F**

**FORD EX**



Le Monde

## économie

## LE NOUVEAU DÉBAT SUR LES NATIONALISATIONS

## Les députés socialistes veulent modifier sensiblement le texte gouvernemental

(Suite de la première page.)

Jugeant l'attitude du gouvernement trop douce à l'égard du Conseil constitutionnel, qu'ils accusent d'avoir rendu un jugement partisan, les députés socialistes ont pris acte de la volonté d'apaisement exprimée à l'égard de celui-ci par l'Élysée, à l'occasion du conseil des ministres du 20 janvier, mais ils n'ont pas renoncé pour autant à essayer de faire prévaloir leur point de vue. C'est ainsi que la commission spéciale de l'Assemblée nationale chargée d'examiner le projet de loi « revu et corrigé » a adopté, vendredi soir 23 janvier, plusieurs amendements présentés par le groupe socialiste, qui visent à modifier sensiblement la nouvelle rédaction des articles contestés par le conseil constitutionnel (le Monde du 23 janvier).

Le groupe socialiste propose de supprimer la référence au seuil du milliard de francs retenu par l'article 13 du projet pour fixer

le champ des nationalisations dans le secteur bancaire et de limiter explicitement à trente-six dix-huit sociétés cotées en Bourse et dix-huit non cotées le nombre des banques nationalisables. Son objectif est d'éviter de la liste des établissements nationalisables les trois banques mutualistes (la Banque fédérative du crédit mutuel, la Banque française du crédit coopératif et la Banque des coopératives de consommation et des mutuelles) dont le Conseil constitutionnel s'était étonné qu'elles ne fussent pas incluses dans la liste gouvernementale puisque le total des dépôts de chacune excède le seuil du milliard de francs.

Bien que le premier ministre et le secrétaire d'État chargé de l'économie aient été quelque peu surpris de constater que les « sages » recommandent de traiter ces établissements mutuels, à vocation socialisante, sur le même pied d'égalité que les sociétés capitalistes, le gouverne-

ment s'était montré, pour sa part, soucieux de ne pas contrarier l'Assemblée du Palais-Royal.

Le groupe socialiste refuse également la procédure à petite vitesse retenue par le conseil des ministres pour la nationalisation des sociétés bancaires non cotées. Pour donner la encore, satisfaction au Conseil constitutionnel, le conseil des ministres avait décidé mercredi que les dix-huit banques concernées s'interviendrait d'un terme d'un délai de un an, afin de laisser à une commission d'évaluation le temps de déterminer le montant de l'indemnisation à assurer aux actionnaires. Les députés du P.S. réclament que les sociétés non cotées en Bourse soient nationalisées immédiatement, en même temps que les dix-huit autres banques. Ils demandent que la valeur d'échange des actions soit égale à celle produite par les bénéfices des sociétés, actualisés au 1<sup>er</sup> janvier 1982, après impôts, provisions et dotations aux amortissements, déduits au cours des exercices 1978, 1979 et 1980. La somme ainsi obtenue serait majorée des dividendes 1980, corrigés de l'érosion monétaire.

Après avoir indiqué que la plupart des établissements concernés pourraient faire l'objet ultérieurement de prises de participation de l'État, M. Mauroy ne s'est pas déclaré hostile, jeudi 21 janvier, devant la presse, à un compromis avec le groupe socialiste.

Enfin, les députés du P.S. proposent de supprimer l'article 4 du projet permettant au gouvernement, en attendant l'entrée en vigueur de la loi, d'autoriser les sociétés à allouer tout ou partie de leurs participations majoritaires dans leurs filiales à l'étranger. L'adoption de cette disposition conservatoire se traduirait par une immobilisation en leur état actuel des structures financières des groupes nationalisables.

La commission spéciale poursuivra ses travaux, mardi en fin de matinée, en examinant les propositions de financement de l'indemnisation qui résultera de la décision du Conseil constitutionnel. Un accord de principe est intervenu entre les socialistes et les communistes pour la création d'une tranche supplémentaire de l'impôt sur les grandes fortunes qui se traduirait par un prélèvement de 2 % à la hauteur de 15 milliards de francs. Le groupe communiste a déposé un amendement en ce sens.

ALAIN ROLLAT.

Conséquence d'une décision du tribunal de commerce  
La prise de participation majoritaire de l'État dans la société Matra pourrait être retardée

Saisi par un certain nombre d'actionnaires minoritaires de Matra, qui contestent plusieurs termes de la convention signée le 12 octobre dernier entre le président de la société, M. Jean-Luc Lagardère, et le gouvernement, le tribunal de commerce de Paris a rendu, en référé, le vendredi 22 janvier, une ordonnance dont le contenu ne devait être rendu public que lundi 25 janvier, mais qui abonde dans leur sens.

Ce qui aurait pu ne constituer qu'un épisode judiciaire de plus dans la polémique qui oppose depuis plusieurs semaines des actionnaires minoritaires, réunis pour la plupart d'entre eux au sein du Rama (Rassemblement des actionnaires de Matra), au conseil d'administration de la firme, revêt une dimension toute particulière si l'on en juge par ses conséquences.

Dès que fut connue la décision du tribunal de commerce de déclarer recevable le recours formé par le Rama, à travers l'un des membres du bureau de l'association, M. Jean-Pierre Morel, la chambre syndicale des agents de change décidait de suspendre aussitôt la cotation en Bourse du titre Matra le vendredi 22 janvier, cotation qui devait justement reprendre ce jour-là, alors qu'elle était interrompue depuis le 9 septembre dernier.

Dans le même temps, la direction de Matra jugeait l'affaire suffisamment préoccupante pour que M. Lagardère décide de convoquer, pour le mardi 26, une réunion extraordinaire du conseil d'administration de Matra chargée d'étudier les conséquences de la requête émanant de ces actionnaires minoritaires.

Dans un premier temps, ces derniers se sont contentés de demander au tribunal la suspension de l'application de la quatrième résolution votée le 14 janvier dernier.

ment de capital de façon à détenir ultérieurement une participation majoritaire de 51 % dans la société conformément aux termes du fameux protocole du 12 octobre dernier.

Par cette remise en cause, acceptée par le tribunal de commerce, c'est tout le montage financier patiemment élaboré entre M. Lagardère et M. Mauroy qui se trouve mis à défaut d'être réellement compromis.

De l'avis général, il ne pourrait s'agir, en effet, que d'un retard dans la mise en place du mécanisme, les animateurs du Rama n'ayant jamais caché que ce qu'ils contestaient avant tout n'était pas l'accord en lui-même, mais plutôt le sort réservé aux actionnaires de Matra.

Selon les dispositions initiales, ces derniers devaient recevoir, à titre d'indemnisation, une somme de 1215 F par action Matra (un prix initial de 1115 F majoré de 100 F en guise de compensation après la longue suspension de cotation du titre en Bourse). Or, s'appuyant sur l'avis récemment rendu par le Conseil constitutionnel et sur le sérieux « coup de pouce » donné par le gouvernement aux bases d'indemnisation des actionnaires de sociétés nationalisables, le Rama a aussitôt demandé un traitement identique qui, d'après ses calculs, permettrait aux actionnaires de Matra de recevoir une indemnisation deux fois plus élevée et sans doute voisine de 300 F par titre.

Un affaire de gros sous, en somme ? Sans doute ; toujours est-il qu'elle sera certainement évoquée le 26 janvier, à l'Assemblée nationale au cours du débat sur le nouveau projet de loi sur les nationalisations. Avec d'autant plus d'attention que l'accord signé avec le président de Matra est toujours resté « en travers de la gorge » de certains députés socialistes qui ont eu bien du mal à admettre le principe d'une seule prise de participation majoritaire de l'État dans cette société au lieu de la nationalisation pure et simple qu'ils préconisaient.

S. M.

## Un privilège pour les actionnaires

(Suite de la première page.)

Le Conseil ne s'est pas demandé pourquoi la valeur au bilan, surtout s'il propose un compte consolidé où entrent les filiales, est généralement supérieure à l'évaluation par la Bourse, sauf pour des valeurs de croissance où des anticipations excessives conduisent souvent à de lourdes retombées par la suite. C'est que, dans les plus grandes sociétés, les actionnaires n'exercent aucun pouvoir réel, et que les affaires ne sont pas toujours menées à leur avantage. Tenir compte, même partiellement, d'une valeur au bilan supérieure à ce que l'actionnaire avait en main, c'est lui assurer un enrichissement sans cause, qui par contrecompte constitue une spoliation des contribuables. Vouloir, en outre consolider le bilan alors que le cours de Bourse tient déjà compte de la situation globale de l'entreprise, c'est un double emploi manifeste et injustement coûteux.

Le Conseil n'a pas noté que l'application d'un coefficient uniforme, soit 10, au bénéfice après impôt pour contribuer à estimer la valeur d'échange méconnaissait la réalité : le multiplicateur diffère profondément de société à société, non seulement par la structure anticipée par l'actionnaire.

C'est donc la combinaison de plusieurs paramètres qui doit être abandonnée. Heureusement, le Conseil constitutionnel n'oblige pas à s'y accrocher. Il la considère comme un correctif aux dispositions visant le cours de Bourse moyen sur une période de référence.

Sur le cours de Bourse retenu, quelle est la critique ? Une période longue et déjà ancienne mélange des cotations qui, du fait de l'inflation, n'ont pas la même sens en francs constants. Voici que le Conseil constitutionnel paraît prendre parti pour une indication qui est refusée comme dangereuse par les autorités financières, et qui en particulier ne figure pas dans la loi de 1978 sur les gains de cession des titres. Et où a-t-on vu que les actions montent avec les prix, alors qu'elles peuvent baisser sous l'effet de la conjoncture ? L'autre observation est que les cours ont évolué dans des sens différents pour les diverses entreprises en cause : ici, on comprend mal, les divergences accusées sans doute des changements dans la situation ou les perspectives de chacune, non les craintes de nationalisation qu'on met normalement en cause et qui, au pire, les affectent toutes parallèlement. Mais enfin il faut s'incliner.

Voici le gouvernement amené, semble-t-il, à revenir au seul cours de Bourse, mais au seul riger ; à choisir une période de référence plus courte, plus récente, et où la victoire de la gauche ne paraissait pas probable ; à retenir pour chaque titre le cours moyen mensuel le plus favorable ; à majorer cette base du coefficient de hausse des prix ; à servir un dividende, qui n'est pas celui de 1981 faute d'arrêter des comptes et d'assembler générale qui puisse décider de la chose, mais celui de 1980 lui-même indexé. Ces paramètres

paraissent répondre habilement à toutes les exigences du Conseil constitutionnel, sans risque d'une nouvelle annulation. Mais il faut bien voir les conséquences.

Les porteurs se retrouvent dans des situations comparables, qu'ils aient investi dans des titres qui tendaient à la hausse ou à la baisse. On réserve aux actions une indexation sur les prix qui ne répond en aucune façon à leur nature de titres à revenu variable : c'est un avantage exorbitant, qui sera payé par le contribuable. Dans les cas où le cours le plus élevé dans la période de référence se situe à un coupon non détaché, le dividende supplémentaire va être servi deux fois. Et la valeur d'échange ne pourra ne pas être différente pour chaque titre de celle que le marché avait pris en compte au moment où le gouvernement avait publié sa décision : de nouvelles variations en hausse et en baisse vont être provoquées par des péripéties politiques.

Si le Conseil constitutionnel s'était contenté d'observer que les modalités d'indemnisation, favorables pour les groupes industriels, étaient moins pour les banques en comparaison des cours constatés, que le dividende n'était que très partiellement inclus dans la base des cotations, la marge auraient été immédiatement concevables. Celles qu'il impose aboutissent à une fausse égalité, à un privilège, à des spéculations sur le marché.

PIERRE URL.

## ÉNERGIE

## L'accord franco-soviétique sur le gaz

(Suite de la première page.)

Or, sur le plan financier comme sur celui de la fourniture de matériels, les accords entre Paris et Moscou étaient déjà passés et plusieurs contrats avaient été signés.

Sur le plan financier les Soviétiques bénéficient des conditions définies par le protocole franco-soviétique de 1969. Jusqu'au 30 septembre 1981 les prix d'achat étaient fixés à 7,50 \$ sur 55 % des crédits (acheteurs ou fournisseurs) offerts (1). Les Soviétiques ont d'ores et déjà signé pour 45 milliards de francs d'achat de matériels avec des sociétés françaises à ces conditions. Creusot-Loire fournira vingt-deux stations de pompage (avec quelques difficultés pour trouver les turbines nécessaires, après les sanctions décrétées par le président Reagan, et la défaillance de ce fait de General Electric dont la technologie avait été choisie pour l'ensemble du gazoduc) ; de même Thomson livrera pour 1,8 milliard de francs de matériels électroniques et d'ordinateurs pour le réseau de télécommunication du gazoduc. Alsthom Atlantique et Hispano-Suiza ont bénéficié elles aussi de contrats pour la fourniture de pièces de turbines.

Toute nouvelle commande par les Soviétiques de matériels français — on parle pour la France

de quelque 10 milliards de francs en tout — dépendrait des conditions dites du consensus, c'est-à-dire du taux de 8,50 \$ accepté désormais par les pays industrialisés dans le cadre de l'O.C.D.E. pour leurs crédits à l'exportation.

Il ne restait donc qu'à signer la contrepartie à ces engagements financiers et à ces achats de matériel : le contrat de fourniture de gaz. On aurait pu, comme les Italiens, annoncer « une pause ». Mais eux aussi signèrent. L'Europe est désormais liée.

## A quel prix ?

La signature le 30 novembre par l'Allemagne fédérale avait donné une indication sur le prix. Le gaz de France était d'ailleurs parvenu dès le 18 novembre aux Soviétiques à un prix minimum applicable en 1984, lors des premières livraisons — pour garantir les investissements de l'U.R.S.S., soit un peu plus de 500 \$ par million de B.T.U. (2). Il restait donc à négocier le prix de base et le principe de l'indexation et seule la volonté de la délégation soviétique de ne pas s'engager avant que Paris et Moscou ne soient parvenus à un accord sur le prix du gaz algérien avait empêché une signature à la mi-décembre lors de la grande commission franco-soviétique.

Si l'on se refusait, le 23 janvier à Gaz de France, à donner la moindre indication sur les prix, on ajoutait que l'on n'aurait pas signé si ce prix n'avait pas été satisfaisant. Tout laisse donc supposer l'accord proche de celui par lequel il y a deux mois par Ruhrgas, la firme ouest-allemande. La France recevra 8 milliards de mètres cubes par an (contre 11,2 milliards de mètres cubes pour les Allemands) pendant vingt-cinq ans à la frontière germano-tchécoslovaque (à Waldau). Le prix de base devra être de l'ordre de l'équivalent en francs de 4,55 dollars par million de B.T.U. au 1<sup>er</sup> juillet 1981. Le prix minimum, pour toute la durée du contrat et quelle que soit l'évolution des indices, serait légèrement supérieure à 5,50 dollars par million de B.T.U. Enfin l'indexation du prix de base serait effectuée partiellement sur le prix d'un « panier » de pétroles bruts (pour 20 à 25 %) et sur le prix du fuel lourd à base téraeur en soufre et du fuel domestique.

Outre les questions morales et politiques que peut poser la signature — dans la conjoncture actuelle de ce contrat, l'accord franco-soviétique inquiète par la dépendance ainsi créée (voir à ce sujet un dossier sur la politique française des hydrocarbures dans le supplément économique du Monde daté du mardi 26 janvier). En 1981, la consommation française a été couverte pour 25 % par la production nationale de Lacq, pour 15,4 % par l'Algérie, pour 9,5 % par la mer du Nord (Ekofisk), pour 31,2 % par les Pays-Bas, pour 15 % par l'U.R.S.S., pour 3,8 % enfin par l'Allemagne fédérale et la Suisse.

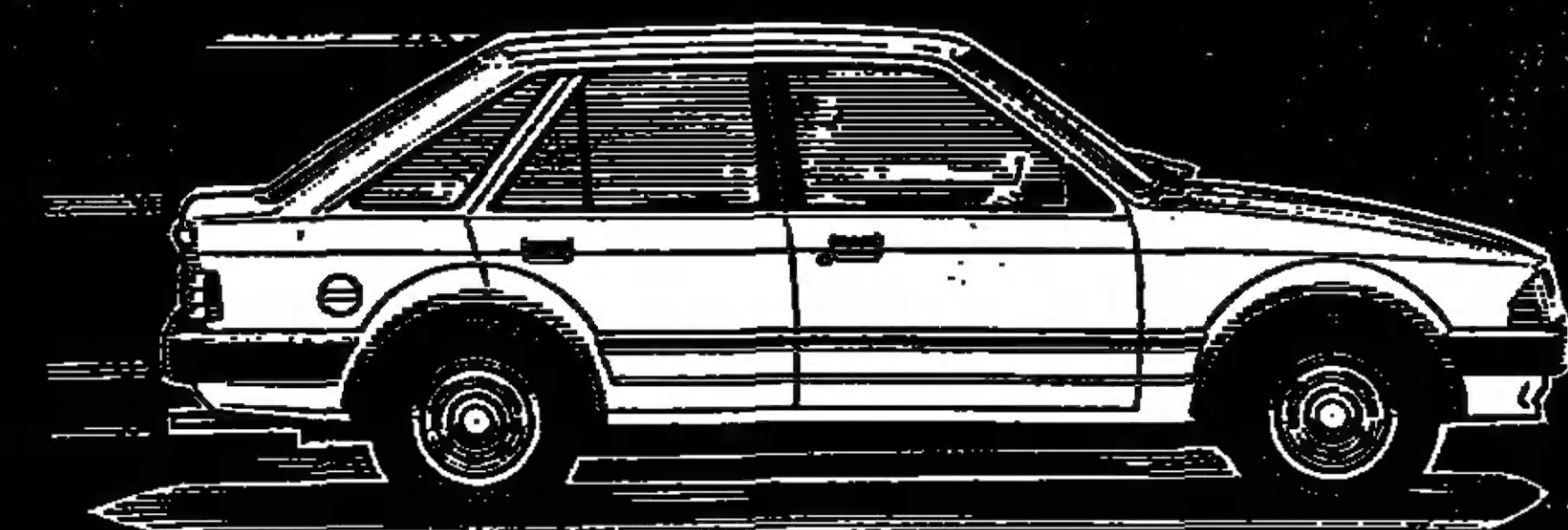
En 1990, si l'on arrive à signer un contrat avec le Cameroun et si les engagements pris par le Nigeria sont tenus, Lacq fournira 8 % du gaz consommé en France, l'Algérie 23 %, la mer du Nord 13 % (y compris un nouveau contrat non encore signé), les Pays-Bas 3 %, l'U.R.S.S. 32 % et l'Afrique occidentale 16 %. Mais si aucune source nouvelle n'était obtenue, la dépendance à l'égard de l'U.R.S.S. approcherait 40 % du total dépasserait à la fin du contrat avec les Pays-Bas, en 1993.

Or toute source énergétique n'est pas substituée immédiatement au gaz. On ne peut donc raisonner en termes de dépendance énergétique. L'inquiétude serait moins vive si le gouvernement socialiste — qui a toujours prôné le principe de la diversification des approvisionnements — avait présenté en même temps que la signature du contrat avec les Soviétiques les mesures qui permettraient d'améliorer cette dépendance : signature de nouveaux contrats dans d'autres pays, augmentation du nombre des contrats dits « interruptibles » par lesquels des industriels s'engagent à recourir à d'autres sources d'énergie lorsque cela est indispensable, implantation en fin de capacités de stockage souterrain, véritable réserve stratégique nationale. Telle sont en tout cas les mesures à prendre d'urgence.

BRUNO DETHOMAS.

PHENOMENE

L'ECONOMIE \*\*  
5,1 l à 90 km/h  
7,2 l à 120 km/h  
7,4 l en ville  
(Normes UTAC)  
LE PLAISIR  
145 ch DIN  
0 à 100 en 15"  
40800 F\*



FORD ESCORT LSE  
LE PLAISIR ET L'ECONOMIE



## AFFAIRES

M. GÉRARD DEULH  
EST RÉÉLU À LA PRÉSIDENCE  
DU S.N.-P.M.I.

Le conseil national du patronat indépendant S.N.-P.M.I., qui s'est réuni récemment à Paris, a décidé de porter de deux à quatre ans la durée des mandats du président national et du président national délégué.

Ces responsabilités ont été confiées à nouveau pour la première à M. Gérard Deulh et à M. Jacques Tessières pour la seconde.

D'autre part, le comité exécutif de cette organisation patronale a été élargi à quinze membres.

(Depuis novembre dernier le S.N.-P.M.I. est considéré par les pouvoirs publics comme une organisation représentative. Ces modifications qu'il vient d'apporter à ses statuts devraient lui permettre plus aisément de siéger aux différents instances — régionales ou départementales, notamment — où le S.N.-P.M.I. sera (ou est) invité.)



# CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

## L'euromarché

### Grande activité

La vague pour les émissions euro-obligataires a été lancée en début de semaine, a repris de plus belle à partir de jeudi. Vendredi, six emprunts nouveaux totalisant 26 milliards de dollars de valeur nominale avaient été lancés de cette manière. La situation est toutefois très différente par rapport à la semaine précédente, dans la mesure où, cette fois-ci, parallèlement aux opérations sans coupon, quatre euro-emissions à taux d'intérêt fixe d'un montant global de 300 millions de dollars ont également vu le jour. La coexistence des deux catégories soulève l'avantage pour les emprunteurs du papier à coupons « sérieux », dont le coût est en moyenne inférieur de 1 % par an à celui des emprunts dotés de coupon fixe. A titre d'exemple, Du Pont de Nemours, le grand groupe chimique américain bien connu, réinjecte sur la base de près de 14,50 % l'émission à coupons « sérieux » de 300 millions de dollars qu'elle a lancée cette semaine, tandis que la Banque de développement japonais livre en même temps 50 millions de dollars d'euro-obligations à taux fixe proposées avec un coupon annuel de 15,50 %.

Ce qui est frappant à l'heure actuelle, c'est que la totalité des emprunteurs qui utilisent soit la technique du « coupon sérieux », soit celle, traditionnelle, du taux d'intérêt fixe sont exclusivement des Américains, des Canadiens ou des Japonais. Les détenteurs européens, par contre, brillent par leur absence. Ceci s'explique par la divergence fondamentale d'opinion entre les uns et les autres : les Américains d'outre-Atlantique ne croient pas en une baisse des taux d'intérêt et n'hésitent pas à lever des capitaux, même sur la base de coupons élevés alors que les Européens continuent d'anticiper une détente et, en attendant qu'elle se manifeste, préfèrent transactions à taux variables. Il semble que ce soient les Japonais qui continuent d'absorber la plus grande partie des opérations sans coupon. Mais les Arabes sont également acheteurs de ce type de papier parce qu'ils apprécient les sociétés américaines qui l'offrent. En Europe, les Belges et les Suisses sont aussi amateurs de ce genre d'émission. Par contre, les Luxembourgeois, qui sont intéressés sur la fortune et ne le sont pas sur leurs revenus mobiliers, ne s'y intéressent pas.

L'euro-emprunt de 300 millions de dollars de Du Pont de Nemours, qui a été observé cette semaine, a été offert à un prix de 33,50 soit 339 dollars pour chaque euro-obligation, qui, à échéance, sera remboursée à 1000 dollars. Par la suite, J.C. Penney est entré dans l'émission de 250 millions d'euro-sous à un prix de 18,50, soit l'équivalent d'une rémunération annuelle de 15,10 %, et simultanément, Bestrice Foods et Xerox ont chacun annoncé l'émission de 250 millions d'euro-obligations à un prix de 22,50, soit un rendement annuel de 14,55 %. Les deux opérations paraissent avoir été préalablement placées parce que, aussitôt annoncées, elles étaient très vite terminées. De leur côté, les grandes magasins Sears-Roebuck ont lancé jeudi soir une transaction destinée à financer 300 millions de dollars d'une durée de dix ans. Cet euro-emprunt émis à 24,70 procurera, à l'échéance, un rendement équivalent à 15 % par an. Sur la base de ces opérations, les euro-obligations Sears-Roebuck ont trouvé preneurs sans difficulté.

En revanche, la grande banque américaine Citicorp a eu plus de peine à placer 100 millions de dollars à trois ans qu'elle proposait avec un « coupon sérieux » à un prix de 66,50, soit une rémunération annuelle de 14,70 %. D'une manière générale, il semble que les émissions sans coupon soient mieux accueillies lorsqu'elles émanent de grandes sociétés industrielles américaines, lorsqu'elles proviennent du secteur bancaire.

#### Le retour de Paris

Le secteur des euro-emprunts en dollars et à taux d'intérêt fixe a effectué sa réouverture sur la base de coupons hautement rémunérateurs pour les investisseurs. Parmi les quatre opérations annoncées cette semaine, c'est certainement celle de la Banque de développement du Japon qui a le plus retenu l'attention. Tout d'abord, elle marque le retour de Paris dans le club fermé des établissements internationaux chefs de file d'émissions euro-obligataires. Depuis les élections de l'été dernier, Paris avait été écarté dans les mésaventures qu'on connaît, paralysé à l'étranger sur elle-même. En dirigeant cette semaine l'euro-emprunt de 50 millions de dollars de la Banque de développement du Japon, on assiste à un retour à la normale. L'opération japonaise, qui, rare privilège, bénéficie de la garantie de l'Etat japonais, a une durée de cinq ans seulement. Offerte au pair avec un coupon annuel de 15,50 %, elle a immédiatement suscité un écho extrêmement favorable.

Les trois autres transactions à taux fixe ont, pour leur part, toutes vu le jour avec des coupons égaux ou supérieurs à 16 %. Ar-

sona Public Service, société américaine connue sous le nom d'Indice de service public, n'a pas hésité à offrir 16,25 % par an sur une durée de sept ans pour lever 50 millions de dollars. Bien accueillie par certains, l'opération n'a toutefois pas fait l'unanimité. Ceci montre la difficulté d'un marché où les investisseurs qui ne savent pas bien où aller, vu l'incertitude variable des taux d'intérêt, restent attirés par les dépôts à court terme procurant des rémunérations alléchantes.

La société canadienne Hydro-Québec a également doté d'un coupon de 16,25 % l'euro-emission de 100 millions de dollars qu'elle a lancée jeudi soir. Mais, cet emprunt a l'avantage d'être un familier du marché euro-obligataire, et en outre ses obligations n'ont qu'une durée de six ans. Depuis l'émission de la Banque française pour le commerce extérieur, conjointement dirigée avec Brio par le Crédit suisse-Frist Boston et le Crédit lyonnais, dont se rappelle l'extraordinaire succès, aucun autre emprunt à taux d'intérêt variable, ou tout au moins aucun digne de ce nom, n'avait été lancé. Cette semaine, ce n'est pas moins de cinq transactions de ce type qui ont été offertes. La plus originale est sans aucun doute celle du Swedish Export Credit d'un montant de 75 millions de dollars et d'une durée limitée à cinq ans. Le taux d'intérêt de ces notes émises au pair est le taux interbancaire offert à Londres sur les dépôts en eurodollars à six mois, celui qui l'appelle le Libor. Aucune marge additionnelle, comme il en va d'habitude avec ce genre d'ins-titut, ne vient augmenter la rémunération des prêteurs. Par contre, cent deux mille cinq cents warrants sont attachés à l'euro-emprunt, qui permettront aux porteurs d'acquiescer, au cours des quatre mois à venir, des obligations à huit ans d'une valeur nominale unitaire de 1000 dollars. Celles-ci seront émises à 100 % et porteront un intérêt annuel de 13,75 %. C'est la Banque américaine Morgan Guaranty Ltd qui

a imaginé cette formule et selon elle, elle l'aurait même initialement proposée au Trésor français pour servir de support à un emprunt d'un débiteur du secteur public. L'euro-emission suédoise a en elle-même été bien accueillie, mais c'est au niveau des warrants qu'un problème s'est tout de suite posé. La banque chef de file les traite en effet sur la base d'un prix unitaire de 12 dollars, alors que techniquement ils ne valent pas plus de 5 à 6 dollars. En conséquence, une quantité importante de warrants a apparemment refusé vers Morgan

#### Hausse des emprunts en deutchmarks

En Allemagne, la baisse du lombard n'a pas manqué d'impressionner favorablement le secteur des emprunts internationaux ayant le deutchmark pour support. Des hausses de 0,30 % à 0,80 % ont été enregistrées sur la plupart des emprunts traités sur le marché secondaire. Du même coup, les émissions en cours de souscription publique ont vu leur placement accéléré. La Banque européenne d'investissement, qui offrait 250 millions de deutchmarks dans le cadre d'un emprunt en deux tranches, toutes deux proposées au pair avec un coupon annuel de 10 %, a été la première à bénéficier de l'amélioration générale outre-Rhin. Les 150 millions de notes à sept ans et les 100 millions d'obligations à dix ans se traitaient, vendredi, les unes comme les autres à 99,50-100. Femer, la compagnie pétrolière nationale du Mexique, a aussi suscité une très bonne demande pour son euro-emprunt de 150 millions de deutchmarks. Les obligations mécaniques accompagnées d'un coupon de 11 % par an pouvaient, sur le marché gris, être acquises en fin de semaine sur la base d'une très légère décote ne dépassant pas 0,75-0,25.

CHRISTOPHER HUGHES.

## Les devises et l'or

### Fermeté persistante du dollar

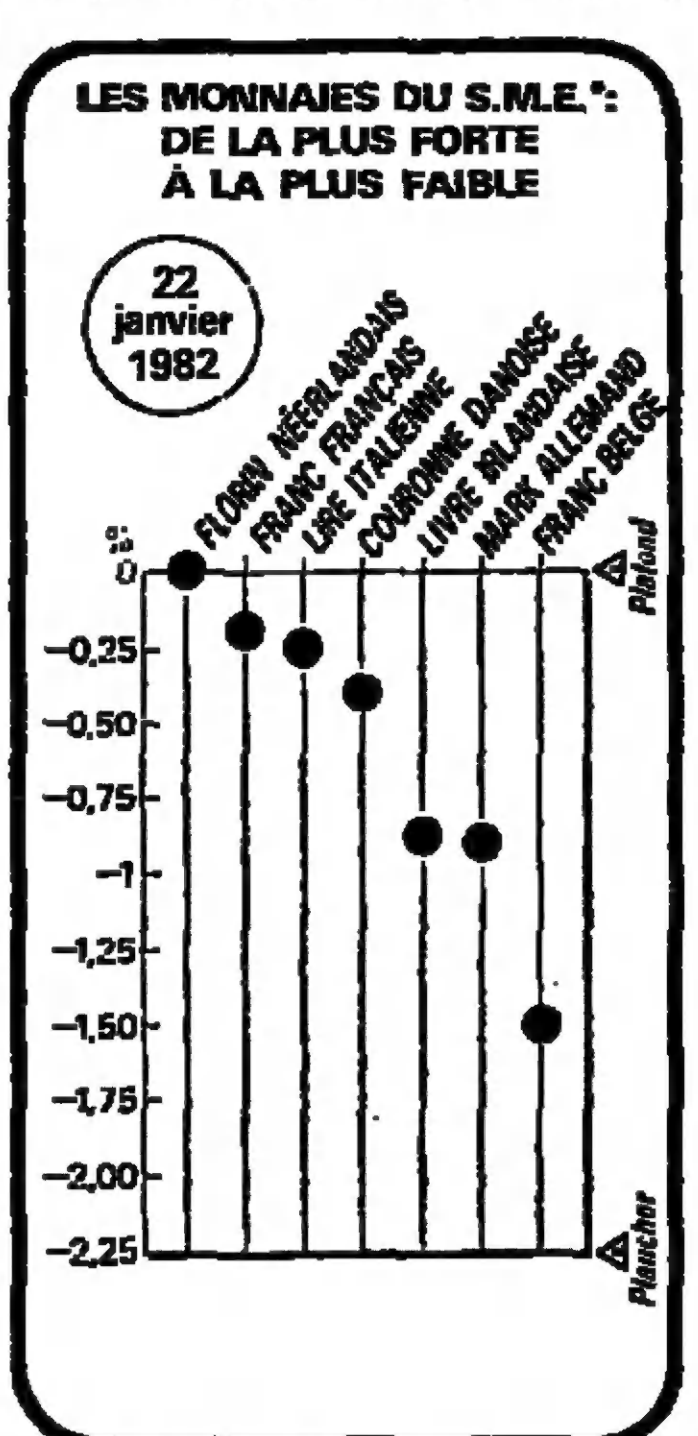
Dopé par la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis (voir en rubrique marchés monétaires) le dollar s'est montré très ferme sur les marchés des changes, où sa progression a, toutefois, été freinée par les interventions massives des banques centrales, notamment la Bundesbank. Sur le marché de l'or, le cours de l'once semble avoir trouvé un nouveau palier de résistance aux environs de 370 dollars.

Dès le début de la semaine, après l'annonce d'une très forte augmentation de la masse monétaire américaine pour la première semaine de janvier, qui faisait craindre une hausse des taux outre-Atlantique, l'or s'était tenu à une vive progression du dollar. Effectivement, dès le début de

la matinée du lundi 18 janvier, le cours du « billet vert » bondissait de 2,30 DM à 2,33 DM sur la place de Francfort, et de 5,84 à 5,91 F sur celle de Paris. Mais, très rapidement, les banques centrales européennes intervenant pour « casser » cette hausse : plus de 1 milliard de dollars pour la seule Bundesbank. Le lendemain, la devise américaine revenait aux alentours de 2,30 DM et de 5,88 F. Les jours suivants, toutefois, en liaison avec une remontée du loyer de l'argent aux Etats-Unis, le dollar s'est tenu à la hausse, et, à la veille du week-end, sur le marché de New-York, il s'élevait à plus de 2,31 DM et 5,90 F.

Cette fermeté persistante a pris au dépourvu, on le sait, les milieux financiers internationaux, qui tablèrent sur un repli après la fin de l'exercice 1981. Elle pose de graves problèmes aux pays européens dans la mesure où elle limite leur liberté d'action en matière de taux d'intérêt et de réajustement des économies.

La livre sterling s'est, également, montrée très ferme, suivant le dollar dans sa hausse, et cela malgré une baisse des taux d'intérêt en Grande-Bretagne. Le recul de l'inflation outre-Manche, et la décision des mineurs de ne pas faire grève ont contribué à raffermir la monnaie britannique, dont le cours a dépassé 11 F, à Paris, cette semaine. Au sein du système monétaire européen, le florin s'est inscrit en tête, suivi du franc français et de la lire italienne, tandis que le franc belge restait très faible. Il courrait, toutefois, de noter que le franc français a cédé un peu de terrain, le cours du florin à Paris dépassant son cours central de 2,310 F, et celui du mark d'Allemagne de 2,34 F pour la seconde fois depuis la dévaluation du début d'octobre 1981. Sur le marché de l'or, le cours de l'once s'est élevé à 370,50 dollars, qui apparaît comme un seuil de résistance, à partir duquel il a pu s'élever à 378 dollars à la veille du week-end. — F. R.



#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 15 AU 22 JANVIER

(Le signe inférieur indique une baisse par rapport à la semaine précédente.)

PLACES	Unité	\$ E.-U.	Franc français	Franc suisse	Franc allemand	Franc belge	Franc italien	Unité
New-York	1.000	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	1.000
Paris	1.000	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	1.000
Zurich	1.000	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	1.000
Frankfurt	1.000	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	1.000
Bruxelles	1.000	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	1.000
Ambsterdam	1.000	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	1.000
Milan	1.000	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	1.000
Copenhague	1.000	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	1.000

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 22 janvier, 2,368 francs contre 2,6104 francs le vendredi 18 janvier.

## Les matières premières

### Reprise des métaux et du cacao

L'évolution contrastée du loyer de l'argent, les fluctuations monétaires, les réajustements adoptés par les utilisateurs de matières premières, expliquent la reprise des métaux et du cacao.

MÉTALLS. — Le cuivre semble avoir retrouvé son rôle de régulateur des stocks quand la demande pour le compte de producteurs ou d'intérêts arabes, a certes contribué. Mais, d'autres facteurs ont contribué à assaillir le marché. Lors de la réunion du conseil international de Pékin à Londres, les pays consommateurs se sont fermement opposés à la demande de relèvement de 15 % des prix d'importation du stock régulateur des pays producteurs. En outre, pour le premier semestre, il est prévu un excédent mondial de production de l'ordre de 12 000 tonnes. Au Japon, la réduction de la production d'acier (batteries), l'utilisation mondiale de métal à l'acier, redevient un problème.

Reprise des cours du zinc à Londres, stimulés à la fois par les achats de pays communistes et le contrat de vente de l'acier, une mine triadante. Plusieurs producteurs européens viennent de réduire leur prix de 75 dollars par tonne pour le minerai de zinc. Les cours du plomb ont également subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du nickel ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cobalt ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du manganèse ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du chrome ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du titane ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du vanadium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du bismuth ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du cadmium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du mercure ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du platine ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du palladium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhodium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du ruthénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du rhenium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du scandium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du yttrium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du zirconium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du niobium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du molybdène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tungstène ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du sélénium ont subi une baisse de 10 dollars par tonne. Les cours du tellure ont subi une baisse de 10 dollars par







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

2. AMÉRIQUES
  - La poudrière guatémaltèque (11), par Francis Pisan.
  - Chili : mort de l'ancien président Eduardo Frei.
3. ASIE
  - Israël : l'un des dirigeants de la tendance des « colombes » se dit prêt à rencontrer M. Arafat.
3. AFRIQUE
  - TANZANIE : le président Nyerere s'efforce de démocratiser le parti unique.
4. DIPLOMATIE
  - POLOGNE : le soci des formes du régime militaire.
  - TURQUIE : le Parlement européen suspend ses relations avec Ankara.
  - PORTUGAL : expulsion de deux diplomates soviétiques.

### POLITIQUE

6. Les travaux de l'Assemblée nationale.
- En marge des partis de l'ancienne majorité, les structures d'opposition se profilent.

### RÉGIONS

15. ILE-DE-FRANCE : les décisions du maire de Paris.

### SOCIÉTÉ

16. JUSTICE : aux assises des Bonches-du-Rhône, l'évocation du génocide arménien, en 1915, domine le procès de M. Max Kludjian.
- Au tribunal correctionnel de Paris, les lois de M. Jean-Claude Bousquet.
- SCIENCES : au colloque de l'ASTRO : le réalisme remplace l'« illusion lyrique » dans les discours officiels sur l'économie.
20. MÉDECINE : après la mort d'un adolescent dans une clinique de Genève.

### CULTURE

17. FORMES
  - MUSIQUE : les Contes d'Hoffmann, à Lyon.
  - CINÉMA : le Festival d'Avoriaz.
19. RADIO - TÉLÉVISION : après la publication des décrets sur les radios privées.

### ÉCONOMIE

21. NATIONALISATIONS
  - ÉNERGIE
22. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS
23. LA SEMAINE FINANCIÈRE

- RADIO-TELEVISION (19)
  - INFORMATIONS
  - SERVICES (1201) : Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel ; Carnet (18) ; Programmes spectacle (18).

Dans notre prochain numéro, le début d'une nouvelle enquête :

## LE MAGHREB ENTRE LE MODERNISME ET L'INTÉGRISME

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1982 a été tiré à 536 631 exemplaires.

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

## TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS

EXPOSITION ET VENTE

## CAPELOU

DISTRIBUTEUR

37 Av. de la République - PARIS 11  
Métro Parmentier • Parking assuré  
Tél. 357.45.35

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE  
DANS TOUTE LA FRANCE

A B C D E F G

## LES ASSISES NATIONALES DU R.P.R.

### Le nouveau pouvoir « passe son temps à injurier à condamner et à exclure »

déclare M. Bernard Pons

Toulouse. — Les assises nationales du R.P.R. se sont ouvertes, samedi matin 23 janvier, au Parc des expositions de Toulouse, où la tribune est surmontée du nouveau slogan du R.P.R. : « Liberté, nation, progrès », et encadrée d'une allégorie du peintre Morelli, représentant « la France en mouvement ».

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a prononcé le discours d'ouverture en soulignant, d'abord, la nature de l'opposition des gauchistes : « La collectivité du pouvoir, a-t-il dit, ne sont pas les nôtres, et nous les rejurons. Le socialisme est condamnable, non seulement dans ses résultats, mais encore dans ses principes, qui nous paraissent contraires aux grandes valeurs républicaines. Une politique étatisée et partitocrate est un danger pour les libertés, pour l'information, pour l'école et dans le monde de l'entreprise. Le nivellement par le bas, en utilisant la fiscalité comme une arme contre les classes moyennes, qui représentent la majorité des Français, est le contraire même de l'idéal d'égalité, qui implique de reconnaître les mérites et les talents de chacun. Enfin, l'idéologie de la lutte des classes est contraire à l'idée de fraternité ».

Pour M. Pons, « le socialisme est un faux humanisme ». L'histoire des huit mois écoulés, a-t-il ajouté, est

### De notre envoyé spécial

celle des masques qui tombent. Pour le président de la République, il ne s'agit pas de la France d'après la France. Il lui faut désormais, même hors de ses frontières, être « la France socialiste », excluant ainsi, d'elle-même, une partie de la communauté nationale. Il n'a pas l'air attendre bien longtemps pour que cette tendance inquiétante se traduise dans les actes du pouvoir.

M. Pons évoque, alors, la loi d'urgence et diverses déclarations de responsables socialistes, avant d'ajouter : « Le gouvernement et sa majorité, qui ne ratent pas une occasion de saluer l'arrivée des temps nouveaux — ceux-ci étant, à l'entendre, ceux de la vertu, de la sérénité et de la liberté retrouvée — passent, en fait, le plus clair de leur temps à injurier, à dénigrer, à condamner et à exclure : c'est la conception socialiste du débat politique ».

M. Pons poursuit : « Reforger, diffuser, concrétiser un nouvel idéal républicain, telle est notre mission. Les Français auront à choisir entre les marxistes et les républicains ».

Esquissant les propositions que compte faire le R.P.R., M. Pons déclare : « La politique que nous souhaitons, et qui correspond aux aspirations profondes des Français, doit s'articuler autour de trois axes : mettre en œuvre un développement économique équilibré, construire un projet social audacieux, proposer un projet socio-culturel ambitieux et réaliste. Il s'agit, poursuit-il, de donner à la France les moyens de son développement. Il faut donc, par le biais d'un allègement des charges sociales et fiscales, fournir aux entreprises la capacité d'investir, c'est-à-dire de créer des emplois. Mais il faut, au préalable, fixer les règles du jeu entre l'État et les entreprises, d'où l'impérieuse nécessité de définir, dans le cadre d'une planification souple et concertée, les objectifs et les moyens de cette politique ».

Enfin, M. Pons évoque l'affaire polonaise pour déclarer : « Messieurs les Tariffistes, si vos divergences, publiquement reconnues, avec vos alliés communistes sont réelles, alors qu'attendez-vous pour en tirer les conséquences ? Les Français sauront désormais que le sort d'un peuple asservi est pour vous secondaire, car seul compte, à des fins partitaires, le maintien de votre coalition avec un parti qui affiche sans scrupules sa fidélité à l'insigne du coup d'État de Varsovie ».

Les congressistes se sont alors répartis entre quinze forums de discussions.

ANDRÉ PASSERON.

## A AUBENAS (ARDÈCHE)

### Deux lycéennes sont mortes de méningite. Le manque temporaire de médicaments a provoqué un début de panique

Deux lycéennes, âgées de dix-sept et seize ans, sont décédées des suites de méningite, les 18 et 21 janvier, à Vallon-Pont-d'Arc (Ardèche) et au centre hospitalier de Montpellier. Toutes deux étaient élèves du lycée Marcel-Gimonet d'Aubenas (Ardèche). Parallèlement, la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.) a mis en place une série de mesures prophylactiques afin de tenter d'enrayer une éventuelle épidémie.

Dans la journée du 21 janvier, l'épidémie du second degré et la rupture temporaire des stocks de médicaments utilisés — la spiramycine — ont provoqué un début de panique. Bien qu'aucune décision de fermeture du lycée n'ait été prise, un certain nombre d'élèves et d'enseignants ont quitté l'établissement. Parallèlement, toutes les pharmacies de la ville ont été « déstockées » de leurs stocks de spiramycine.

La préfecture de l'Ardèche a publié, le 22 janvier, un communiqué qui précise que le lycée Marcel-Gimonet restera fermé jusqu'au lundi 25 janvier pour « désinfection ». Un service assurera la distribution des médicaments à été mis en place à l'hôpital d'Aubenas. Pour M. Paul Fauré, directeur de la D.D.A.S.S., « en dépit de certaines informations, aucun nouveau cas de méningite n'a été enregistré ». Plusieurs sections syndicales se sont élevées contre l'incompétence et la négligence des responsables de la santé dans le département, certaines demandant jusqu'à la démission du directeur de la D.D.A.S.S. pour incompétence et non-assistance à personne en danger.

D'autre part, le ministère de l'éducation nationale a demandé au recteur de l'académie de Grenoble d'examiner si les décès « peuvent avoir un lien avec les conditions d'hygiène scolaire ».

C'est sans doute parce qu'ils ont voulu trop bien faire sans informer suffisamment que les services de la D.D.A.S.S. de l'Ardèche ont déclenché une telle « affaire ». Le type de méningite en cause — méningite à méningocoques — implique, dès les premiers symptômes, un traitement intensif par antibiotiques. Ce dernier suffit, en règle générale, à sauver les malades. En revanche, la nécessité d'un traitement préventif par spiramycine reste une question fort controversée. Cette prévention ne se justifie, de toute manière, que pour l'entourage immédiat du malade. De plus, la désinfection des locaux est inutile et, depuis 1976, l'éviction scolaire n'est plus nécessaire pour les sujets ayant été en contact avec le malade. En décidant de traiter les quatorze cents élèves et les deux cents membres du personnel du lycée d'Aubenas, les responsables sanitaires ont pris le risque évident de se trouver devant une rupture de stocks. Leur décision, d'autre part, a été de nature à alimenter une inquiétude que le seul terme de « méningite » suffit à faire naître dans l'ensemble de la population. On peut, néanmoins, penser que les réactions syndicales qui ont fait suite sont, pour le moins, exagérées.

JEAN-YVES NAU.

## Regain d'agitation dans le Midi viticole

Deux camions de vin vidés sur la chaussée, jeudi 21 janvier après-midi, près de Carcassonne, un troisième transportant du vin blanc italien vidé également, vendredi, près de la même ville : l'agitation semble renaitre dans le Midi viticole. Dans les Pyrénées-Orientales, les producteurs de légumes et de fruits cessent la vente pour la journée du lundi 25 janvier, afin de protester contre les importations de salades espagnoles. Par solidarité, les responsables des activités économiques et agricoles du département auraient décidé également de cesser le travail du viticoleur.

Les viticulteurs de l'Aude ont repris le chemin des cantines et des manifestations. Après avoir vidé sur le R.N. 113 à Trèbes, non loin de Carcassonne, une cargaison de cent hectolitres de vin blanc italien, une cinquantaine de producteurs ont indignement les murs de la sous-préfecture de Narbonne d'inscriptions demandant l'arrêt des importations. L'A.S. son président, M. Marcel Comret, proche du parti socialiste, a déclaré : « Notre patience syndicale a ses limites. Trop de technocrates parisiens, imbues des habitudes prises par les anciens régimes ont toujours la prétention de nous dicter ce qui est bien ou ce qui est mal pour la viticulture française. Nous refusons le gouvernement a, face à lui, des responsables viticoles qui lui sont favorables. Il n'a qu'à leur proposer une œuvre plus active ».

Pour les trois premiers mois de la campagne (septembre à novembre) viticole, les importations de vin italien ont atteint 594 000 hectolitres (dont 54,7 % de plus de 13 degrés), soit une diminution de 0,8 % par rapport à la campagne précédente. Sans l'imaginer une forte reprise des importations en décembre et janvier, ce qui n'est pas le cas, les déclarations de leaders C.A.V. sont quelque peu exagérées. L'enervement actuel semble venir du fait qu'en ce début d'année on assiste à une baisse importante du volume des transactions, alors que le prix des vins de plus et de moins 10 degrés sont en hausse, sans aucune tentation de 35,35 % par degré-hectolitre considérée comme un prix minimum par les viticulteurs.

Le Centre Georges-Pompidou est toujours fermé. Le Centre Georges-Pompidou est fermé au public depuis deux semaines. La grève des employés de la société privée chargée de l'entretien du centre, qui n'a pas été nettoyé depuis le 5 janvier, se poursuit sans qu'on en voit l'issue. Cette situation inquiète tout particulièrement les responsables du Musée national d'art moderne, qui ont fait savoir à la direction de Beaubourg, impuissante à résoudre le conflit (le Monde du 16 janvier).

Les conservateurs et responsables des expositions craignent en effet que soient remises en cause leurs relations avec les artistes dont les expositions ne peuvent être vues et avec les prêteurs, qui, selon eux, risquent de ne plus faire confiance à un musée qui n'offre plus toutes les garanties de sécurité.

La fermeture du Centre a également entraîné la paralysie complète des activités de la librairie et du restaurant. Le personnel d'accueil, les animateurs ont été également contraints de cesser le travail. Bibliothèque publique d'information, les centres de documentation du musée et du centre de création industrielle ont été aussi fermés.

À l'occasion de la Journée mondiale des disparus, organisée par Amnesty International (le Monde du 23 janvier), une grande manifestation silencieuse se rassemble, ce samedi 23 janvier, à 15 heures, à Montparnasse. Le cortège se dirigera ensuite vers le Trocadéro, où fut lue, en 1948, la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Libération du directeur d'une société de Ramon rétro par des employés. — Le directeur d'une société de Ramon (Val-de-Marne), retenu depuis vendredi 23 janvier à 11 heures, par une vingtaine d'employés menaçant de le démolir, a été libéré samedi vers 2 heures du matin, après de difficiles négociations. M. Bernard Pons, directeur-gérant de la société INEP (cent deux personnes), avait engagé vendredi matin des discussions au sujet du licenciement de vingt-neuf employés.

L'INEP, qui assure l'entretien électrique des machines et des matériels mobiles de la compagnie Air-France à Orly et à Roissy, avait vu son contrat dénoncé il y a quelques mois par la société nationale Air-France s'étant cependant engagée à réintégrer soixante-deux employés, vingt-neuf personnes devant néanmoins être licenciées, également. Les négociations ont abouti à un accord sur le paiement des salaires et des indemnités.

Le directeur régional de Lille a été retenu dix heures dans son bureau. Plusieurs mouvements de débrayages affectent en ce moment les services des P.T.T. pour les revendications portant surtout sur la réduction de la durée du travail. A Lille notamment, quelque cent cinquante à deux cents postiers ont observé une grève depuis le début de la semaine pour les trente-neuf heures « immédiates », les trente-huit heures au printemps et les trente-cinq heures avant la fin de l'année. Vendredi 22 janvier, ils avaient radicalisé leur mouvement en refusant dans son bureau, de midi à deux heures, le directeur régional des P.T.T. M. Jean Ait. Ce dernier a pu regagner son domicile à la suite d'un accord avec les postiers. Selon les syndicats, les trente-neuf heures ont été obtenues, et les tournées seront réduites sur la base de trente-huit heures par semaine. Une assemblée générale des P.T.T. de Lille, samedi 23 janvier, en raison de cette grève, 780 000 objets et lettres, selon le directeur — un million selon les syndicats — ont été bloqués dans deux centres de distribution.

A Saverne (Bas-Rhin), les préposés sont en grève depuis le jeudi 21 janvier à l'appel de la C.F.P.T., C.F.T. et C.F.T.M. Les trente-neuf heures ont été obtenues, et les tournées seront réduites sur la base de trente-huit heures par semaine. Une assemblée générale des P.T.T. de Lille, samedi 23 janvier, en raison de cette grève, 780 000 objets et lettres, selon le directeur — un million selon les syndicats — ont été bloqués dans deux centres de distribution.

Le Centre Georges-Pompidou est toujours fermé.

Le Centre Georges-Pompidou est toujours fermé.

Le Centre Georges-Pompidou est toujours fermé.

Le Centre Georges-Pompidou est toujours fermé.

La technique sur le dialogue avec l'O.I.P. se poursuit à Jérusalem

## Les conséquences de la

les blasphèmes • A Genève M. Berlinguer avec M. Grom • La Pravda une assistance

Gaz

La face de l'Abd el

PLUS DE RETOURS GACHES

CONFERE A SURVEILLANCE FRANÇAISE LA GARDE DE VOTRE PATRIMOINE GARDIENNAGE TÉLÉSURVEILLANCE

Surveillance Française 50 rue Ardoin 93400 SAINT-POLEN Tél. (0) 262.5737

R. BERBIGHIER AMÉUBLEMENT DÉCORATION

72 RUE H. BARBUSSE 9 RUE G. BELIN - Tél. (0) 14.97 95100 - ARGENTEUIL

READY MADE

SPÉCIALISTE DE L'ÉQUIPAGE 32 et 34, rue Jacob - 75006 PARIS. Tél. 260.34.25